Des ONG solidaires face à la pandémie

Mars - Septembre 2020

Des ONG solidaires face à la pandémie

Par Jeanne Lebaudy

Publié en décembre 2020
Crédits photographie de couverture © Friendhip/MMM, Bangladesh

Préface

Quel rôle jouent les ONG partenaires de l'UNESCO dans la lutte contre la pandémie actuelle ? Comment soutenir les populations, particulièrement les plus défavorisées et isolées, en s'appuyant sur les priorités de l'UNESCO ?
Quelle coopération renforcée entre les ONG et l'UNESCO pour préparer les nouveaux défis de ce monde en pleine mutation forcée ?

Je me réjouis de ce projet, initié spontanément par huit ONG partenaires, qui apporte des réponses à ces interrogations.

Ce sont des questions que je me suis posée, en qualité de Présidente de la Conférence Internationale des ONG et du Comité de Liaison, face à la crise inédite et mondiale que nous vivons. Ce rapport démontre le choix d'ONG partenaires de l'UNESCO à s'engager vers un chemin de solidarité planétaire aux côtés de l'UNESCO.

Les conséquences de la pandémie affectent tous les citoyens de la planète, et plus encore les plus vulnérables. Face à ce constat, la mobilisation exceptionnelle d'ONG partenaires de l'UNESCO, et plus largement de la société civile, est un immense signe d'espoir.

Cette épidémie représente une mise à l'épreuve inédite du concept de citoyenneté mondiale et de solidarité planétaire. Le partage et l'entraide entre ONG, sur les différents continents, a permis de créer un réseau informel efficace contre le virus, capable de relayer des informations fiables, et d'ouvrir des perspectives pour un monde plus juste, qui ne laisse personne de côté.

À mesure que le monde se remettra de cette pandémie, la nécessité pour les organisations internationales de tenir compte des expertises des ONG, et de leur efficacité, sera indispensable pour définir des priorités en vue d'une solidarité mondiale, gage de Paix universelle.

Et si ce projet montrait la voie pour une autre forme possible de collaboration ONG-UNESCO et pour un renforcement de leur partenariat, plus que jamais essentiel dans le contexte actuel ?

Marie Claude Machon-Honoré
Présidente de la Conférence Internationale des ONG
et du Comité de Liaison ONG-UNESCO 2018-2020

Remerciements

Nous avons conscience que la diffusion de ce rapport intervient à l'un des changements majeurs de l'Histoire de l'humanité. Le défi de la pandémie de la COVID-19 vient s'ajouter aux défis existants et concerne tous les citoyens du monde, en atteignant particulièrement les plus vulnérables. Nous assistons à des expérimentations massives sur des populations entières qui doutent, souffrent, luttent et espèrent un monde meilleur. Les ONG partenaires de l'UNESCO sont à leur côté – comme en témoigne ce rapport. Initié par un collectif d'ONG, ce projet solidaire vise non seulement à rassembler les acteurs humanitaires, au cœur de la crise, mais aussi à partager des réflexions avec l'UNESCO sur la situation réelle des populations et les perspectives qu'ouvre la pandémie. Tous les participants de ce projet ont agi dans un élan de solidarité, de partage et d'entraide.

Cette publication doit son existence à Jeanne Lebaudy, jeune femme bénévole, qui s'est engagée dans ce projet dès son lancement. En proposant de rédiger un rapport, et d'en assurer sa mise en page, pour relayer les actions la société civile et de comprendre et faire comprendre l'état du monde, elle nous a fixé un cap. Sa connaissance de l'UNESCO, son intérêt pour l'actualité et son professionnalisme lui ont permis de travailler de façon totalement libre et autonome, avec une rigueur exemplaire. Avec sa jeunesse et son engagement personnel, elle a posé un regard nouveau sur la crise et a permis des échanges intergénérationnels fructueux sur la vision du monde de demain. Nous lui exprimons ici notre profonde gratitude.

Ce rapport a bénéficié du soutien sans faille de la Présidente de la Conférence Internationale des ONG et du Comité de Liaison 2018-2020, Madame Marie-Claude Machon Honoré. Nous lui adressons nos sincères remerciements pour ses conseils précieux et ses encouragements constants et amicaux.

Nous exprimons notre gratitude envers le Secrétariat de l'UNESCO qui a soutenu ce projet. Le soutien de Monsieur Jean Yves Le Saux, Directeur du Planning Stratégique de l'UNESCO, a été particulièrement important, ainsi que celui de Madame Anna Maria Majlöf et Madame Linda Tinio du secteur des Sciences Humaines et Sociales.

Ce projet n'aurait pu être mené sans les bénévoles qui ont accepté d'administrer les pages des groupes Facebook : Sabine de la Villemarqué et Quitterie de la Villemarqué, MMM, (Afrique anglophone), Gabrielle de Milleville, MMM, (Afrique centrale), Nitsé Mathelier et Odile Eda Pierre , Wapikoni (Amérique du Nord), Juan Rain, SAF, Beatriz Elena Zapata Ospina, OMEP et Pauline Ambrogi, MMM (Amérique du Sud), Jean Bolly Kouassi, AJAD MMM et Ello Frédéric Donnadieu, CVAV CCIC (Côte d'Ivoire), France Marquet et Sunil Bionjola, SAF (Asie du Sud), Hellen Swales, BPW (Asie Pacifique), Pinella Bombaci, PBW et Johanna Schima et Véronique de Vaumas, MMM (Europe), Chloe Khoury, ALPHA et Christine Roche, CCIC (Liban), Aliette Abraham, Otitsara (Madagascar). Nous les remercions ainsi que Dianèle Perruchon, OMEP et Cécile de Laage, MMM, pour leur aide précieuse.

La réalisation du projet, et cette publication, doivent leur existence à un grand nombre d'ONG et associations qui œuvrent, souvent dans l'ombre et sans moyens, au plus près des populations. Nous tenons tout d'abord à remercier ici nos associations membres.
Accion Familiar, Afammer, Aide à la Jeunesse Africaine Défavorisée, Asodamas, Awaj Foundation, Ceprodih, EdoGroup, En avant les Enfants, Friendship, l'Heure Joyeuse, Mamas for Africa, Mame pentru Mame, MMM Liban, Mothers2mothers, Otitsara, Rozaria Memorial Trust, Rural Reconstruction Foundation, Volunteering Matters.
Corner of Hope, Edible Schoolyard, Educateurs Sans Frontières, Fundza, Family Star Montessori, Indaba Foundation, montessori-digital.org, Montessori Foundation Egypt, Montessori for Kenya, Montessori Institute North Texas, Montessori Model United Nations, Montessori Nomad School, Samara Foundation, Tawasol School, Telangana: Montessori Training & Research Trust/Aanganwadi Initiative, Sustainability Institute.
BPW Brésil, BPW Caraibes, BPW Népal, BPW Sierra Leone, BPW Thailand.
OMEP-Africa, OMEP-Asia, OMEP-Latina America, OMEP North America and Caraïbes, OMEP-Europe.

AIC, Claire Amitié, Montfortains , MIDADE, Nord Sud partage, OIEC, l'Œuvre d'Orient , les Petites Sœurs des Pauvres et CRESCENDO.
Chaire UNESCO Madanjeet Singh pour la tolerance Santiago, Hamidullah Arefi South Asia Foundation Afghanistan, Musée de la mémoire Santiago, Sunil Binjola South Asia Foundation India, Universidad Metropolitana de Santiago, UNESCO Madanjeet Singh School of green energy Technology Pondicherry University India, UNESCO Madanjeet Singh Institute four South Asian Art Lahore Pakistan.
Anando Bangladesh, Cultural Academy for Peace (FOR) India, Japan Fellowship of Reconciliation (JFOR), Peace and Development Foundation Uganda, Fellowship of Reconciliation Zimbabwe, Internationaler Versöhnungsbund Austria
ATD Quart-Monde Afrique, ATD Quart-monde Amérique du Sud, ATD Quart-Monde Amérique du Nord, ATD Quart-Monde Asie, ATD Quart-Monde Europe.

Par ailleurs, nous remercions également les autres ONG internationales qui ont aidé à la réalisation du projet : ADD International, Alpha, L'Association Liens de vie, la Fédération Mondiale des Travailleurs Scientifiques, Wapikoni.

La participation de Commissions Nationales et Bureaux UNESCO ont permis la concrétisation d'une collaboration directe sur le terrain ; nous leur exprimons notre gratitude, et plus particulièrement à la Commission Nationale de Côte d'Ivoire, les Bureaux UNESCO de New Dehli, de Bangkok et d'Islamabad.

Nous remercions également les traducteurs bénévoles sans lesquels la version anglaise de ce rapport n'aurait pu voir le jour : Victoria Barrès de AMI, Dominique Glorieux du CCIC, Marie Claude Machon Honoré de BPW, Françoise Blin de MMM, et bien sûr Marie Chuvin pour son éternel soutien.

Enfin, nous exprimons notre immense gratitude à tous les bénévoles et citoyens qui aident les ONG et les populations avec une solidarité et un engagement exemplaires, sur tous les continents. Ils ont, tout au long de la durée de ce projet, suscité notre admiration et ont renforcé notre vision d'espoir pour un monde meilleur.

Marie Claude Allez, ATD Quart Monde
Victoria Barrès, Association Montessori Internationale
Lisbeth Gouin, Organisation Mondiale pour l'Education Préscolaire
Maria Antonietta Malleo, International Fellowship of Reconciliation
France Marquet, South Asia Foundation
Gabrielle de Milleville et Pauline Ambrogi, Make Mothers Matter
Nathalie Mourrain et Lesha Witmer, BPW International
Christine Roche, Centre Catholique International de Coopération avec l'UNESCO

Avant propos

L'incursion en mars dernier du coronavirus a bouleversé le monde. Aussitôt, les ONG ont saisi l'ampleur de la crise de la COVID-19 – alors uniquement d'ordre sanitaire. Un collectif de huit ONG partenaires de l'UNESCO s'est alors spontanément formé, initiant ainsi un réseau de solidarité au service des populations locales et de leurs associations internationales qu'elles savaient en première ligne dans la lutte contre la pandémie.

En cette année marquée par la crise de la COVID-19, ce projet trouve une résonnance particulière, à la fois universelle et personnelle. Il est avant tout le reflet d'une société civile engagée, solidaire et déterminée à entreprendre des transformations sociales portées par des valeurs universelles de justice, d'égalité, et de dignité humaine. Ce projet démontre que les actions de la société civile à travers le monde sont déterminantes dans la construction d'une nouvelle narrative – d'un monde plus juste et inclusif.

Pour ma part, ce projet a été une véritable source d'inspiration et d'espoir. Il m'a permis de concrétiser mon désir d'engagement dans un contexte de confinement imposé, en m'encourageant à suivre au plus près les conséquences mondiales de la pandémie. L'élaboration du présent rapport a sans conteste enrichi ma connaissance de l'UNESCO, en apportant une vision holistique de ses missions. Les échanges avec les ONG partenaires m'ont permis de saisir l'importance de ce que représente l'UNESCO, à la fois pour les ONG et les populations civiles. Ce rapport vient ainsi compléter mon expérience au Centre du Patrimoine mondial de l'UNESCO, au sein duquel je réalise actuellement un volontariat.

Sans prétendre à l'exhaustivité, ce rapport présente une vue d'ensemble de la situation et de l'impact de la crise de la COVID-19 ainsi que les réponses déployées aux niveaux régional, national et local pour y répondre. Des remontées de terrain aux rapports institutionnels, cette publication s'appuie sur une diversité de sources fiables afin de mettre en évidence les moyens par lesquels les ONG soutiennent les communautés à travers le monde. L'élaboration de ce rapport s'inscrit dans le cadre du précieux réseau de coopération de l'UNESCO avec les ONG. A ce titre, et afin de maintenir la cohésion de l'action menée dans le cadre de la riposte COVID-19, le rapport s'articule autour des cinq domaines de compétence de l'UNESCO : Sciences Humaines et Sociales, Education, Communication et Information, Culture et Sciences Naturelles. Il vise à enrichir la dialogue actuel en faisant valoir la pertinence de l'action des ONG et le rôle décisif d'un engagement multipartite en vue de la réalisation de l'Agenda 2030.

Jeanne Lebaudy
Auteure du rapport
Des ONG solidaires face à la pandémie

Sommaire

Préface 3
Remerciements 4
Avant propos 6

Liste des abréviations 8
Introduction 9

Chapitre 1 : Sciences Humaines et Sociales 10
1.1. Réduction des inégalités 12
1. 2. Inclusion des populations marginalisées 15
A. Les personnes en situation de handicap
B. Les peuples autochtones
C. Les populations déplacées
1. 3. Egalité des genres 22
1. 4. Jeunes 28

Chapitre 2 : Education 32
2. 1. Assurer les continuité pédagogique : éducation à distance 35
2. 2. Un accès équitable à l'éducation 37
2. 3. La fermeture des écoles, de profondes repercussions 39
A. Le décrochage scolaire
B. L' égalité des genres
C. L' éducation inclusive
D. La sécurité alimentaire
C. La santé mentale
2. 4. Impact de la COVID-19 sur la petite enfance et les familles 43

Chapitre 3 : Communication et Information 46
3. 1. Combattre la désinfodémie 47
3. 2. Lutte contre la désinformation 48
3. 3. Sensibilisation aux gestes barrières 49
3. 4. Diffusion d'informations fiables sur la COVID-19 : les nouvelles technologies 50
3. 5. L'accès à l'information : la fracture numérique 51
3. 6. Développement du multilinguisme et diversité linguistique 52
3. 7. Les groupes Facebook des ONG partenaires, un relai de l'UNESCO 53

Chapitre 4 : Culture 55
4. 1. La culture, véritable outil de résilience 56
4. 2. La culture au service de la défense des droits humains 61
4. 3. Renforcer le dialogue inculturel et le respect des peuples autochtones 62
4. 4. L'inclusion des peuples autochtones dans la riposte COVID-19 64

Chapitre 5 : Sciences Naturelles 65
5. 1. Coopération scientifique internationale renforcée 67
5. 2. Accès à l'eau pour tous 70
5. 3. Reconstruction écologique 73

Conclusions des ONG partenaires de l'UNESCO 76

Liste des abréviations

Dans le présent rapport, les termes « ONG » ou « ONG partenaires » font exclusivement référence aux huit ONG partenaires de l'UNESCO nommées ci-dessous :

Association Montessori Internationale, Mouvement International ATD Quart Monde, Business and Professional Women International, Centre Catholique International de Coopération avec l'UNESCO, International Fellowship of Reconciliation, Make Mothers Matter, Organisation Mondiale pour l'Education Préscolaire, South Asia Foundation.

Pour des raisons de simplicité, seront utilisées les abréviations suivantes :

(Par ordre alphabétique)

AMI : Association Montessori Internationale

ATD Quart Monde : Mouvement International ATD Quart Monde

BPW : Business and Professional Women International

CCIC : Centre Catholique International de Coopération avec l'UNESCO

IFOR : International Fellowship of Reconciliation

MMM : Make Mothers Matter

OMEP : Organisation Mondiale pour l'Education Préscolaire

OMS : Organisation mondiale de la santé

SAF : South Asia Foundation

UNESCO : Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture

Introduction

Dès le début de la pandémie de la COVID-19, un collectif de huit ONG partenaires de l'UNESCO a initié un réseau de solidarité mondial afin d'intéragir avec leurs associations de terrain.

Il s'agit d'agir ensemble en partageant des initiatives, y compris celles de l'UNESCO, pour mener une action globale, appropriée et efficace, dans le cadre de la riposte à la pandémie.

Plusieurs groupes Facebook ont ainsi vu le jour en Afrique (Côte d'Ivoire, Afrique centrale, Afrique anglophone, Madagascar), Asie du sud, Asie Pacifique, Amérique du nord, Amérique latine, Europe et au Liban.

Les remontées de terrain, issues de cette initiative, permettent d'avoir une vision mondiale chronologique et thématique de l'évolution de la crise au plus près des populations.
L'objectif est triple : faire connaitre les réalités des situations sur le terrain et leurs évolutions, rendre compte de la solidarité exceptionnelle de la société civile qui s'est mise en place sur tous les continents et proposer une nouvelle vision pour la période post COVID19, en tenant compte des expériences vécues.

Leurs actions dans des domaines très divers et leurs différentes sensibilités ont permis aux ONG de créer une solidarité constructive mondiale avec le soutien de l'UNESCO, y compris des Bureaux hors siège et des Commissions Nationales, en respect de leurs valeurs communes.

Ce rapport, plus qu'un catalogue d'initiatives de terrain, entend contribuer aux réflexions menées par l'UNESCO, en vue de trouver des réponses nouvelles et innovantes face à la crise mondiale. Il entend également renforcer le partenariat ONG-UNESCO, en enrichissant un dialogue indispensable entre société civile et UNESCO pour atténuer les conséquences économiques, sociales, culturelles et humanitaires de la crise actuelle.

Chapitre 1

Sciences Humaines et Sociales

Bangladesh © Rural Reconstruction Foundation/MMM

« La pandémie du COVID-19 est un phénomène mondial dont les conséquences sont déjà dramatiques dans de nombreux domaines. L'UNESCO, et son Secteur Sciences Humaines et Sociales en particulier, est interpellée de diverses façons. Un enjeu majeur prévaut au-delà de toutes nos actions potentielles: Protéger la santé et la dignité humaine et respecter les valeurs universelles dans le contexte actuel. »

UNESCO, Secteur Sciences Humaines et Sociales

Le coronavirus ébranle les fondements de nos sociétés. Bien plus qu'une crise sanitaire, il s'agit d'une crise humanitaire. Cette dernière nous appelle à reconnaître notre « responsabilité partagée » et l'importante nécessité d'une « solidarité mondiale »[1]. Alors que nous réalisons notre interdépendance collective au sein de la communauté humaine, la réponse ne peut être qu'une action solidaire et globale afin de sauver les vies humaines et surmonter les répercussions socioéconomiques dévastatrices de la COVID-19.

La crise a dramatiquement éclairé les disparités mondiales, révélant un monde fracturé, fortement inégal. La pandémie de la COVID-19 a un véritable effet multiplicateur en ce qu'elle augmente les besoins des populations dans tous les pays tout en les rendant encore plus difficiles à satisfaire.

Sans prétendre à l'exhaustivité, le présent chapitre fait le point sur les principales problématiques et les actions déployées dans la mise en œuvre de la riposte COVID-19 dans le domaine des sciences humaines et sociales. Le plan de réponse humanitaire des ONG a mis en évidence les priorités suivantes : 1) lutte contre la progression de la pauvreté vers une réduction des inégalités ; 2) inclusion des personnes marginalisées, particulièrement vulnérables dans le contexte actuel ; 3) intensification de la lutte pour l'égalité des genres et 4) implication des jeunes dans les changements indispensables pour ne laisser personne de côté. De manière générale, il s'agit de combattre les discours de haine, de stigmatisation et de discrimination ainsi que d'appréhender les conséquences sociales de la crise sur les rapports humains (climat social au sein des familles, groupes sociaux ou ethniques par exemple). Le combat pour les droits humains se trouve au cœur des domaines d'actions des ONG partenaires de l'UNESCO. En privilégiant une approche fondée sur les droits humains et une coopération pour le développement, les différentes initiatives des ONG appuient les efforts déployés par l'UNESCO, dans le respect de leurs valeurs communes. Les ONG notent que des élans remarquables de solidarité se sont manifestés tout au long de cette crise, créant une véritable dynamique positive à travers le monde. Ce chapitre vise ainsi à démontrer l'efficacité de la coopération collective et la force de l' « agir ensemble », qui guident le travail des ONG partenaires de l'UNESCO.

1. Nations Unies. Shared Responsability, Global Solidarity : Responding to the socio-economic impacts of COVID-19.

1. 1. Réduction des inégalités

Selon le Programme des Nations Unies pour le Développement, l'indice de développement humain mondial (IDH) – qui mesure conjointement l'éducation, la santé et le niveau de vie dans le monde – est sur le point de reculer pour la première fois depuis sa conceptualisation en 1990. Ce déclin est attendu dans la majorité des pays, riches et pauvres, de toutes les régions du globe[2].

ODD 1 © Nations Unies

La mise à l'arrêt d'économies entières ordonnée par les gouvernements pour endiguer la propagation du virus constitue un réel recul dans la lutte contre la pauvreté, anéantissant ainsi des décennies de progrès. Dans un rapport publié en juin dernier, la Banque mondiale prévoyait pour l'année 2020 une contraction du PIB mondial de 5,2 %, soit la plus grave récession mondiale depuis des décennies. Le virus pourrait ainsi précipiter 71 millions de personnes dans l'extrême pauvreté – l'**Afrique subsaharienne** et l'**Asie du Sud** étant les régions plus affectées[3]. Ces chiffres inquiétants remettent gravement en cause la réalisation du premier Objectif de Développement Durable (ODD 1)[4], à savoir l'élimination de toute forme de pauvreté partout dans le monde. Cet ODD constitue la pierre angulaire des 17 autres ODD.

L'ordonnance ex abrupto des nouvelles règles de vie ont eu un impact sans précédent sur les moyens de subsistance des communautés. La fermeture des frontières, la restriction de déplacement entre les provinces, ainsi que la fermeture des marchés ont gravement impacté l'économie informelle, notamment la vie des petites entreprises. Les prix des denrées alimentaires et les coûts de transport ont fortement augmenté. A titre d'exemple, l'ONG AJAD, membre de MMM en **Côte d'Ivoire**, rapporte que dès le début de la pandémie le prix du bidon d'eau a été multiplié par cinq. Alors que l'inflation ne cesse de grimper, les populations sont privées de revenus quotidiens nécessaires à leur survie.

Plusieurs régions sahéliennes dont le Ganzourgou, une région rurale du **Burkina Faso**, ont entamé la période de soudure, c'est-à-dire la période de latence entre mai à septembre qui précède les prochaines récoltes à venir. Les populations doivent alors s'approvisionner à partir des réserves des récoltes de l'année précédente. Il y a alors souvent une pénurie ainsi qu'une flambée brutale des prix, parfois accentuée par une forte spéculation. Pour survivre à cette époque, les hommes se rendent normalement à la capitale ou dans les mines pour travailler. En raison des restrictions de déplacements, de nombreuses familles se sont retrouvées dans l'incapacité de nourrir leurs enfants .

La pandémie mondiale actuelle, et les mesures qui l'accompagnent, plonge la majeure partie de la population dans une profonde détresse. ATD Quart Monde fait part du témoignage d'une enfant du **Burundi** : «Ma mère est malade et si nous sommes infectés par cette maladie, elle n'aura pas l'argent pour payer l'hôpital». La raréfaction des stocks de pharmacies, causée par l'arrêt des transports de livraison, conduit à une hausse des prix des médicaments, et de nombreux patients atteints de maladie chronique ne peuvent pas continuer leur traitement, faute de moyens.

Outre la peur de la maladie, c'est avant tout la peur de la faim qui inquiète les populations. « Bien sûr que nous avons peur de la maladie, les soins de santé n'étant pas à notre portée, mais ce que nous craignons le plus, c'est de mourir de faim » confie Shaidi, Bukavu à ATD Quart Monde, **République Démocratique du Congo**[5].

Face à la pauvreté constatée en **Afrique Subsaharienne**, les autorités publiques ont réussi à mettre en œuvre, dès le début de la crise, des programmes de distribution de vivres ou d'allocations. Initiatives auxquelles se sont jointes les équipes d'ATD Quart Monde, veillant à ce que les familles soient bien inscrites sur les listes des dits programmes de soutien.

2 Coronavirus versus inégalités. PNUD.

3 Global Economic Prospects. World Bank.

4 Les Objectifs de développement durable. Développement durable.
L'ensemble de la gouvernance mondiale, dont la société civile, s'est réunie en septembre 2015 à l'occasion de la 70e session de l'Assemblée générale des Nations Unies, et a adopté les Objectifs de développement durable (ODD). Ces objectifs s'articulent autour de quatre piliers – poulation, planète, prospérité, paix – qui déterminent la marche à suivre d'ici 2030. Les ONG s'emploient à leur réalisation.

5 Témoignages ATD Quart Monde.

ODD 2 © Nations Unies

Force est de constater que ces programmes d'assistance alimentaire, à destination des populations démunies, basés sur les inscriptions préalables des bénéficiaires, ne sont que partiellement efficaces. Les équipes d'ATD Quart Monde déplorent que cette assistance repose trop souvent sur l'entraide et la solidarité exceptionnelle entre personnes déjà en situation de pauvreté. Pour ne citer qu'un exemple parmi tant d'autres, à **Madagascar**, Louise – dont la vie est déjà très difficile – partage l'aide financière reçue d'un organisme international avec sa voisine, qui n'avait pas réussi à s'enregistrer faute de documents officiels[6].
Face à la crise pandémique que nous traversons, les ONG partenaires viennent renforcer les élans de solidarité spontanés des populations en apportant une aide humanitaire d'urgence, concrète et efficace, afin d'infléchir la croissance des inégalités, exacerbées par la crise de la COVID-19. Dès le début de la pandémie, les ONG ont renforcé leurs actions déjà existantes, prévoyant la mise en place de différentes mesures à travers les régions du monde visant à consolider l'assistance aux populations. Les actions principales citées ci-dessous visent à réduire les inégalités et la progression de la pauvreté. Dans le détail :

En juillet dernier au **Liban**, à Hammana, l'association des Dames de la Charité (AIC Liban, membre du CCIC) ont distribué chaque jeudi de la semaine des plats cuisinés pour cent familles en nécessité. De Hadeth jusqu'à Metn (deux villes au Sud-Est de Beyrouth), plus de 250 colis alimentaires ont été dispatchés. En dépit des restrictions liées à la COVID-19 et la crise socio-économique du pays, l'association a continué de servir les plus démunis en leur procurant des denrées alimentaires, un déjeuner chaud hebdomadaire ainsi que des médicaments. Cette association a également proposé une colonie de vacances, dont la capacité d'accueil s'élève à 150 enfants, pour les parents qui n'ont plus de travail.
Au **Liban**, l'association Liens de Vie, a écrit pendant le confinement un recueil de poèmes que l'association a vendu pour acheter des colis alimentaires pour les distribuer aux familles. Elle a également peint des centaines de chapeaux afin de récolter des fonds pour subvenir aux familles démunies.

L'**Irak**, relativement épargné au début de la pandémie, est à présent dépassé par la COVID-19, avec un taux de pauvreté passant de 22% à 34%. Le système de santé, déjà défaillant, menace de s'effondrer alors que le nombre d'infections ne cesse d'augmenter. Dans un pays ravagé par les guerres auxquelles s'ajoute maintenant la crise pandémique, l'aide humanitaire n'en est que plus essentielle. L'ONG Œuvre d'Orient, membre du CCIC, répond à cette urgence humanitaire en distribuant à travers le pays des paniers de provisions pour deux semaines, reconductibles en fonction des besoins. 3 032 familles défavorisées ont pu en bénéficier.

Le **Bangladesh**, où seulement 15% de la population gagne plus de 6 dollars par jour, a été identifié comme l'un des 25 pays les plus vulnérables face à la COVID-19. Le revenu moyen dans les bidonvilles du Bengalis et les régions rurales du pays a chuté de 80% depuis le début de la pandémie de la COVID-19. L'injonction d'agir se fait donc d'autant plus pressante. C'est pourquoi, dans cette perspective, Rural Reconstruction Foundation (RRF), membre de l'ONG partenaire MMM, a rapidement œuvré à la mise à disposition de produits de première nécessité pour les personnes défavorisées. En mai dernier, l'organisation avait déjà créé un fonds de secours pour fournir une aide alimentaire d'urgence, laquelle a pu bénéficier à plus de 1 500 familles à travers le pays. Les familles ont reçu un colis alimentaire pour un minimum de 7 jours, contenant diverses denrées telles que du riz, des légumes secs, des pommes de terre, de l'huile comestible, du savon, du sel, etc. La constitution de ce fonds d'urgence a été rendue possible grâce à la contribution financière de l'ensemble du personnel de RRF ainsi que l'organisation elle-même. Tous les membres du personnel ont déposé 50 % de leur allocation Baisakhi dans le Fonds d'urgence, soit un montant de 1 435 640 BDT[7]. En outre, tous les membres du personnel ont donné une journée de salaire. En plus du dispositif d'aide alimentaire, l'association a également prévu un fonds d'indemnisation destiné aux familles des membres du personnel ou des bénéficiaires, si ces derniers venaient à être touchés par le coronavirus.

A mesure que les directives gouvernementales se sont assouplies au **Bangladesh**, la RRF a décidé d'exécuter un large éventail de programmes d'aide et de subventions en espèces, destinés aux personnes pauvres et vulnérables. La direction de la RRF a accepté de débloquer, sur ses fonds propres, 25 millions BDT[8] pour mener à bien ces activités caritatives. En outre, RRF fournira 710,05 millions BDT (8,36 millions USD) de prêts, dans le cadre d'activités de microcrédit, à ses bénéficiaires pour surmonter le choc de la crise

6 Ibid.

7 Soit l'équivalent de 17 000 USD.

8 Soit l'équivalent de 0,25 million USD.

de la COVID-19. Similairement, Friendship, membre de l'ONG partenaire MMM, a également distribué en urgence des colis alimentaires à 20 000 familles dans les cinq bidonvilles les plus impactés de Dhaka, au **Bangladesh**. Une aide massive sous la forme de subventions en espèces a également été déployée. En parallèle, Friendship a maintenu et renforcé son système de santé en gardant ouverts tout au long de la crise ses 4 hôpitaux, ses 18 cliniques et ses 650 cliniques ambulantes – toutes accessibles et équipées des protections nécessaires. Un total de 416 docteurs et personnel médical ainsi que 618 bénévoles de santé ont sillonné le pays pour porter assistance aux populations. De plus, des techniciens de laboratoires ont assisté le gouvernement dans le cadre de la réalisation de tests COVID-19. Au total :

- 121 259 masques ont été distribués ;
- Plus de 2 millions de bénéficiaires du programme préventif ;
- 28 614 kits d'urgences et de survie distribués aux plus affectés par le coronavirus.

En **Thaïlande**, BPW Bangkok a organisé le projet "Imthong Imjai Tanpai COVID19" avec l'Autorité nationale du logement de Thaïlande (NHA), qui a fourni 3 300 boîtes de nourriture aux personnes sans emploi ou aux résidents à faible revenu dans quatre communautés de la NHA, touchées par la pandémie de COVID-19.

En **Inde**, l'association Montfort Care, membre du CCIC, a porté assistance à plus de 900 familles de Bombay avec le projet « les petites choses ont de l'importance ». La collecte de fonds issue du projet a permis de pourvoir une aide aux familles, avec la fourniture de denrées alimentaires, de masques et gels hydro alcooliques.

Dès le début de la crise sanitaire, l'**Amérique Latine**[9] a su faire preuve de créativité et de réactivité en ripostant par diverses initiatives solidaires, créant un sentiment tangible de communauté.

« Casserole commune », Pérou
© ATD Quart Monde

A Lima, au **Pérou**, Juia Marcas déclarait en avril dernier : « à partir de demain, je m'occuperai des casseroles communes avec mes voisins parce que certaines familles n'ont plus rien à manger. Tout à l'heure, un voisin nous a donné un demi sac de pommes de terre et d'autres environ 5kg de quinoa. Le peu qu'ils possèdent, ils le donnent. Parfois il y a plus d'union entre les pauvres » rapporte ATD Quart Monde.

« On a eu recours au fameux troc. Nous avons fait un recensement par foyer : de quelles denrées alimentaires dispose la famille et qu'est ce qui lui manque? Il y a des familles qui ont trop d'haricots rouges ou de riz quand d'autres n'ont rien. Cela nous permet de confectionner des paniers pour ceux qui n'ont rien » comme l'indique Milena Foronda en **Colombie**, à Medellin.

À Petrópolis, au **Brésil**, l'idée est née de préparer des kits pour aider les familles qui vivent à Caxambú afin de prévenir la propagation du virus. Ils ont reçu des dons qui ont permis de confectionner des kits avec de l'eau de javel, du liquide vaisselle, des savons, de l'alcool, du gel antibactérien et de nombreuses couturières ont prêté main forte à la confection de masques pour adultes et pour enfants. Aux produits d'hygiène, Tatiane a proposé d'ajouter des graines de tournesol pour que chacun puisse les semer et en prendre soin pendant la pandémie.

La Commission économique pour l'**Amérique Latine** et les **Caraïbes** des Nations Unies estime une hausse de 30% des personnes en situation de pauvreté, soit un total de 220 millions de personnes qui souffrent de la faim, de l'insécurité et de la privation des droits humains fondamentaux[10]. En **Amérique latine**, les populations ont communément recours à l'entraide, réaffirmant une identité commune en accord avec leur modèle de solidarité collective.

« On vient d'une structure sociale au sein de laquelle on a toujours partagé, c'est ce qui nous a permis de surmonter les difficultés ensemble. Pour ceux qui viennent de la culture aymara ou andine, le partage est fondamental, la solidarité est latente à tout moment, que ce soit pour partager un bon moment ou quand tu as besoin d'aide. Ici, quand tu vas rendre visite à quelqu'un, tu n'y vas jamais les mains vides. Si on apprend qu'une famille est malade ou a des problèmes, nous allons immédiatement les soutenir, en général avec de la nourriture, rarement avec de l'argent, mais tu apportes toujours quelque chose. On est tous une famille. Dans la rue, tous les enfants t'appellent tata! Pour moi, ce n'est pas seulement une habitude, ce sont des liens forts qui te permettent de sentir que tu fais partie de quelque chose de plus grand que seulement toi et ta famille, sentir que tu fais partie de la communauté. Ces petits collectifs de solidarité et ses démonstrations permanentes et quotidiennes permettent à la population de résister à cette pandémie et aux conflits sociaux que nous n'avons pas encore

9 Toutes les citations mentionnées ci-après proviennent d'entretiens réalisés par l'ONG partenaire ATD Quart Monde pendant le confinement.

10 ATD Quart Monde International, Surmonter les difficultés ensemble.

résolus » évoque en ces termes Susana Huarachi, faisant référence à l'importance de la solidarité dans la culture andine et à Senkata où elle vit (El Alto, **Bolivie**).

Au-delà de la culture andine, les personnes les plus défavorisées entreprennent partout à travers le monde des actions admirables de solidarité. Comme l'explique Luis Zepada, au **Guatemala**, « Ce qui nous encourage à aider, c'est que nous vivons tous dans la même situation. Cela nous encourage à partager, à être attentif aux autres ».

Selon Roxana Quispe, en **Bolivie**, « nous ne pouvons compter que sur l'aide des uns et des autres qui vivent ici. Nous savons ce dont nous avons besoin et ça nous aide à penser à d'autres familles qui, comme nous, sont en train de passer un moment difficile et peut-être pire encore. »

Toutes ces initiatives et propos démontrent l'importance de la solidarité de proximité, du militantisme solidaire local. Une approche locale dans la mise en œuvre des programmes d'aide aux populations est indispensable. Les canaux de distribution des aides financières en faveur des plus démunis devraient en tenir compte. Les ONG partenaires alertent sur le manque de moyens des associations et ONG locales qui n'arrivent plus à faire face aux besoins des populations et se sentent isolées, sans ressources.

Partout à travers le monde, nous voyons l'importance des militants présents au sien des communautés. Face à un confinement imposé et à l'impossibilité de sortir, des militants d'ATD Quart Monde, comme Vivi au **Guatemala** ou encore le groupe de « facilitators » à Manille (**Philippines**), se sont rapprochés de leurs voisins afin de s'assurer qu'ils allaient bien. Ils coordonnent des initiatives dans un périmètre restreint pour que les aides nécessaires arrivent à ceux qui en ont le plus besoin.

Il en va de même sur tous les continents comme par exemple en **Afrique** où Abuja Metro, membre de BPW au **Nigeria**, rencontre les communautés – principalement femmes et enfants – de Zango et Mbora (un village dans la banlieue d'**Abuja**) et les pourvoit en nourriture. En **République Démocratique du Congo**, l'ONG En Avant les Enfants, membre de MMM, met en œuvre le projet "Construire la vie au présent". Partager des initiatives à dupliquer, n'oublier personne, permet de s'encourager et de ne pas perdre espoir : « Nous passons de maison en maison pour informer les gens, sentir que nous sommes ensemble pour traverser cette période, et apprendre ensemble ce que nous pouvons faire dans ce contexte inédit. Nous avons constitué de petites équipes pour aller dans les quartiers les plus reculés et visiter les familles les plus isolées parce qu'elles sont totalement dépourvues d'informations fiables. »

La mise à l'écart des personnes atteintes de la COVID-19 est aussi une réalité qu'il faut combattre, en informant sur la maladie et les gestes de prévention, afin de ne laisser personne de côté. L'ONG Mothers2Mothers, membre MMM en **Afrique du Sud**, témoigne dans une vidéo sur la discrimination d'une de ses membres, déclarée positive à la COVID-19 par erreur, à qui on a retiré ses enfants et son travail par mesure de précaution.

L'isolement, la discrimination sont des risques grandissants dans cette période de pandémie mondiale, plus particulièrement vis à vis des populations marginalisées.

1. 2. Inclusion des populations marginalisées

Alors que les effets du ralentissement économique consécutif à la pandémie commencent à se faire sentir, des conséquences sociales à plus long terme sont à redouter.

Victimes de l'exclusion sociale, économique et politique, les populations marginalisées le sont aussi, et surtout, dans nos consciences. Que ce soit sous la forme d'une discrimination explicite ou de préconçus inconscients, les préjugés à leur égard se renforcent malheureusement en cette période de crise qui génère son lot de craintes et d'incertitudes. Il s'agit aujourd'hui de mettre fin à l'invisibilité des personnes marginalisées.

L'inclusion sociale de ces dernières, dans toute leur diversité, la lutte contre la discrimination et l'injustice constituent des défis majeurs de notre temps. Aussi est-il urgent, aujourd'hui plus que jamais dans le contexte de crise actuel, d'initier des mesures inclusives qui répondent à ces enjeux majeurs.

Comme l'encourage l'UNESCO, notamment par sa série de webinaires internationaux contre le racisme, les discriminations et l'exclusion[11], les ONG ont lancé un véritable travail de fond afin de réaliser une riposte COVID-19 inclusive. Cet engagement pour le respect de la condition d'humanité des populations marginalisées est axé ici sur trois groupes : les personnes handicapés, les peuples autochtones et les personnes déplacées.

11 UNESCO, L'inclusion aux temps du COVID-19 : webinaire international contre le racisme, les discriminations et l'exclusion.

A. Les personnes en situation de handicap

S'agissant des personnes en situation de handicap, les travaux des ONG sont éclairés par la prise de conscience du fait que ce groupe continue d'être confronté à la pauvreté, à l'injustice sociale ainsi qu'à d'autres privations des droits fondamentaux. Divers points d'entrée existent pour soutenir les personnes handicapées en tant que partie intégrante de la réponse à la COVID-19.
L'association ADD International s'est engagée, dès le début de la crise, à combattre la marginalisation des personnes en situation de handicap en repensant la réponse COVID-19 de manière inclusive. Le programme adapté aux personnes handicapées mis en place par ADD International s'est ventilé en 4 étapes :

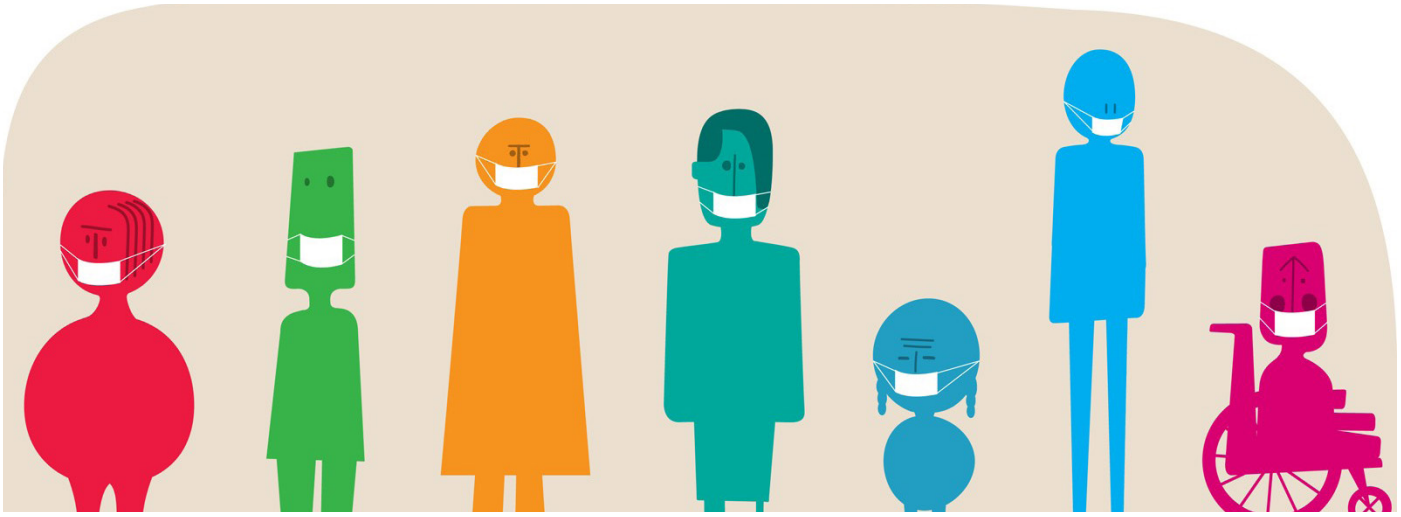
- Diffusion d'informations vitales : S'assurer que les personnes handicapées reçoivent des informations exactes et accessibles sur comment se protéger pendant la pandémie de la COVID-19. Afin de permettre la création de contenu dans un format adapté aux personnes handicapé, ADD International a procédé à la réallocation de fonds. Au **Cambodge**, l'association a par exemple réaffecté une partie du budget à l'impression de 500 copies détaillant le lavage des mains et d'autres mesures pour endiguer la propagation du virus. Ces copies ont par la suite été distribuées aux femmes et aux filles handicapées.

- Aide sociale : Identifier les personnes handicapées les plus à risques et leur garantir l'approvisionnement de denrées de première nécessité en toute sécurité. Pour atteindre les personnes les plus isolées, des mécanismes de soutien à distance par des pairs ont été mis en place. En **Ouganda**, les activistes de l'association ont collaboré avec les représentants du district de Buikwe afin de concevoir des plans d'intervention inclusifs. Ces derniers ont également organisé une collecte de fonds publics pour obtenir davantage de fournitures pour les personnes handicapées et ont récolté assez d'argent pour acheter 2 tonnes de posho (farine de maïs). De même, 575 personnes handicapées ont reçu au **Bangladesh** un transfert de liquide grâce aux services bancaires mobiles ; 16 000 personnes handicapées ont obtenu des kits de survie.

- Accès à un soutien médical : Aider les personnes en situation de handicap à accéder aux tests COVID-19 et aux traitements correspondants nécessaires. Afin d'y arriver, ADD International a collaboré avec des prestataires de soins de santé et les gouvernements, partageant le cas échéant les leçons apprises. Alors que la Malaria et la typhoïde sont des maladies répandues en **Ouganda**, le système médical du pays menace de s'effondrer. Sur ce point, ADD International alerte sur l'effondrement d'un système de santé en péril.

- Une protection sur le long terme : Collaborer avec les gouvernements dans le but de créer des moyens de subsistance alternatifs inclusifs pour les personnes handicapées et mettre en œuvre des programmes de protection sociale d'urgence. Avec d'autres ONG, ADD International a créé en **Tanzanie** un groupe de coordination COVID-19 pour l'intégration des personnes handicapées. Ils travaillent actuellement à l'obtention d'un fonds qui permettrait d'apporter sur le long terme des réponses adaptées aux besoins des personnes handicapées. Au **Bangladesh**, l'un des partenaires de l'association, SHIVYAWATA, a sollicité les autorités locales pour le soutien des propriétaires d'entreprises qui sont handicapés. Plus précisément, SHIVYAWATA a requis l'annulation des dettes des personnes concernées.

En **Inde**, Montfort Care Bombay, membre de l'ONG partenaire CCIC, qui dirige une école spécialisée pour les personnes sourdes et muettes a continué ses activités, reconnaissant leur droit à un présent juste et durable, même et surtout en période pandémie.



Série de webinaires SHS : Inclusion en temps de COVID © UNESCO

B. Les peuples autochtones

Comme le décrit la Directrice Générale de l'UNESCO, Audrey Azoulay, les peuples autochtones sont la « vivante incarnation de la diversité culturelle, les dépositaires de milliers de langues rares, partenaires essentiels à l'édification des sociétés du savoir » et pourtant elles « font parties des populations les plus vulnérables du monde[12].»

En quelques chiffres[13] :

- Les peuples autochtones représentent 476 millions de personnes réparties dans 90 pays.
- Plus de 86 % des populations autochtones travaillent dans l'économie informelle, contre 66 % des non autochtones.
- Les populations autochtones sont près de trois fois plus exposées à la pauvreté extrême que les autres peuples.
- Dans le monde, 47 % des populations autochtones actives n'ont pas fait d'études, contre 17 % des non autochtones. Cet écart est encore plus important chez les femmes.

Alors même que les peuples autochtones se heurtent déjà à de multiples menaces telles que l'exploitation et l'invasion de leurs terres, les déplacements forcés, la discrimination et la marginalisation, ces derniers voient désormais leur vulnérabilité accrue face à la pandémie COVID-19.

En matière de protection des droits des peuples autochtones au **Canada**, il est à déplorer une discrimination envers ces communautés, que la pandémie a mise au grand jour.
La mort de Joyce Echaquan filmée à l'hôpital sans avoir accès aux soins, montrant des agents de santé la maltraitant, est considérée comme le reflet du racisme anti-autochtone et a provoqué une prise de conscience qui a nécessité l'intervention du Premier Ministre Justin Trudeau.

C'est précisément en raison des inégalités et de la discrimination systémiques auxquelles ces communautés sont confrontées que les populations autochtones souffrent de manière disproportionnée de la COVID-19. Les gouvernements fédéraux ont insisté sur l'importance du lavage des mains et la distanciation sociale comme étant la meilleure défense contre le virus. Mais, comme le dénoncent de nombreuses ONG, beaucoup de communautés des Premières nations n'ont pas accès à l'eau potable et le financement inadéquat des logements dans les réserves a entraîné une grave surpopulation, rendant difficile la distanciation sociale. En milieu urbain, les autochtones sont également surreprésentés dans les populations les plus exposées au risque de la COVID-19 : les populations sans abri, les populations carcérales et les personnes vivant dans la pauvreté .

En réponse, l'ONG Wapikoni au **Canada** accorde une attention particulière aux peuples des premières Nations par le biais d'initiatives destinées à promouvoir leurs droits et besoins, leur inclusion ainsi que leur rôle majeur dans le maintien de la diversité mondiale. Plus précisément, les principales missions de Wapikoni[14] sont les suivantes :

1. Combattre l'isolement et le suicide chez les jeunes des Premières Nations en développant des compétences artistiques, techniques, sociales et professionnelles ;
2. Diffuser les films réalisés et sensibiliser différents publics face aux enjeux des Premières Nations en valorisant une culture riche et trop souvent méconnue ;
3. Contribuer à la sauvegarde du patrimoine culturel des Premières Nations.

Les missions de l'ONG Wapikoni s'intègrent ainsi dans la Stratégie opérationnelle pour la jeunesse (2014-2021) de l'UNESCO qui vise notamment à protéger les jeunes vulnérables, *i.e.* les jeunes autochtones[15].
Wapikoni veille à ce que les points de vue, les attentes et les aspirations des jeunes des Premières Nations soient mis en avant et entendus à l'échelle locale, nationale et régionale. La mobilité fait partie intégrante de l'approche du Wapikoni : ils « roulent vers » les jeunes des communautés autochtones pour leur offrir des ateliers pratiques adaptés à leur réalité et à leur culture.

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 positionne les jeunes comme des acteurs essentiels dans la construction de l'avenir d'un monde meilleur[16]. Dans ce cadre, Wapikoni, et toutes les autres ONG en général, s'emploie à garantir l'inclusion et l'engagement significatif de la jeunesse, en l'occurrence autochtone, au sein des sociétés. Faire véritablement reconnaitre le rôle et la contribution de la jeunesse en tant qu'acteurs du changement et porteurs de solutions face aux crises et défis sociétaux, conformément à la Stratégie à moyen terme de l'UNESCO, est un facteur essentiel dans les activités des ONG partenaires[17].

En **Amérique du Sud**, la réalité des peuples Wayuus en **Colombie** s'est gravement détériorée depuis l'incursion du coronavirus dans le pays. Les Wayuus constituent l'ethnie la plus importante de la **Colombie**. Coupée de la civilisation par leur mode de vie, cette communauté autochtone vit à la Guajira, zone désertique au nord-est du pays, à la frontière avec le Vene-

12 Politique de l'UNESCO sur l'engagement auprès des peuples autochtones.

13 Journée internationale des peuples autochtones.

14 Wapikoni. Le présent rapport revient sur les activités de l'ONG Wapikoni de manière plus approfondie dans le Chapitre 4 : Culture.

15 Op.cit. Politique de l'UNESCO sur l'engagement auprès des peuples autochtones.

16 Stratégie des Nations Unies pour la jeunesse – Jeunesse 2030.

17 UNESCO. 210EX/22_ Propositions préliminaires de la Directrice Générale concernant le projet de Stratégie à moyen terme pour 2022-2029 (41 C/4) et le projet de programme et de budget pour 2022-2025 (41 C/5).

zuela et la mer des Caraïbes. La population y est très jeune : 70% des Wayuus ont moins de 25 ans. L'artisanat Wayúu, avec la pêche, constituent leur unique ressource financière. Avec la crise pandémique actuelle, et les mesures qui s'ensuivent, leur principale source de revenus a disparu. La malnutrition est devenue le premier problème des mères chargées de nourrir la famille, non seulement pour les Wayuus mais aussi les afro-colombiennes et les mères vénézuéliennes réfugiées en Colombie. S'ajoutent à cela les aléas climatiques et le manque d'eau potable qui accroissent les difficultés à se nourrir. L'ONG Edo Group, membre de l'ONG partenaire MMM, nous interpelle sur les difficultés de continuer à soutenir les communautés Wayuus, qui font face à l'imposition du confinement et à l'impossibilité de circuler. De plus, dans le cadre des mesures restrictives pour endiguer la propagation du virus, le gouvernement colombien a interdit d'enterrer les morts selon les rites ancestraux sacrés. L'interdiction – quoique probablement nécessaire – de ce rituel sacré va à l'encontre de la défense de la diversité des expressions culturelles traditionnelles et du développement respectueux des cultures et des identités. Dans ce contexte, l'association Edo Group a mis en place une aide psychologique de soutien. Ce programme de soutien renforcé, qui s'est tenu tout au long de la crise de la COVID-19, a été un facteur clé pour accompagner les peuples Wayuus, mais aussi les afro-colombiennes et les mères vénézuéliennes réfugiées en **Colombie**. Dans un climat particulièrement tendu, les actions de cette association sont cruciales pour accompagner les femmes qui n'ont plus de revenus et doivent rester chez elles en subissant des violences et des abus. La confiance et l'écoute de l'équipe d'EDO GROUP sont des éléments significatifs pour parer le désespoir des populations et combattre la perpétuelle marginalisation à laquelle elles se confrontent.

De l'accès à l'eau potable, aliments nutritifs et installations sanitaires au soutien psychologique, les ONG partenaires entendent, par un ensemble d'actions, aider les peuples autochtones à affronter les difficultés auxquelles ils se heurtent. Promouvoir les droits des femmes autochtones, qui sont affectées de manière disproportionnée en raison de leur rôle important dans l'économie informelle, relève de l'urgence. La société civile s'y emploie, comme le Mouvement des femmes indigènes pour le bien vivre (« Movimiento de Mujeres Indígenas por el Buen Vivir »). Ce mouvement argentin dénonce dans une campagne la persistance du «chineo» : les viols de filles, garçons et femmes des nations indigènes par des hommes créoles. Une des affiches de la campagne, relayée sur les réseaux sociaux avec l'hashtag #BastaDeChineo, interroge : «Saviez-vous qu'en Argentine, même aujourd'hui, des hommes créoles violent, torturent et tuent des femmes et des filles indigènes ? ».

C. Les populations déplacées

Alors même que la crise de la COVID-19 ne cesse d'accroître les besoins humanitaires à l'échelle mondiale, le manque de protection et d'assistance pour les personnes déplacées a des conséquences particulièrement dévastatrices. L'impact économique de la pandémie a d'une part augmenté les déplacements internes et d'autre part complexifié l'accès aux procédures d'asile. Sur la base de ces éléments, les ONG partenaires de l'UNESCO ont élaboré des projets de soutien destinés aux populations déplacées.

En **Inde**, entre 50 et 100 millions de personnes quittent chaque année leur village pour trouver un emploi dans les grands centres urbains. Malgré les niveaux élevés de croissance économique des deux dernières décennies – croissance à présent stoppée sinon freinée par la crise actuelle – l'économie informelle en **Inde** représente toujours plus de 80 % des emplois non agricoles. L'informalité se retrouve à la fois dans l'économie informelle traditionnelle et – de plus en plus – par la croissance de l'informalité dans le secteur formel. La création limitée d'emplois dans l'économie formelle signifie que pour de nombreuses personnes, la seule alternative est de chercher un emploi dans l'économie informelle[18].

Sur la page Facebook d'**Asie du Sud**, une alerte confirmée a été postée concernant la situation en Inde, lorsque le 24 Mars 2020 le Premier ministre, Narendra Modi, a ordonné le confinement, dont la mise en application n'a duré que 4 heures, 1,3 milliard de personnes se sont retrouvées sans préavis sur les routes, s'évertuant à rejoindre leur village. Véritable exode gigantesque des travailleurs migrants qui avaient quitté leur région d'origine pour travailler dans les mégalopoles, l'ordonnance brutale du confinement a eu des répercussions d'une ampleur sans précédent sur ces travailleurs « invisibles ». Des familles entières ont marché des centaines de kilomètres sur les bords des routes sans ressources et sans aide. Les mesures pour endiguer la pandémie de la COVID-19 ont créé des groupes marginalisés de fait par : la perte de leurs moyens de subsistance, un manque de nourriture, d'abris, de santé et d'autres besoins qui leurs étaient fondamentaux. Des dizaines de milliers de travailleurs migrants se sont retrouvées impuissants devant la fermeture des services de train et de bus – en n'ayant d'autres choix que de se regrouper dans les gares dans des conditions déplorables[19]. La fermeture généralisée des frontières de l'État a entraîné une perturbation de l'approvisionnement en biens essentiels, ce qui a par la suite engendré une importante inflation et la crainte de pénuries. Ainsi, avec plus de 80 % de la main-d'œuvre indienne employée dans le secteur informel et un tiers travaillant comme travailleurs occasionnels, les travailleurs migrants se sont retrouvés dans une précarité sans

18 Informal economy in South Asia. International Labour Organization.

19 Des perturbations qui demeurent à ce jour un important problème pour les population du pays qui peinent encore à regagner leur domicile. La saturation des moyens de transports, déjà limités, liée au déconfinement poussent des millions de travailleurs à dormir dans la rue, devant les gares ou sur les routes.

précédent. Des milliers de sans-abri ont – encore à ce jour – besoin de protection.

Dans ce contexte, le Montfort Social Institute of the Brothers of St. Gabriel (MSI), membre de l'ONG partenaire CCIC, a joué un rôle de premier plan en fournissant de la nourriture aux familles et aux travailleurs migrants d'Inde. Par des conseils et un soutien financier, l'association s'est mobilisée pour faciliter le retour de ces travailleurs journaliers vers leur région d'origine, tout en les sensibilisant sur la pandémie actuelle. En juillet dernier, le nombre total de personnes soutenues par les différents programmes de MSI depuis le début de la crise s'élevait à 300 000. Au total, on recense :

- Distribution de kits de survie à 11 000 familles de travailleurs migrants, de travailleurs domestiques, de pauvres urbains et de transsexuels ;
- Soutien dans leur retour vers leur village d'origine à 600 travailleurs migrants ;
- 92 000 repas cuisinés fournis aux travailleurs migrants.

D'autre part, les grands bidonvilles des mégalopoles indiennes, notamment celui de Chennai, ont fait en 2019 l'objet d'une politique de relocalisation ('resettlement'). Les frères de Saint-Gabriel Montfortains se dédient à aider les familles d'enfants handicapés récemment relogées à la suite de la dite politique de relocalisation, qui pour beaucoup sont des travailleurs journaliers. Avec les mesures restrictives du confinement, ces personnes se sont retrouvées sans revenus et donc sans accès aux ressources alimentaires – d'autant que beaucoup ne possèdent pas de carte de rationnement, ayant été récemment relogés. Grâce à l'engagement actif des Montfortains, Frères de Saint Gabriel, plus de 3000 familles ont pu être soutenues au sein des bidonvilles de Chennai et d'autres bidonvilles réinstallés à Kannainagar, Chemmencherry ou New and Old Perumbakkam. Ce dernier a notamment vu l'installation d'une « clinique sur roues », laquelle a permis l'intervention des équipes médicales de l'association au sein des dits camps de relogement.

Clinique sur roue, Inde © CCIC

Également, le Montfort Care Mumbai a mis en place un programme d'aide aux plus démunis (migrants et travailleurs journaliers). Fruit d'une collaboration entre ONG, gouvernement et autres organisations internationales, ce projet a permis d'aider 900 familles de la ville.

Le MSI a également apporté son soutien aux personnes transgenres, qui ont pu bénéficier du programme de secours. De plus, l'association a soutenu financièrement 412 travailleurs domestiques et transsexuels pour leur permettre de commencer ou de reprendre leur activité professionnelle.

L'association RRF au Bangladesh, membre de l'ONG partenaire MMM, a mis à disposition une aide alimentaire, d'une durée de 7 jours, pour 140 travailleurs du sexe. Chacun d'entre eux a également reçu une subvention en espèces.

Distribution de produits de première nécessité aux personnes transgenres, Inde © CCIC

Depuis août 2017, près d'un million de Rohingyas ont été contraints de fuir les répressions du gouvernement du **Myanmar** : atrocités de masse, torture et extermination. Le nettoyage ethnique mené par l'armée dans l'État d'Arakan au **Myanmar** constitue un crime contre l'humanité. Privés de citoyenneté, sans accès au marché du travail, aux écoles et aux hôpitaux, 700 000 Rohingyas ont fui vers le sud-est du **Bangladesh** où ils vivent au sein d'immenses camps de réfugiés dans la misère. L'étendue de ces sites en fait le plus grand camp de réfugiés au monde.

L'association Friendship, membre de l'ONG partenaire MMM, a fait partie des premières ONG à répondre à cette urgence humanitaire en intervenant directement dans les camps de réfugiés pour assurer la construction d'infrastructures et la distribution de nourriture et de kits d'hygiène. Apporter de la nourriture, construire des ponts et un réservoir d'eau pour faciliter l'accueil des Rohingyas et leur fournir de l'eau potable a constitué la première étape dans le programme d'assistance aux populations. Quatre cliniques dans quatre camps différents et une ambulance pathologique mobile ont par la suite été mises en place. 600 personnes peuvent y être accueillies chaque jour.

Majoritairement peuplée de femmes et d'enfants (80%), la population de ces camps est extrêmement vulnérable. C'est pourquoi Friendship a tenu à mettre en place des cliniques et des maternités, administrées par des équipes médicales, ainsi que des centres d'accueil et de soutien pour les femmes et les enfants. Ces besoins ont été identifiés en étroite interaction avec les Rohingyas et les populations locales. Impliquer les communautés locales dans la définition de leurs besoins est une condition *sine qua non* pour une réponse humanitaire appropriée et efficace.
Friendship a développé de multiples projets à l'intérieur des camps de Rohingyas afin de favoriser l'accès aux soins de santé et à l'éducation. Renforcer l'hygiène en donnant l'accès à une eau de qualité et offrir de l'éclairage solaire pour sécuriser les lieux ont été les premières réponses humanitaires de Friendship à la crise des réfugiés Rohingyas au **Bangladesh**.

La construction d'infrastructures de santé « Wash » dans les camps du sud-est du Bangladesh a été rendue possible grâce à la collaboration avec des fondations et la solidarité entre ONG, dont la Fondation Sanofi Espoir, Alain Cojean, le Centre de Crise et de Soutien, le Secours Islamique France et la Fondation Suez.

Enfin, l'opération « Lights for Rohingyas », développée avec le concours d'Electriciens sans Frontière, a permis :

- L'installation de 75 lampadaires solaires pour éclairer les rues des camps ;
- 52 systèmes solaires pour les points d'eau ;
- La distribution de 700 kits individuels pour les familles.

Pour favoriser l'accès à l'éducation, Friendship a aussi instauré un programme destinés aux enfants, adolescents et adultes dans les centres d'apprentissage bâtis au sein de ces camps. Ce programme a bénéficié à près de 800 personnes et 6 108 enfants.

Les Rohingyas, qui doivent aujourd'hui affronter la pandémie de la COVID-19, se retrouvent en position de vulnérabilité extrême face au coronavirus. Plus de la moitié des réfugiés sont des enfants et leur isolement est croissant. Friendship continue de renforcer ses actions sur le terrain où les besoins ne cessent d'augmenter. Convaincue de la nécessité de traiter de manière éthique et humaine les personnes déplacées, Friendship a installé de nombreuses affiches et panneaux d'affichage pour encourager la dignité et le respect. L'association se mobilise pour apporter des solutions appropriées, en impliquant les populations locales. Des puits tubulaires profonds, des latrines, des espaces de baignade, de la nourriture sèche, un soutien nutritionnel pour les mères et les bébés, l'énergie solaire pour les cliniques et la création d'espaces sociaux sont les projets en cours.

En **Colombie**, pays qui demeure confronté à une pandémie toujours en expansion, les besoins de nourriture et de premières nécessité ne cessent de croître. L'économie informelle particulièrement ébranlée par la crise de la COVID-19 a privé de nombreuses populations réfugiées d'un revenu journalier. La malnutrition est un problème majeur pour les populations afro-colombiennes et les mères vénézuéliennes réfugiées en Colombie. L'association EDO GROUP, membre de MMM, a renforcé, depuis avril dernier, son programme d'assistance et de secours destiné aux réfugiés, plus que jamais nécessaire.

« Corner of Hope », Kenya
© Association Montessori Internationale/Esf

Au **Kenya**, un camp a été créé par l'association AMI après les violences post-électorales pour accueillir les personnes déplacées à l'intérieur du pays. En 2010, une classe pour la petite enfance a été créée pour accueillir 200 enfants. Des enseignants Montessori ont

été formés pour l'éducation pré-scolaire et le primaire. Les mesures de sécurité ont été renforcées à la suite de l'incursion du coronavirus sur le continent afin que ce projet baptisé « Corner of Hope » puisse perdurer. Les élèves-enseignants ont également lancé l'utilisation de WhatsApp pour étudier les textes clés dans de petits groupes de soutien virtuel par les pairs.

La construction d'un centre d'accueil pour les personnes déplacées, et plus particulièrement des enfants, relève aujourd'hui de l'urgence – le nombre d'enfants réfugiés et migrants ayant considérablement augmenté ces dernières années. Sur ce point, l'OMEP, ONG partenaire de l'UNESCO, alerte sur la situation actuelle en Grèce des camps de réfugiés qui ont atteint le point de rupture.

Plus de 1 800 enfants non accompagnés luttent pour survivre dans les îles grecques, indique l'OMEP. « Les enfants sont privés de leurs droits fondamentaux, tels que l'accès au logement, à l'eau, à la nourriture, aux médicaments et aux soins psychosociaux, à la santé mentale, ainsi qu'à l'éducation. Ils sont exposés à des conditions de vie inhumaines et dégradantes et font face à une violence grandissante avec la surpopulation. Beaucoup d'enfants ont une place dans un logement spécialisé pour les enfants non accompagnés en raison du manque d'espace, et sont obligés de dormir à l'extérieur dans des conditions insalubres et dangereuses.»[20] Aussi est-il urgent d'établir une politique de relocalisation.

Aux États-Unis, plusieurs ONG ont dénoncé en septembre dernier des hystérectomies forcées pratiquées sur des migrantes détenues pour le compte de la US Immigration and Customs Enforcement (ICE) en Géorgie. Cette violation fait actuellement l'objet d'une enquête dans le cadre du dépôt de plainte fait auprès du gouvernement américain par plusieurs ONG. D'autre part, la séparation des mères migrantes de leurs enfants, même très jeunes, est alarmante et va à l'encontre des droits humains.

Camp de migrants, Grèce © OMEP

20 OMEP. Grèce/UE : relocaliser d'urgence les enfants non accompagnés.

1. 3. Egalité des genres

« N'oubliez jamais qu'il suffira d'une crise politique et économique pour que les droits des femmes soient remis en question. »
Simone de Beauvoir

ODD 5 © Nations Unies

L'année 2020, qui marque le vingt-cinquième anniversaire du Programme d'action de Beijing[21], se voulait une année pionnière en matière d'égalité des sexes. Au lieu de cela, les progrès réalisés au cours des dernières décennies risquent d'être réduits à néant, conséquemment à la pandémie de la COVID-19.
Comme jusqu'à présent souligné dans le rapport, les crises ne créent pas les fractures profondes qui divisent nos sociétés mais les révèlent ; elles tendent aussi à les creuser davantage. Les inégalités de genre n'échappent pas à cette tendance. A l'instar d'autres communautés (population autochtones, populations déplacées, etc.), la pandémie de la COVID-19 a été particulièrement attentatoire aux femmes. Croissance de la précarité économique, augmentation de la charge mentale, recrudescence des violences domestiques, les répercussions chez les femmes sont multiples et profondes.
Tandis que les conséquences de la COVID-19 se manifestent déjà sous différentes formes, un constat reste indéniable : les femmes sont affectées de manière disproportionnée par la pandémie.

Partout dans le monde, les femmes gagnent moins, épargnent moins, ont des emplois moins sûrs et sont davantage susceptibles d'être employées dans le secteur informel. De manière générale, elles ont moins accès aux protections sociales et constituent la majorité des ménages monoparentaux. Leur capacité à absorber les chocs économiques est par conséquent moindre que celle des hommes.
Avec la crise actuelle, les femmes assument davantage de tâches domestiques, leurs emplois sont également touchés de manière disproportionnée par les réductions de personnel et les licenciements. De tels impacts risquent de réduire à néant les avancées déjà fragiles réalisées en matière de participation des femmes au marché du travail. Cette crise limite la capacité des femmes à subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille, en particulier pour les ménages monoparentaux. Dans de nombreux pays, la première série de licenciements a été particulièrement abrupte dans le secteur des services, notamment le commerce de détail, l'hôtellerie et le tourisme ainsi que le secteur vestimentaire, où les femmes sont surreprésentées. La situation est pire dans les économies en développement, où la grande majorité des emplois féminins (70 %) se trouvent dans l'économie informelle, avec peu de protections contre le licenciement, sans congé de maladie payé et un accès limité à la protection sociale[22]. Pour gagner leur vie, ces travailleurs dépendent souvent de l'espace public et des interactions sociales, lesquels ont été limités pour contenir la propagation de la pandémie.

21 La Déclaration et du Programme d'action de Beijing, adoptée en 1995 par 189 États membres réunis en Chine, est la feuille de route pour l'égalité des sexes. Ce document clé vise à orienter la lutte globale contre les contraintes et les obstacles à l'autonomisation des femmes partout dans le monde.

22 UNDP. Gender inequality and the COVID-19 crisis: A Human Development perspective.

© UNESCO

« *Les femmes restent les héroïnes de l'ombre de cette crise* »

Phumzile Mlambo-Ngcuka, Directrice exécutive d'ONU Femmes.

Les effets de la pandémie mondiale s'inscrivent sur le long terme ; ils se traduiront très probablement par une baisse des revenus et une diminution de la participation des femmes sur le marché du travail. Pour celles qui, grâce à la récente croissance économique, ont réussi à échapper à l'extrême pauvreté, il est fort probable qu'elles retomberont dans cette situation. Pourtant, selon les données de l'ONU Femmes, seul un pays sur huit à travers le monde a mis en place des mesures visant à atténuer l'incidence économique et sociale de la crise sur les femmes et les filles[23].

Pour répondre au défi que représente le déséquilibre de l'impact du virus sur le genre et renforcer le pouvoir d'action des femmes, les ONG ont piloté plusieurs projets, dont certains sont évoqués ci-après :

Usine de textile du monde, le **Bangladesh** est le deuxième plus gros exportateur de vêtements au monde après la **Chine**. L'industrie du textile est vitale pour l'économie du pays : elle représente 80% des exportations nationales. Le pays compte au total plus de 4 000 usines qui emploient plus de 4 millions de personnes, principalement des femmes de villages pauvres des zones rurales.
La fermeture en cascade des usines nationales à l'annonce du confinement en mars dernier a privé d'emplois les centaines de milliers d'ouvriers de l'industrie du textile. Forcées d'interrompre les chaînes d'approvisionnement mondiales pour respecter les mesures de confinement, des milliards de dollars de commandes passées au **Bangladesh** ont été annulées par les grandes marques du prêt-à-porter. La suspension ou annulation des commandes fin avril a impacté 2,28 millions de personnes au Bangladesh.
Pour répondre à cette urgence, l'association AWAJ, membre de l'ONG MMM, a organisé une campagne de levée de fonds pour assurer la protection de 600 000 ouvriers, dont principalement des femmes. Cette récolte de fonds, à hauteur de 15 645 dollars, a permis de soutenir (nourriture, soins loyers...) les ouvriers et les familles qui avaient perdu leur emploi.
Depuis fin avril, un demi-millier d'usines ont repris leur production mais force est de constater que ces dernières n'assurent pas la protection et la sécurité de leurs ouvriers qui courent un risque de contamination massive. AWAJ a donc milité pour la sureté des conditions de travail des salariés au sein des usines de production. Cette ONG a également demandé aux directeurs d'usine de soutenir leurs employés en étant présents physiquement dans leurs usines. De surcroit, AWAJ a demandé pour les ouvriers, ouvrières et leur famille, des aides de santé tout en continuant de militer pour la mise en place de conditions de travail décentes.

Au **Népal**, les mesures de confinement ont appauvri les travailleurs informels, déjà très vulnérables. Le secteur de l'agriculture en particulier qui dépend de la commercialisation de sa production a été touché de plein fouet. L'ONG BPW a créé un programme destiné aux femmes propriétaires de petites exploitations agricoles dont les deux premiers objectifs sont : a) l'accès aux marchés urbains pour vendre leurs produits agricoles à grande valeur ajoutée et b) l'accès aux financements (i.e. prêts, dons, investissements). Ce projet, nommé « Guntaba Sanjal », coordonne la venue des exploitantes agricoles rurales en ville, dans les zones nécessaires. Les produits sont collectés dans différentes régions et sont préparés à être expédiés pour la vente en association avec le programme de micro-financement de BPW. Les femmes, soutenues par ce programme dans la province de Bagmati, reçoivent de petits prêts à un taux d'intérêt réduit. Elles bénéficient également d'une aide à la commercialisation pour promouvoir leur agro-entreprise.

23 ONU Femmes. COVID-19 Global Gender Response Tracker.

© BPW Népal

L'ONG BPW est également très active au **Nigeria** où elle a financé un projet du BPW premier club of Abuja qui a permis à 42 femmes de renforcer leur autonomie et de favoriser l'égalité des genres.

Ces actions participent à l'élaboration sur le long terme des plans de protection socio-économique bénéficiant aux femmes et aux filles à l'échelle mondiale en vue de leur autonomisation. Il s'agit d'impliquer les femmes – et les jeunes femmes – en encourageant chacune à participer aux décisions économiques, sociales et politiques qui affectent leurs vies, leurs moyens de subsistance et leurs communautés.

Au **Rwanda**, l'ensemble de l'activité des marchés, et plus largement l'économie informelle, s'est arrêté pour endiguer la propagation du virus. Il s'en est suivi l'impossibilité pour les femmes rwandaises de vendre leurs produits. Par conséquent, elles n'ont pu subvenir aux besoins de leurs familles. Informée de ce fait, la Présidente de l'Association Vive Heureux, membre de l'ONG MMM, a établi un réseau de solidarité entre la société civile canadienne et les populations rwandaises. Une initiative aussi innovante qu'efficace qui démontre l'importance de la coopération interna-tionale.

En **Côte d'Ivoire**, à Bouaké, l'association Claire Amitié, membre du CCIC, gère un centre d'accueil et de formation pour jeunes filles marginalisées, qui a adapté les cours dès le début du confinement afin que les élèves de troisième année puissent obtenir leur diplôme de coiffure, de cuisine ou de couture : 7000 masques ont été fabriqués et vendus aux populations de Bouaké et des villages environnants pour assurer les salaires des enseignants du centre.

En **Uruguay**, l'association CEPRODIH, membre de l'ONG MMM, soutient les familles vulnérables, particulièrement les mères (environ 300 femmes) en situation d'extrême vulnérabilité sociale : chômage, violences domestiques, abandon lors de la grossesse. Les équipes de volontaires se sont mobilisées pour aider les nombreuses familles qui survivent grâce au commerce informel, lequel s'est interrompu lors du confinement. Précisément, CEPRODIH a instauré un service de livraison de paniers repas hebdomadaires, rendu possible par le soutien des entreprises et la campagne CANASTAS UY. Parallèlement, CEPRODIH a converti les cours de formation à la couture en initiation à la fabrication de masques, ce qui a non seulement permis de générer un revenu mais aussi d'apporter un sentiment d'utilité sociale. Les cours se sont adaptés aux nouvelles technologies informatiques en formant par exemple des bénévoles pour dispenser des cours en ligne.

En **République Démocratique du Congo,** la détérioration de la situation sécuritaire et économique du pays demeure très préoccupante et s'est traduite ces derniers mois par une augmentation de la pauvreté et une multiplication des sévices faites aux femmes. Aussi, malgré les mesures anti COVID-19 édictées par le gouvernement, les activités des deux structures Maisons de la Femme de l'association Mamas For Africa, membre de l'ONG MMM, ont perduré. Les structures, restées opérationnelles, ont accueilli les victimes et une cellule d'urgence destinée aux femmes a été mise en place.

La violence à l'encontre des femmes est une question d'extrême urgence. Bien avant la crise, l'on estimait déjà que 35 % des femmes avaient subi, à échelle mondiale, des violences physiques et/ou sexuelles de leur partenaire intime, ou des violences sexuelles exercées par d'autres que leur partenaire[24].

La violence basée sur le genre touche toutes les régions du monde et est très largement sous-reportée, aussi bien dans les contextes stables que dans les situations d'urgence. Ces chiffres, déjà très préoccupants, ne vont pas en s'améliorant. La violence à l'égard des femmes est une violation grave des droits humains. De ce fait, elle constitue une priorité. Les ONG partenaires de l'UNESCO ont mis en œuvre une réponse rapide et ciblée visant à atténuer l'incidence de la crise de la COVID-19 sur les femmes et les filles et à garantir qu'elles bénéficient des mesures de relèvement à long terme.

S'il a été recommandé durant les confinements généralisés de #RestezChezVous pour #StaySafe, beaucoup de femmes n'ont pas de foyers dans lesquels trouver refuge. Les mesures de confinement imposées par les gouvernements, combinées avec les tensions socio-économiques provoquées par la pandémie, ont engendré une « horrible flambée mondiale de violence domestique »[25] à l'égard des femmes et filles.

Dans ce contexte, South Asia Foundation s'est associé avec le bureau UNESCO de New Delhi, le FNUAP Inde, l'UNICEF **Inde**, UN Women India pour soutenir la

24 OMS. Estimations mondiales et régionales de la violence à l'encontre des femmes.

25 ONU Info. Violence domestique : le chef de l'ONU appelle à un 'cessez-le-feu' face à un « déferlement mondial »

réalisatrice et actrice Nandita Das dans la production et le lancement d'un court métrage intitulé #ListenToHer[26]. Ce court métrage se concentre sur deux problèmes importants auxquels les femmes sont confrontées : une augmentation sans précédent de leur charge de travail et, dans de nombreux cas, le fait d'être enfermées avec leurs agresseurs. L'objectif de cette initiative est double : briser la stigmatisation qui entoure le signalement des abus et inciter les femmes à s'exprimer sur ces violences. Ce court métrage, partagé sur les pages Facebook du projet, entend briser le silence qui entoure ce sujet.

#ListenToHer © SAF

De même, l'ONG BPW s'engage contre la surexposition systémique des femmes à la violence en portant assistance aux victimes et en effectuant un plaidoyer auprès des gouvernements. Par ailleurs, elle contribue à l'autonomisation des femmes en les soutenant sur le plan l'économique (entrepreneures, commerçantes, secteur informel etc.) et de la santé (aide financière, dons, distribution repas, produits sanitaires, sécurité alimentaire, aide psychologique) . Au cours de la crise de la COVID-19, BPW a conduit un plaidoyer auprès des gouvernements pour l'élaboration de réponses à la COVID-19 repensées en fonction des besoins spécifiques des femmes.

A la suite des fermetures consécutives des supermarchés de l'île au printemps dernier, BPW **Barbade**, qui gère un refuge pour les femmes victimes de violence domestique, s'est retrouvé à court de nourriture. BPW Barbade a formé une alliance avec des agricultrices locales pour s'approvisionner en vue de préparer les repas des femmes du refuge.

BPW **Hong Kong** a collecté des fonds en collaboration avec l'ONG RainLily pour soutenir les victimes de violences sexuelles. Les fonds ont servi à fournir des webcams et des casques d'écoute pour permettre aux travailleurs sociaux de déplacer le centre d'assistance téléphonique 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 vers une consultation virtuelle.

26 Court Métrage #ListenToHer

De même, la Peace and Development Foundation (PDF **Uganda**), membre de l'IFOR, conduit des actions innovantes sur le continent Africain contre la violence de genre en utilisant les nouvelles technologies. En collaboration avec la société américaine Patira Data Science, avec l'ONG Handle et l'Uganda District Development and Communication, dans le cadre d'un partenariat entre la société civile, le secteur privé et les pouvoirs publiques, la fondation PDF a créé et lancé une plateforme pour le suivi et la numérisation des cas de violence faites aux femmes dans le district de Nwata, au nord de l'**Ouganda**. La création de la plateforme, dénommée « Data Driven Gender-based Violence Intervention in Acholi Sub-region, Uganda », résulte de l'augmentation des cas de violences faites aux femmes, avec plusieurs cas de viols recensés pendant la période de confinement.

La prévalence des violences à l'égard des femmes revêt deux formes : la première, étayée ci-dessus, concernent les violences physiques ou sexuelles et la deuxième est d'ordre psychologique. En effet, la surcharge mentale peut être considérée comme une violence psychologique. La surcharge mentale, qui s'est alourdie pour les femmes durant la crise, peut survenir de plusieurs manières :

- La pandémie a mis en exergue le travail de service invisible, souvent impayé, globalement assuré par les femmes.
- Un déséquilibre dans le foyer pour effectuer les tâches domestiques sans compter la pression économique qui pèse sur leurs épaules, comme illustré par la vidéo susmentionnée #ListenToHer.

Les mères sont particulièrement touchées par la pandémie et ses conséquences, elles sont le pilier central de la famille en assurant les tâches ménagères, l'éducation, l'approvisionnement en nourriture et bois mais aussi en relayant l'importance des gestes barrières et en s'efforçant de rassurer les enfants. Leur rôle essentiel et le respect qu'elles inspirent dans de nombreuses communautés en font un acteur primordial sur lequel s'appuient les ONG afin de réaliser leurs missions.

Les mères sont plus que jamais un acteur essentiel du développement, les futures mères doivent être aussi protégées en cette période de crise car elles sont particulièrement vulnérables.

© Make Mothers Matter

Citons l'exemple de la **Roumanie**. Les femmes enceintes ont été particulièrement touchées par les premières recommandations sanitaires instaurées par les autorités. Outre la peur de se rendre à l'hôpital dans un contexte de pandémie, elles se sont retrouvées en plein désarroi, n'ayant nulle part où aller pour faire les examens prénataux, voire même pour accoucher. L'association Mama Pentru, membre de l'ONG MMM, a mise en place une ligne rouge disponible 24h/24h pour les aider à trouver une solution appropriée et personnalisée, et le cas échéant les orienter vers un hôpital. La création de ce réseau a également permis de conseiller les mères afin qu'elles puissent continuer à allaiter, malgré les premières recommandations du Gouvernement interdisant l'allaitement avant l'assurance de 2 tests négatifs de la COVID-19. Ces recommandations gouvernementales étaient par ailleurs en dissonance avec celles de l'OMS. Mama Pentru a donc joué un rôle de premier plan en s'impliquant à soutenir les femmes enceintes et les jeunes mères. L'association a collaboré avec des psychologues pour rassurer et soutenir les mères en détresse psychologique après la décision gouvernementale de séparer les mères de leur nouveau-né, dès la naissance, pendant 3 semaines. Une aide à distance pour maintenir la lactation a aussi été mise en place en attendant le retour de leur bébé. Une méthode d'allaitement « tardif » a également été instaurée pour que les mères puissent allaiter leur bébé, une fois la mère et l'enfant réunis.

L'association a également continué ses cours de préparation à l'accouchement et son éducation à la santé grâce à l'investissement dans un matériel vidéo pour que les mères puissent les suivre à distance.

La charge mentale a également été accrue par l'isolement forcé, particulièrement celui des femmes âgées seules. En **Espagne**, l'association Affamer, membre de l'ONG MMM, aide les personnes âgées vivant en milieu rural à faire face aux conséquences du coronavirus grâce à un audioguide dirigé par un psychologue et expert en développement personnel. Les audioguides sont publiés sur leur site web tous les 21 jours. Affamer propose des lignes directrices et des conseils pour aider les personnes âgées, en particulier les femmes, à surmonter leur solitude et leur anxiété et à mieux gérer les moments de désespoir et de détresse.

Les personnes âgées, tout particulièrement les femmes, sont laissées pour compte. Marginalisées à cause de leur âge, elles sont par conséquent très vulnérables. La congrégation des Petites Sœurs des Pauvres, membre de l'ONG partenaire CCIC, se consacre aux personnes âgées en situation de pauvreté dans plus de 31 pays.

Sans distinction de cultures ou de religions, elles sont accueillies dans les maisons de la Congrégation, au sein desquelles elles sont accompagnées dans le respect de leur dignité, jusqu'au terme de leur vie. Les activités des maisons de la Congrégation ont perduré à travers le monde malgré les difficultés survenues à la suite des décisions gouvernementales prises pour endiguer la propagation du coronavirus.

Pourtant héroines en première ligne, les femmes demeurent dans l'ombre. C'est un fait. C'est pourquoi il est nécessaire de veiller à ce que les femmes et les filles touchées par la COVID-19 dirigent et participent à la prise de décisions – ce qui devrait être une priorité à l'avenir. L'espoir d'une plus grande prise en compte du rôle des femmes se trouve renforcé en sachant que c'est toujours à la faveur des grandes crises globales que le système mondial s'est réformé.

Les Petites Soeurs des Pauvres, Algérie © CCIC

1. 4. Jeunes

Avec 1,8 milliard de personnes, dont 90% vivent dans les pays en développement, les jeunes représentent une très importante part de la population mondiale[27] et doivent être pris en compte pour les futures priorités post-COVID car ils sont les acteurs de demain. C'est pourquoi l'UNESCO a identifié les jeunes comme un groupe prioritaire[28] et que les ONG s'appuient sur eux et les écoutent. Dans le cadre de la Stratégie à moyen terme de l'UNESCO – et par implication celle des ONG partenaires – l'engagement significatif des jeunes est une priorité centrale, à la fois comme une fin en soi et un moyen de construire un avenir meilleur[29].

Si les jeunes ne sont pas le visage de la COVID-19, beaucoup d'éléments tendent à constater qu'ils en seront les premières victimes. Les jeunes ont jusqu'ici été relativement épargnés par les effets de la COVID-19 sur la santé mais la crise qui s'ensuit a un impact direct sur leur bien-être physique et mental. Les conséquences socio-économiques de la pandémie et, dans certains cas, les mesures prises pour en atténuer les effets, changeront à tout jamais la jeunesse.

Les conséquences de la pandémie chez les jeunes sont multiformes et peuvent être étayées comme suit :

- **Augmentation de la pauvreté** : les retombées économiques de la crise économique actuelle pourraient plonger 42 à 66 millions d'enfants dans l'extrême pauvreté. Ce chiffre s'ajoute aux 386 millions d'enfants qui vivaient déjà dans l'extrême pauvreté avant 2020[30]. En **République centrafricaine**, les équipes d'ATD Quart Monde nous rapportent que Pascal, 12 ans, est contraint de ramasser des petits morceaux de métal dans les différentes poubelles qu'il trouve afin de les vendre pour se nourrir. Pour beaucoup d'enfants, la pauvreté les oblige à assumer de nombreuses responsabilités au sein de la famille, et à perdre ainsi l'innocence de leur enfance.

- **Hausse de la mortalité infantile** : des centaines de milliers d'enfants pourraient décéder à la suite des difficultés économiques que rencontrent les familles dans le monde. Alors que 368,5 millions d'enfants de 143 pays dépendent normalement des repas scolaires comme source fiable de nutrition quotidienne, la malnutrition ne cesse de s'aggraver[31].

- **Au Burkina Faso**, la vie des enfants vivant dans des orphelinats ou dans la rue est devenue encore plus difficile à l'annonce des mesures restrictives pour contenir la propagation du virus. Ceux qui vivent dans la rue ont quitté leur village dans l'espoir de gagner suffisamment d'argent pour aider leur famille. Le confinement a privé ces enfants de la sécurité qu'ils avaient acquise auparavant : un endroit pour dormir, une hygiène personnelle, l'accès à un repas quotidien. Au **Guatemala**, beaucoup de jeunes vivent autour de décharges: « Nous ne savons pas où trouver à manger et laver notre linge. Nous serons les premiers à mourir »[32]. Et ces constats, tout à fait alarmants, ne tiennent pas compte de la perturbation des services de santé entrainés par la crise, telle que la baisse de vaccination chez les enfants[33]. Si l'on ajoute à cela les risques pour la santé mentale et le bien-être des enfants, tout particulièrement ceux des populations déplacées, l'impact attendu est très certainement sous-estimé.

- **Augmentation de l'insécurité pour les enfants** : Le confinement total ou partiel a été une période propice à la violence. De fait, les enfants font davantage face aux violences, qu'ils soient témoins ou victimes. De l'insalubrité ou de la surpopulation des camps à l'insécurité de leur domicile, les enfants sont exposés à des risques innombrables. C'est particulièrement le cas pour les filles, exposées à toute sorte violence, qui subiront des répercussions sévères et durables (grossesse, mariages précoces et forcés, etc.). Par ailleurs, à mesure que l'hyper connectivité des enfants augmente, le risque d'exposition à des contenus inappropriés ou prédateurs en ligne s'élève aussi. Au **Burkina Faso**, les enfants vivant dans la rue se sentent plus en sécurité ensemble lorsqu'ils doivent trouver un refuge pour la nuit, ce qui, dans la plupart des cas, se fait à l'intérieur des écoles ou sur les toits. ATD Quart monde signale que de nombreux enfants sont retirés de la rue, rassemblés dans des endroits sans éducateurs pour assurer leur sécurité et sont finalement renvoyés brusquement chez leur famille sans aucun accompagnement.

27 Op.cit. Stratégie des Nations Unies pour la jeunesse – Jeunesse 2030.
28 Op. cit. UNESCO. 210EX/22_ Propositions préliminaires de la Directrice Générale concernantle (41 C/4).
29 Ibid.
30 Nations Unies. Note de synthèse : L'impact de la COVID-19 sur les enfants.
31 Ibid.
32 Témoignages receuillis par l'ONG partenaire ATD Quart Monde.
33 Voir également Chapitre 3 Communication et Information.

- **Aggravation de la fracture éducative**[34] : 188 pays ont imposé des fermetures d'écoles à l'échelle nationale, touchant ainsi plus de 1,5 milliard d'élèves et de jeunes[35]. L'impact de la fermeture des établissements scolaires dans le monde sur les jeunes est difficile à estimer, le développement de leur capital humain étant une notion relative. Les conséquences de ces mesures pour les filles sont davantage alarmantes : 11 millions de filles risquent de ne pas retourner à l'école en raison de la perturbation sans précédent de l'éducation causée par la COVID-19 en 2020. Plus des deux tiers des pays ont mis en place une plateforme nationale d'enseignement à distance, mais les pays à faible revenu ne sont que 30 % à l'avoir fait. Avant la crise, le phénomène de l'exclusion numérique concernait déjà près d'un tiers des jeunes dans le monde[36].

D'autres conséquences sont également à souligner, notamment concernant les enfants placés en famille d'accueil. Dans les pays où les services sociaux sont stables, de nombreuses familles en situation de pauvreté voient leurs enfants placés en institution en raison de la confusion entre négligence, inégalités et pauvreté. Pour la plupart de ces familles, les visites ont été brusquement annulées et les parents n'ont reçu aucune information explicative. Dans quelques cas, grâce à l'appui d'ONG et à la persistance des familles, certains ont eu le droit de remplacer les visites par des appels téléphoniques.

En **République Démocratique du Congo**, nombreux sont les enfants qui vivent dans des orphelinats. Il est cependant intéressant de noter que beaucoup d'amour et de solidarité y existent ; les enfants qui sont à l'extérieur viennent rendre visite aux enfants des orphelinats, se parlent à travers le portail et laissent des petits cadeaux.

L'ONG Otitsara a analysé les répercussions de la pandémie chez les jeunes à **Madagascar**. Elle sont multiples, on ne peut en citer que quelques unes ici :
« Un sentiment d'insécurité chez l'enfant en fonction de l'organisation adoptée dans chaque famille, certains parents arrivent à bien occuper leurs enfants, certains enfants regrettent les heures consacrées aux jeux. Pour les plus âgés, la confiance en la crédibilité des adultes a été bien mise à rude épreuve. Cette situation a induit un sentiment de désenchantement et d'aversion chez les uns, une forte volonté de s'affirmer chez les autres, en prenant conscience que l'avenir c'est bien eux. L'intention de saisir l'opportunité de pouvoir déconstruire pour reconstruire a pu être notée chez bon nombre d'entre eux. L'émancipation, l'abandon et la sortie d'un système pour en intégrer un autre demeure toutefois un défi qui n'est pas sans risque, voire périlleux. »

En **Côte d'Ivoire**, l'ONG AJAD, membre MMM, explique également les répercussions durables de la pandémie sur les adolescents :
« La distanciation sociale brise la pertinence du rapprochement culturel. En **Afrique**, nombreux sont les jeunes qui squattent ou partagent le même lit avec leurs frères ou leurs amis. Parfois, on dort à 2 ou à 3 en regard de la pauvreté. Aussi le comportement social, en lien avec la culture des retrouvailles, est subitement banni par la COVID-19, et génère l'évitement par la peur et le rejet des mœurs, en laissant aux jeunes des conséquences durables».

La mission de l'UNESCO, et par implication celle des ONG partenaires, consiste à limiter les répercussions socio-économiques, physiques et psychologiques de la crise chez les jeunes, ainsi qu'à garantir leur inclusion et leur engagement significatif au sein de la riposte COVID-19. Les jeunes sont des acteurs essentiels dans l'élaboration du monde de demain ; leur engagement individuel ou au sein d'organisations est exemplaire.

Au **Bangladesh**, la Rural Reconstruction Foundation encourage les membres de la communauté à fournir une aide humanitaire de leur propre initiative pour faire face à diverses catastrophes. Dans le cadre des activités de l'organisation, il existe environ 50 clubs d'adolescents dans le programme des jeunes. Dans ces clubs, 1 500 jeunes bénévoles travaillent à diverses activités humanitaires et sociales. Ces adolescents bénévoles ont fourni une aide alimentaire à 200 familles pauvres de leur propre initiative pour faire face à la catastrophe actuelle du coronavirus.

Au **Royaume-Uni**, des jeunes volontaires ont élaboré un projet d'assistance pour les personnes isolées à la suite de l'annonce du confinement national en avril dernier grâce à l'ONG Volunteering Matters, membre de MMM. Ces bénévoles aident les personnes en situation d'isolement, à haut risque et incapables de quitter leur domicile. Qu'il s'agisse de volontaires de soutien communautaire, de personnes qui se lient d'amitié par téléphone, de promeneurs de chiens ou d'autres, les volontaires s'emploient à proposer des solutions sûres et structurées pour aider ceux qui en ont le plus besoin. Par la suite, l'association a coordonné le projet Journey Makers, financé par le ministère des transports (DfT), programme national de soutien aux voyageurs dans les centres de transport. Volunteering Matters accorde des subventions aux partenaires locaux de mise en œuvre (Local Delivery Partners) pour recruter, former et coordonner des accompagnateurs bénévoles pour aider, guider, conseiller et soutenir les voyageurs afin d'assurer la sécurité des personnes dans les centres de transport.

34 Le présent rapport revient sur la crise éducative de manière plus approfondie dans le Chapitre 2 : Education.

35 UNESCO. Coalition mondiale pour l'éducation. Réponse éducative au COVID-19.

36 Op. Cit. Nations Unies. Note de synthèse.

© South Asia Foundation

Au **Brésil**, We Of Young BPW a créé son réseau de solidarité national répertoriant l'ensemble des femmes de l'association avec leur secteur d'affaires, leurs projets respectifs et leur ville d'origine. Par le biais de ce réseau, We of Young invite chaque semaine une des membres à intervenir sur l'Instagram national @bpwBrasil et à échanger sur son business et ses challenges.

En **Egypte**, l'Association Montessori Internationale a lancé un projet pour subvenir aux nombreux hommes et femmes sans revenus à la suite de la crise de la COVID-19. L'association a mobilisé les jeunes, qui savaient déjà fabriquer des cerfs-volants, à en fabriquer de très haute qualité afin de pouvoir les vendre en vue de procurer des revenus à de nombreuses familles. Le projet s'est développé et a révélé une solidarité exemplaire et en tissant des liens entre jeunes pour mener des actions dont ils sont fiers et qui leur permet de garder foi en l'avenir.

Par ailleurs, des adolescents scolarisés dans le monde entier au collège ont fait des vidéos de solidarité pour se soutenir et ne pas sombrer dans la déprime (Montessori Model United Nations).

Au **Cameroun**, l'association Blas in Africa, membre du CCIC, mène des actions avec des enseignants, jeunes et expérimentés. Leur but est de former d'autres jeunes à l'entrepreneuriat, d'améliorer les résultats scolaires et la réinsertion sociale (enfants des rues, Yaoundé), de former au leadership et aux gestes barrières « stop COVID ».

En **République Démocratique du Congo**, ATD Quart Monde rapporte que des jeunes marchent des kilomètres pour dialoguer avec les habitants des quartiers reculés afin de chercher ensemble les mesures de protection les plus appropriées. Cette action les a amenés, entre autres, à plaider auprès des autorités locales pour un accès gratuit à l'eau.

Au **Pakistan**, des articles sur l'implication des jeunes et la vision de l'avenir des étudiants de South Asia Foundation ont été publiés sur les pages Facebook du projet. En ces temps de crise sans précédent, de nombreux messages de solidarité, de créativité et d'amitié de la part des étudiants de l'Institut Madanjeet Singh de l'UNESCO pour les arts d'**Asie du Sud** ont été largement partagés et appréciés. L'importance du dialogue et le partage d'expériences d'étudiants de South Asia Foundation, souvent isolés dans un pays étranger où leur université est fermée, témoignent d'une solidarité internationale. Des solutions d'entraide innovantes ont été réalisées. Par exemple le rapatriement d'étudiants dans leur foyer grâce une entraide entre South Asia Foundation, Bureaux UNESCO et gouvernements.

En **République Centre Africaine**, à Bangui, les jeunes ont rejoint les volontaires d'ATD Quart Monde pour partager l'information avec les communautés les plus pauvres, celles qui ne peuvent pas se protéger. Les jeunes vont à la rencontre de la communauté avec des brochures d'information, des « stations de lavage » mobiles et du savon.

La pandémie de la COVID-19 a exacerbé les inégalités sociales, l'iniquité et l'exclusion, tout en se transformant paradoxalement en une opportunité de renforcement des relations sociales. Guidées par des sentiments de solidarité et de collaboration dans la recherche du bien commun, les populations ont privilégié l'entraide pour aider les autres et s'aider soi-même. La crise de la COVID-19 a favorisé la redéfinition de nos liens sociaux et, à partir de là, la reconstruction des identités et du sens de la citoyenneté, même à court terme, à travers des actions collectives, au quotidien. Sans ignorer les conflits dominants qui divisent nos sociétés, ces initiatives, grandes et petites, favorisent et promeuvent la cohésion comme un élément essentiel pour parvenir à un avenir commun qu'il va falloir bâtir ensemble. Pour façonner le futur que nous voulons, l'éducation – par son pouvoir transformateur – sera notre premier outil.

La crise de la COVID-19 a rappelé l'importance du rôle ***transversal*** de l'éducation – qui s'est avérée cruciale dans la lutte contre la pandémie.

Peuple nomade Samburu, Kenya © Samara Foundation

Chapitre 2

Education

« Il n'est de force de transformation plus puissante que l'éducation – pour promouvoir les droits de l'homme et la dignité, pour éliminer la pauvreté et approfondir la durabilité, pour construire un avenir meilleur pour tous, fondé sur l'égalité des droits et la justice sociale, le respect de la diversité culturelle, la solidarité internationale et le partage des responsabilités. »

Irina Bokova, Directrice Générale de l'UNESCO (2009 - 2017)

Ecolières, Bangladesh © Friendship/MMM

Dès le début de la crise, l'OMS et l'ONU ont placé l'éducation à la santé au premier plan de la riposte COVID-19. Éduquer les populations aux gestes barrières apparait comme l'une des premières réponses pour enrayer la propagation du coronavirus. Aussi, les ONG partenaires de l'UNESCO ont immédiatement agi sur le terrain, principalement au côté des populations vulnérables et à risque.

Prévenir la contamination du coronavirus, soit la toute première priorité des ONG sur le terrain, c'est comprendre son modus operandi : origine, mode de contamination, symptômes, risques, etc. L'assimilation des gestes barrières, et de leur importance, nécessitent un apprentissage pédagogique qui doit être adapté à chacun en tenant compte des contraintes de terrain. Les ONG ont été encouragées et soutenues par une majorité des citoyens qui, spontanément, se sont engagés à leur tour à éduquer leur communauté. Ériger des sociétés participatives afin que chacun devienne un acteur incontournable de la lutte contre la pandémie. Les ONG s'ingénient à *éduquer* les populations sur le virus, et ses informations afférentes, à travers des solutions innovantes. Parmi elle on cite :

En **Afrique du Sud,** l'ONG Mothers2Mothers, association membre de MMM, s'engage à aider les femmes, adolescents et enfants en les éduquant sur le virus ainsi qu'en leur permettant l'accès aux services de santé vitaux et essentiels. Les Mères Mentors Communautaires (CMM) font du porte à porte afin d'éduquer les familles qui n'ont pas reçu de soins médicaux ou qui ont arrêté le traitement. Lors du confinement, les Mères Mentors ont été désignées comme « travailleuses essentielles » par le gouvernement, ce qui démontre indubitablement leur contribution vitale au sein de leur localité.
Le Rozaria Memorial Trust, membre de MMM, relaie les gestes barrières et intensifie ses opérations dans le domaine de l'entreprise sociale et la réponse au COVID-19 par la fabrication du savon liquide Chijaka. Cette organisation fournit aussi un soutien technique relatif à la COVID-19 aux comités de district des villages au niveau du village.

Au **Burkina Faso**, l'ONG Nord Sud Partage, membre du CCIC, a organisé un atelier d'échange avec les services de santé locaux pour harmoniser les réponses de la lutte contre la COVID-19. Cette réunion a réuni 25 infirmières en chef, 20 présidents des commissions de santé des communes concernées, 30 agents de santé communautaires (ASC). Cet atelier a été complété par une rencontre avec les élus locaux.

Au **Nigeria**, l'OMEP a conduit la campagne « WASH », programme pour l'hygiène et la santé utilisé et largement diffusé dans les écoles et sur les plateformes et réseaux.

« L'éducation transforme la vie »[37], et parfois, elle la sauve.

C'est pourquoi l'éducation, et son pouvoir transformateur, figure au premier plan de l'Agenda 2030 porté par les Nations Unies. Par implication, elle constitue également une priorité pour les ONG partenaires de l'UNESCO, pendant et après la crise pandémique de la COVID-19. Comme l'énonce la Commission internationale sur l'éducation pour le XXIe siècle dans son rapport à l'UNESCO, l'éducation est un « trésor caché »[38] pour lequel il est plus que jamais nécessaire de se battre. Les ONG s'y sont employées.

Le présent chapitre examine les réponses déployées à travers le monde dans le cadre de la mise en œuvre de la riposte COVID-19 dans le domaine de l'éducation.
Son objectif est double. Le premier est de rendre visible les multiples conséquences des mesures adoptées dans le domaine de l'éducation pour lutter contre la pandémie sur les communautés éducatives et les populations, à court et moyen terme. Le deuxième consiste à présenter les principales recommandations pour faire face à l'impact de la crise de l'éducation et d'aborder quelques pistes d'apprentissage et d'innovation pour l'éducation post-COVID. Les trois grands domaines d'action que sous-tend la riposte COVID-19 dans le domaine de l'éducation sont : le déploiement des modalités d'enseignement à distance, à travers différents formats et plateformes (avec ou sans recours aux TIC) ; le soutien et la mobilisation de l'ensemble des partie prenantes du système éducatif ; et l'attention portée à la santé et au bien-être global des apprenants.

37 Selon les termes de l'UNESCO. Brochure. L'éducation transforme la vie.

38 UNESCO. L'Education: un trésor est caché dedans; rapport à l'UNESCO de la Commission internationale sur l'éducation pour le vingt et unième siècle.

2. 1. Assurer la continuité pédagogique : éducation à distance

Afin d'endiguer la propagation du virus et d'atténuer son impact, les gouvernements ont décidé ex abrupto la fermeture massive des activités pédagogiques en face à face des établissements d'enseignement. Les chiffres sont sans appel : 1,6 milliard d'apprenants ont été impacté soit 91.2% de l'ensemble des apprenants mondiaux[39]. L'ampleur de la perturbation actuelle du système éducatif mondial est sans précédent. Jamais dans l'histoire n'avons-nous connu pareille déscolarisation. Cette crise risque de réduire à néant les années de progrès réalisés dans le domaine de l'éducation, mettant ainsi en péril l'ODD 4 au cœur de l'Agenda à horizon 2030.

En réponse, une coalition mondiale pour l'éducation, portée par l'UNESCO, a été mise en place afin de soutenir les communautés dans leurs efforts pour contenir l'impact immédiat d'une telle rupture éducative.

Les Gouvernements ont mis en place de nombreuses plateformes éducatives numériques afin de pouvoir assurer la continuité pédagogique pour tous les apprenants et de modérer les perturbations du système éducatif mondial. Des associations de l'OMEP rapportent que les mesures gouvernementales suivantes ont été prises :

Au **Burkina Faso**, le Gouvernement a adopté dès avril un plan de riposte, opérationnalisé à travers l'utilisation des technologies de l'information et de la communication pour l'enseignement (TICE) afin d'assurer la continuité éducative.

Au **Kenya**, l'apprentissage numérique s'est fait par le biais d'émissions télévisées et radiophoniques, notamment préparées par le Kenya Institute of Curriculum Development, en vue des examens nationaux de fin d'année. Selon les statistiques publiées par le Conseil national des examens du Kenya (KNEC), 1 938 667 candidats se présenteront aux examens finaux du primaire et du secondaire en 2020 .

Au **Ghana**, le Ministère de l'éducation, en collaboration avec le Ministère de la communication, a déployé des programmes d'enseignement à distance, principalement sur l'enseignement secondaire et primaire, diffusés sur les chaînes de télévision et de radio. Certaines écoles privées ont également eu recours aux plateformes d'apprentissage en ligne telles que les salles de classe Google et Class Dojo.

A **Sierra Leone**, la Commission des services d'enseignement de la Sierra Leone (TSC) a conçu un programme d'enseignement radiophonique, qui a commencé le 01 avril 2020, pour les élèves des écoles primaires et secondaires. Les élèves sierra-léonais peuvent désormais accéder gratuitement à de nombreux sites et matériels éducatifs répertoriés à l'aide d'Orange, tels que Ministry of Education Online Classroom, Wikipedia, Khan Academy, Open2Study.

En **Côte d'Ivoire,** la fermeture des écoles est compensée par la mise en place de l'enseignement à distance, via la télévision et la radio, dispensé par l'UNESCO.

En juin dernier, le Bureau régional multisectoriel de l'UNESCO pour l'**Afrique de l'Ouest** (UNESCO MSRO Abuja), en collaboration avec Ganndal Editions et l'Association pour la promotion des ressources éducatives ouvertes en Afrique (APRELIA), a lancé une plateforme numérique de ressources éducatives, dénommée «BELUGA», ouverte pour les élèves, les enseignants, les administrateurs scolaires et les parent[40]. Les ressources endogènes de cette plateforme ont été largement diffusées sur la page des groupes Facebook Afrique afin d'atteindre l'ensemble des acteurs de la communauté scolaire.

Les ONG partenaires se sont jointes à cette coalition afin de protéger le droit à l'éducation en favorisant la continuité pédagogique pour tous, grâce à l'enseignement à distance.

ODD 4 © Nations Unies

Les ONG partenaires de l'UNESCO participent activement aux réponses déployées, souvent en coopération avec les organismes gouvernementaux et/ou le secteur privé. Parmi les initiatives figurent les suivantes :

Dans les îles fluviales éloignées du nord du **Bangladesh**, le manque de moyens, de routes et d'électricité, crée une situation où les établissements scolaires sont extrêmement difficiles à gérer.

39 UNESCO. Impact du COVID-19 sur l'éducation.

40 UNESCO. «BELUGA», la bibliothèque en ligne UNESCO-GANNDAL-APRELIA est ouverte!

Dès 2014, l'association Friendship, membre de MMM, a relevé le défi éducatif en développant les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) afin de contourner l'isolement géographique et le manque d'enseignants qualifiés. Au total, Friendship a créé 7 écoles secondaires assistées par les TIC, qui se révèlent extrêmement efficaces avec d'excellents résultats, comparés à la moyenne nationale. En place depuis 6 ans, cette solution éducative pionnière, unique et innovante a permis à l'ONG de réagir rapidement et efficacement à la fermeture abrupte des écoles liée à la COVID-19. A l'aide de médias numériques, d'ordinateurs et de panneaux solaires, Friendship a mis à dispositions des élèves des leçons préenregistrées par les enseignants qualifiés et formés à ce nouveau modus operandi éducatif. L'expérience de Friendship dans les zones touchées par les crises climatique et migratoire au Bangladesh les a préparés à la pandémie de la COVID-19 de manière inattendue. De fait, le gouvernement a décidé en avril dernier de diffuser les vidéos éducatives de l'association dans tout le pays sur la chaine national Shangshad TV. De plus, le ministère national des TIC a sélectionné Friendship pour contribuer au portail gouvernemental Kishor Batayon, référent national de ressources pédagogiques.

En **Bulgarie**, les équipes d'ATD Quart Monde gèrent une École mobile Stolipinovo qui récupèrent des tablettes d'occasion sur lesquelles un technicien de l'école installe des logiciels éducatifs. Ainsi, les enfants qui n'ont ni ordinateur, ni connexion Internet, peuvent se familiariser avec les outils numériques.

En **Tanzanie**, à Dar el Salaam, les équipes d'ATD Quart Monde, avec le soutien de certaines écoles privées et autres institutions, aident les élèves en leur fournissant des exercices et des tests par le biais d'Internet et de programmes télévisés.
Les enseignants jouent un rôle tout aussi important en effectuant un suivi individuel avec les élèves par téléphone[41] et, si nécessaire, organisent des études de groupe avec un petit nombre d'étudiants en maintenant une distance sociale à l'extérieur. En parallèle, 154 cours en ligne ont été téléchargés sur la chaine Youtube dédiée afin de faciliter l'accès des apprenants au contenu éducatif.

L'Association Montessori for Kenya pilote depuis 2018 des écoles nomades Samburu dans la zone de conservation de Namunyak, au Nord du **Kenya**. Les objectifs de ces écoles nomades Samburu dont les principaux objectifs sont :

- Créer un modèle durable à long terme pour l'éducation des enfants de la communauté Samburu, dans le but de préserver le magnifique héritage culturel et naturel du peuple et des terres Samburu ;
- S'assurer que l'agence pour le changement est entre les mains de la population sur place. Le projet est fondé sur le principe «aidez-moi à le faire par moi-même». Le changement ne sera pas imposé, mais «l'inspiration pour le changement», les «conseils pour le changement» et les «outils pour le changement» sont fournis par les participants et les parties prenantes au projet.
- S'assurer que les enfants reçoivent une éducation Montessori de qualité qui soutient le développement individuel dans le contexte de la communauté.

A la suite de l'incursion du coronavirus, l'école sous tente a été fermée mais plusieurs enseignants ont continué à fabriquer du matériel pédagogique en anglais, maa et swahili en attendant la réouverture de l'école. Une infirmière a également surveillé la situation sanitaire et aucun cas de COVID-19 n'est apparu.

Au **Bangladesh**, l'association Awaj Foundation a organisé un concours en ligne de design de robes destinés à aider les 600 000 ouvriers (dont principalement des femmes) de l'industrie du textile – secteur particulièrement touché par la crise de la COVID-19. Outre reverser les fonds collectés, l'objectif de ce concours en ligne est de promouvoir l'éducation à l'environnement et au développement durable. En effet, le concours impose aux participants de fabriquer des vêtements écologiques afin de les éduquer à une approche d'économie circulaire sans gaspillage, avec une prise en compte de l'impact social et d'une chaîne d'approvisionnement transparente et équitable en utilisant des matériaux écologiques et recyclés. S'inscrivant dans les recommandations portées par l'UNESCO, Awaj Foundation poursuit, malgré la crise pandémique, sa formation de citoyens responsables en stimulant leur créativité à travers ce concours respectueux de l'environnement.

S'agissant de l'éducation au développement durable (EDD) et à l'environnement, l'OMEP conduit une étude en Europe depuis 2010 concernant les mises en oeuvre de l'EDD chez la petite enfance et les enseignants. Engagée à traduire la théorie en pratique, des déclarations aux actions, l'OMEP a créé une échelle d'évaluation ainsi qu'une banque de ressources[42]. L'EDD, dès la petite enfance, contribue à la construction d'un monde plus juste en éduquant à l'écocitoyenneté, plutôt qu'une éducation vue simplement sous le prisme économique.

La nécessité de maintenir la continuité de l'apprentissage a imposé des défis que les pays ont relevés par le biais de différentes solutions. Les réponses déployées ont montré qu'il existe des initiatives innovantes et des pratiques prometteuses, ainsi que des avancées importantes en un temps record pour assurer la continuité de l'apprentissage. Toutefois, les ONG observent que les systèmes éducatifs nationaux sont confrontés à des problèmes et à des défis systémiques qui nécessitent la mise en œuvre d'initiatives concertées et alternatives afin de ne laisser personne de côté.

41 134 000 appels de soutien aux enfants en âge d'aller à l'école ont été réalisés pendant le confinement.

42 OMEP. Banque de ressource.

Elèves de l'Ecole Nomade Samburu © Association Montessori Internationale/Esf

2. 2. Un accès équitable à l'éducation

« L'option de l'enseignement à distance expose et amplifie une profonde inégalité en ce qui concerne les conditions requises pour son accès. En effet, plus de 80% des étudiants en Afrique n'ont pas accès à Internet. Nous devons penser à une réponse structurelle qui va au-delà de la COVID-19 : rendre le système éducatif plus résilient, flexible, agile. »

Stefania Giannini, Sous-Directrice Générale de l'UNESCO en charge de l'éducation.

Sans pratiquement aucun avertissement, le droit à l'éducation est devenu au niveau mondial dépendant de la connectivité.
Plus des trois quarts des solutions nationales d'enseignement à distance disponibles au plus fort de la pandémie de la COVID-19 reposaient exclusivement sur des plateformes en ligne. Pourtant, pas moins de 465 millions d'enfants et de jeunes, soit près de 47 % de l'ensemble des élèves du primaire et du secondaire, n'ont pas accès à ces plateformes, faute de connexion internet domestique[43]. Près de la moitié de la population de la planète, soit quelque trois milliards de personnes, n'a pas accès à internet. Ces chiffres reflètent une véritable fracture numérique mondiale qui se traduit par des écarts de connectivité importants entre et à l'intérieur des pays. La pandémie a mis à nu ces fractures de longue date, et en a révélé de nouvelles.

Malgré les efforts des gouvernements pour diversifier les mécanismes d'éducation à distance (chaînes de télévision, programmes radiophoniques, internet), les conditions de vie, le manque d'accès aux technologies, à l'internet et au matériel éducatif ne permettent pas une continuité éducative inclusive. Conscients de ces obstacles, les ONG partenaires ont mis en œuvre des réponses pédagogiques, au-delà des plateformes numériques déjà existantes, afin de prévenir l'interruption scolaire qui à terme risque d'être définitive, tout particulièrement pour les filles.

Au **Kenya**, ATD Quart Monde a créé le groupe Tapori à Kibera, le plus grand bidonville d'Afrique, qui s'emploie à atteindre les enfants les plus démunis afin de leur proposer une solution éducative adaptée. Avant l'arrivée de la pandémie, les activités de Tapori avaient lieu dans une école du bidonville de Kibera. L'école désormais fermée, les animateurs de Tapori, accompagnés d'enseignants, rendent visite aux enfants les plus isolés et les plus vulnérables ainsi que leurs familles deux fois par semaine. Les activités consistent à lire des mini-livres, à dessiner des images avec des messages d'espoir et d'amour, à éduquer les enfants à la nécessité de limiter la propagation de COVID-19 dans la communauté.

En **Tanzanie**, à Dar es Salaam, le manque de connectivité est un problème pour de nombreuses familles. Les équipes ATD Quart Monde ont préparé des exercices en format papier, téléchargés à partir d'Internet, afin de pouvoir les dupliquer et les distribuer aux élèves victimes des effets de la fracture numérique.
Bibi Teddy a déclaré : «Nous n'avons pas de smartphones, ni d'accès à Internet, nous ne savons même pas comment les utiliser. Ce que vous faites est très utile à nos enfants».

Mama Maria, habitante de Tandale commente : Mes petits-enfants n'avaient personne pour les aider dans leurs cours. Sans vous, ils oublieraient tout ce qu'ils ont appris !»

Au **Ghana**, l'OMEP intervient dans les écoles qui opèrent dans des zones à faible revenu où l'accessibilité à Internet est problématique, en apportant le travail aux enfants à la maison. L'OMEP a également distribué des cahiers d'exercices aux apprenants les plus défavorisés de Lagos et d'Abuja au **Nigéria**.

En **Espagne**, l'association AFAMER, membre de l'ONG partenaire MMM, a créé un réseau d'entraide et de solidarité pour les familles rurales, en particulier les personnes âgées mais aussi pour les élèves déscolarisés à la suite du confinement. Les maires des villages impriment les devoirs et les femmes les déposent tour à tour dans les foyers puis reprennent les copies pour correction par les enseignants.

Aux **États-Unis**, sur le marché de Gallup, ville du Nouveau Mexique, ATD Quart Monde a lancé en 2012 « le Jardin aux Histoires ». Au plus près des familles, cette initiative vise à éduquer autrement les enfants et les adolescents éloignés de l'école, ceux qui n'arrivent pas à suivre, ceux qui veulent depuis longtemps y aller mais n'y sont toujours pas. En 2019, 850 enfants fréquentaient la caravane du marché, «le Jardin aux Histoires». A l'arrivée de la COVID-19, le marché a fermé. Fort de sa créativité, les équipes d'ATD Quart Monde ont transformé « le Jardin aux Histoires » en caravane itinérante afin de maintenir le lien avec les familles isolées.

A l'aune de ces observations, les ONG recommandent de donner la priorité aux efforts visant à maintenir le contact et la continuité éducative pour les populations qui ont le plus de difficultés à se connecter et qui se trouvent dans les conditions sociales et économiques défavorables. D'autre part, maintenir les processus éducatifs à la maison et planifier des processus de continuité éducative adaptés aux différences et aux inégalités de chacun sont des priorités pour le retour des élèves à l'école, tout particulièrement les filles.

43 UNESCO. Making universal connectivity a reality.

La réalisation de ces objectifs passe, pour partie, par le renforcement des efforts visant à appuyer l'amélioration des dispositifs de formation des enseignants en termes de maîtrise des contenus numériques, de compétences professionnelles et de pédagogie adaptée. Les ONG évaluent le renforcement des capacités des enseignants comme un besoin essentiel pour le futur de l'éducation.

Lors de la fermeture temporaire des établissements, très peu d'établissements ont été capables de réagir – les professeurs n'étant pas préparés à donner des leçons par Zoom, Google classroom, edmodo, etc. Dans beaucoup de pays du continent africain, l'OMEP signale que le coût de la data, l'alimentation électrique erratique, l'instabilité de l'internet ne permettent pas aux écoles d'assurer une éducation à distance. En effet, l'un des principaux défis consiste à inciter les professeurs à se porter volontaire pour animer les programmes d'éducation à distance – la plupart estiment qu'ils n'ont pas les moyens de se former.

Par ailleurs, l'OMEP alerte sur l'extrême fatigue des enseignants en charge d'aider les familles et de maintenir le contact avec les élèves pour qu'ils ne décrochent pas. D'autres, en Afrique par exemple, ont délaissé leur poste et les élèves, livrés à eux-mêmes ont dû se débrouiller seuls en famille avec ou sans internet.

D'autre part, les ONG signalent un sentiment d'impuissance devant l'hétérogénéité des approches et des méthodes adoptées par les différents établissements scolaires. En réponse, l'OMEP préconise notamment le développement d'un réseau collaboratif d'éducateurs afin de mutualiser et modifier les ressources existantes pour une meilleure compréhension des nouvelles méthodes éducatives en ligne.

Par conséquent, il convient de renforcer et d'harmoniser les activités de développement des capacités au niveau des pays, en ciblant les enseignants des communautés les plus vulnérables et défavorisées. Assurer une éducation de qualité en concevant des formations spécialisées participe à la réalisation des ODD 4 et 10 de l'Agenda à horizon 2030.

ODD 10 © Nations Unies

2. 3. La fermeture des écoles, de profondes répercussions

« Afin de relever les défis de notre temps, il est impératif d'évoluer vers une éducation plus inclusive. Repenser l'avenir de l'éducation est d'autant plus important après la pandémie de COVID-19, qui a encore aggravé et mis en lumière les inégalités. L'absence d'action entravera le progrès des sociétés »
Audrey Azoulay, Directrice Générale de l'UNESCO

A. Le décrochage scolaire

En Aout dernier, l'UNESCO alertait que, dans le monde, seul un élève sur trois retournerait à l'école. « Un milliard d'élèves, soit deux tiers de la population scolaire mondiale, se retrouve donc sans école ou en situation d'incertitude »[44]. En effet, le décrochage scolaire se révèle être le premier impact des mesures relatives au domaine de l'éducation.

L'ONG partenaire de l'UNESCO, ATD Quart Monde, met en garde contre le risque d'une «année blanche», synonyme d'échec scolaire pour les apprenants. En conséquence, les ONG prévoient une forte augmentation du taux de déscolarisation – les possibilités d'apprentissage ayant été amoindries voire, dans certains cas, inexistences durant la crise de la COVID-19.

D'autre part, l'ONG Otitsara, membre MMM, note dans une enquête réalisée sur les conséquences de la pandémie sur les jeunes à **Madagascar** leur nouvelle préférence pour les études courtes. En raccourcissant leurs années de formation, les apprenants souhaitent une qualification rapide.

Les ONG observent que le taux de chômage est lié au taux de scolarisation. Ainsi, beaucoup d'apprenants dont les parents ont perdu leur emploi ne retourneront pas à l'école pour subvenir aux besoins familiaux. Par ailleurs, l'OMEP note que l'ordonnance abrupte de fermetures des écoles a non seulement affecté le travail académique des élèves, mais a également posé de graves difficultés financières pour le fonctionnement de la plupart des écoles privées. Aussi est-il à prévoir une série de fermetures définitives des écoles privées, leur seule source de revenus provenant des frais de scolarité.
Et, de manière concomitante, le taux de chômage du personnel scolaire est en passe d'augmenter. C'est le cas notamment au **Liban** où un large nombre d'enseignants se retrouve désormais sans revenu. La guerre, puis à présent la crise de la COVID-19 et les conséquences des graves explosions, a délité l'enseignement, provoquant une fermeture en cascade des établissements qui abaisse fortement le niveau scolaire. Alors que certaines écoles privées confessionnelles perdurent, un communautarisme éducatif tend à s'établir, menaçant la cohésion sociale libanaise. C'est pourquoi il est primordial de maintenir les établissements publics, au sens large, et de soutenir les écoles privées qui acceptent les élèves de toutes confessions.
Cette crise, comme exposé précédemment dans le présent rapport, ne nivelle pas les inégalités mais les creuse. A l'épreuve de la COVID-19, le tissu social est de plus en plus fracturé ; l'inégalité des droits et des chances pour l'éducation est exacerbée.

Selon le Rapport mondial de l'UNESCO, *Inclusion et éducation – Tous, sans exception*[45], 40% des pays les plus pauvres n'ont pas réussi à soutenir les apprenants à risque pendant la crise de COVID-19[46]. Ces chiffres alarmants corroborent les prévisions des ONG sur l'impact direct de la fermeture temporaire des établissement d'enseignement, le décrochage scolaire, celui des filles en particulier.

B. L'égalité des genres

Alors qu'avant la crise les filles avaient déjà deux fois moins de chance d'aller à l'école[47], après la crise de la COVID-19, plus de 11 millions de filles pourraient ne pas y retourner[48]. La déscolarisation des filles menace non seulement leur avenir mais aussi celui de la société dans son ensemble, mettant en péril des décennies de progrès accomplis vers l'égalité des genres.

ODD 5 ©Nations Unies

44 UNESCO. En cette période de rentrée, seul un tiers des élèves seront sur les bancs de l'école.

45 UNESCO Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2020. Inclusion et éducation : Tous sans exception.

46 Ibid.

47 UNESCO. Les filles sont deux fois plus nombreuses que les garçons à ne jamais commencer l'école.

48 UNESCO.COVID-19 et Egalité des genres.

Ecolières Afghanes © Hamidullah Arefi/SAF

En **Côte d'Ivoire**, à Bouaké, l'association Claire Amitié, membre de l'ONG CCIC, en charge de gérer un centre d'accueil et de formation pour jeunes filles marginalisées, a adapté ses cours dès le début du confinement. Les élèves de troisième année ont ainsi pu obtenir leur diplôme de coiffure, de cuisine, de couture. De plus, 7000 masques ont été fabriqués et vendus aux populations de Bouaké et des villages environnants pour assurer les salaires des enseignants du centre.

Prévenir l'exposition des filles aux risques de grossesse, de mariages précoces et forcés et de violences grâce à l'éducation est une priorité des ONG partenaires afin de renforcer l'autonomisation des femmes, indispensable à la réalisation de l'Agenda 2030. Car pour beaucoup, l'éducation n'est pas simplement un moyen vers une vie meilleure, mais un véritable échappatoire, une protection nécessaire à leur survie[49].

En **Uruguay**, l'association CEPRODIH, membre de l'ONG partenaire MMM, soutient les femmes en situation d'extrême vulnérabilité sociale : chômage, violences domestiques, abandon lors de la grossesse, entre autres. CEPRODIH a assuré la continuité de son apprentissage en spécialisant ses cours de couture à la fabrication de masques. L'association a formé des bénévoles aux nouvelles technologies informatiques afin qu'ils puissent dispenser les cours en ligne. En adaptant ainsi les pratiques et contenus d'apprentissage, Ceprodih maintient le développement des compétences des apprenantes, qui leurs seront indispensables pour répondre aux exigences de leur environnement.

L'un des pays les plus touchés par le risque de déscolarisation des filles est l'**Afghanistan**. Alors que le monde continue de se focaliser sur l'évolution du coronavirus, les femmes afghanes s'engagent à préserver leur droit à l'éducation, durement acquis dans un climat politique particulièrement instable. Ce pays a réalisé, avec le soutien de l'UNESCO, une progression significative du nombre de filles et jeunes femmes scolarisées. En 2002, on recensait un million d'élèves, uniquement des garçons. En 2016, sur les neuf millions d'élèves recensés, 39% sont des filles[50]. Malgré un contexte de violences et d'attentats quotidiens, la société civile afghane se mobilise pour défendre le droit à l'éducation des femmes et des filles. L'ONG MMM conduit la campagne #RaiseApen pour soutenir les mères afghanes dans leur combat pour maintenir l'éducation de leurs filles. Éclairés par la prise de conscience que les femmes éduquées luttent en première ligne dans la riposte COVID-19 : médecins, professeurs, femmes politiques au plus haut niveau, journalistes etc. Des initiatives privées sont également menées parmi lesquelles un programme d'aide pour l'éducation des filles par Hamidullah Arefi, Secrétaire de South Asia Foundation Afghanistan.

49 A ce sujet, l'association Rozaria Memorial Trust, membre MMM, conduit des recherches au Zimbabwe sur les conséquences de la COVID-19 sur le genre, notamment sur les sujets suivants : les mariages d'enfants, l'éducation, la santé mentale des jeunes filles, etc. Rozaria Memorial Trust travaille également sur les modalités de réouverture des école.

50 Afghanistant Libre. Les femmes en Afghanistan.

C. L' éducation inclusive

L'insertion sociale est contingente au droit à éducation. C'est pourquoi, l'accès à une éducation inclusive de qualité, à tous les niveaux, constitue pour les ONG partenaires une véritable priorité. Migrant, déplacé ou en situation de handicap, tous les acteurs du système éducatif mondial doivent être pris en compte.

ADD International a renforcé ses efforts sur le terrain pour garantir l'équité d'accès à l'éducation pour les personnes en situation de handicap.
En **Tanzanie**, l'association a permis à 1404 apprenants en situation de handicap d'intégrer l'école primaire ou maternelle ; 1174 professeurs ont été formés en matière de besoins adaptés à chaque handicap afin de dispenser des programmes adaptés. Le responsable Éducation d'ADD du district de Siporah en **Tanzanie** précise : « Les familles cachent souvent leurs enfants handicapés. Elles ne veulent pas que d'autres personnes sachent qu'un enfant handicapé vit au sein du foyer. ADD International se rend dans les villages pour sensibiliser les gens aux droits des personnes handicapées. Ils conseillent à la communauté de ne pas cacher les enfants handicapés, mais de les envoyer plutôt à l'école. Les parents commencent maintenant à comprendre que les enfants vivant avec un handicap méritent une éducation »[51].

En **Inde**, les activités de l'école MONTFORT CARE, membre du CCIC, Bombay dédiée aux personnes sourdes et muettes dont les parents subsistent principalement de l'économie informelle ont perduré malgré la pandémie.

A travers ces exemples, les ONG partenaires de l'UNESCO réaffirment leur engagement pour le droit à l'éducation pour tous. La pandémie de la COVID-19 est l'occasion de repenser la manière dont la planification de l'éducation d'urgence peut intégrer l'ensemble des acteurs du système éducatif mondial. La pauvreté ne doit plus priver les enfants d'instruction. Le genre, la géographie, le handicap, l'ethnicité, la langue, la religion, sont autant de facteurs d'exclusion. Moins d'un pays sur dix dispose de lois qui contribuent à assurer la pleine inclusion dans l'éducation[52].

D. La sécurité alimentaire des enfants

La persistance de l'exclusion éducative, renforcée par l'incursion de la COVID-19, a un impact direct sur la santé physique des apprenants. La crise éducative a dramatiquement aggravé la situation d'insécurité alimentaire aiguë dans laquelle se trouvaient déjà les enfants. 368,5 millions d'enfants dépendent des repas scolaires comme source fiable de nutrition quotidienne[53].

La fermeture temporaire des établissements scolaires a donc des repercussions directes sur la santé physique des apprenants et, par voie de conséquence, des effets indirects sur la santé mentale des apprenants.

E. La santé mentale

L'interruption scolaire entraîne également d'autres manques, plus difficiles à mesurer, pourtant tout aussi graves.
Les parents, devant concilier responsabilités professionnelles et familiales, voient pour certains leur productivité économique réduite. L'insécurité économique, doublée de l'impossibilité pour les enfants d'accéder aux repas scolaires, risque de contraindre les familles à recourir à des mécanismes de survie néfastes, y compris le travail des enfants ou la baisse du nombre et de la qualité des repas. La fermeture des écoles a une incidence sur la protection de l'enfance et les résultats des apprenants.
Pendant les confinements généralisés, les enfants peuvent avoir été exposés à la violence dans leur foyer et leur communauté, notamment en raison de l'insécurité économique et du stress lié à la pauvreté. Isolés, ils peuvent avoir été incapables d'échapper aux cycles de violence et de recevoir des soins adéquats. Ces traumatismes pourraient entraver leur capacité à progresser dans leur apprentissage futur sans une prise en charge appropriée.

La généralisation de l'éducation à distance a eu une incidence de l'exposition des enfants et des jeunes aux écrans. La multiplication des supports éducatifs et les jeux vidéo les encouragent dans cette voie. Cette forme d'apprentissage et de divertissement, qui *de facto* a remplacé toutes les autres pendant le confinement, peut entraver le développement cognitif de l'enfant et devenir particulièrement anxiogène par les contenus non contrôlés qui peuvent être diffusés.
Par ailleurs, l'ONG Otitsara, membre MMM, rapporte que les activités individuelles chez soi ne compensent pas leur besoin d'activités collectives.

Outre la santé physique, ces effets de conséquence sont préjudiciables pour le bien être, au sens large, de l'ensemble des parties prenantes du système éducatif. La COVID-19 aura de graves répercussions sur la santé mentale des apprenants. L'impact psychologique de la pandémie et des mesures qui l'accompagnent ne doit pas être sous-estimé. Il devient donc urgent de répondre aux besoins socio-émotionnels des élèves et des enseignants en leur fournissant un soutien psychosocial adapté. Un soutien aux enseignants est d'autant plus important que leurs émotions et leur niveau de stress influencent ceux des élèves et des autres enseignants.

---

51 ADD International. Education inclusive en Tanzanie.

52 Op. cit. UNESCO. Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2020. Inclusion et éducation : Tous sans exception.

53 Op. cit. Nations Unies. L'impact de la COVID-19 sur les enfants.

Le soutien psychosocial doit être un pilier essentiel de la réponse COVID-19, nous indique l'ONG AJAD, membre MMM en **Côte d'Ivoire**, qui a décidé d'ouvrir la première clinique de psychologie de l'éducation. Cette clinique vise à intégrer un suivi psychologique des élèves et parents à distance dans son enseignement.
Afin de comprendre au mieux les besoins de la santé mentale des enfants, l'OMEP France a réalisé au printemps dernier un questionnaire dont l'objectif était de recueillir les témoignages d'enfants sur la maladie, le confinement, l'école à la maison ainsi que l'utilisation des écrans. L'étude visait notamment à savoir :

- Quelle connaissance les enfants avaient de la maladie et des précautions à respecter et la source de ces informations ;
- Ce que les éducateurs et les enseignants avaient fait pour rassurer les jeunes enfants tout en trouvant un équilibre entre prudence sanitaire et besoins rationnels et affectifs des enfants ;
- Les avantages et inconvénients de l'école à la maison ;
- L'utilisation des écrans.

Les ONG OMEP, AMI et Otitsara, membre de MMM, insistent sur le rôle essentiel du jeu pour les enfants au regard des effets du confinement sur l'équilibre familial et son impact. En effet le jeu, et plus largement les loisirs, est particulièrement déterminant pour l'épanouissement de l'enfant. Le jeu est également révélateur en ce qu'il témoigne de la façon dont les enfants vivent la crise, comme l'illustre cet exemple : « L'autre jour, dans la cour de l'école de mon village, les enfants jouaient à exterminer Coco le virus. »

Les jeux permettent aux enfants de transformer leurs peurs pour les apprivoiser, surtout dans le cadre de jeux collectifs où les imaginaires jouent la surenchère. Il s'agit de préserver la « santé culturelle », selon la psychanalyste Sophie Marinopoulos. « L'idée est d'associer les questions de santé aux questions de culture, en démontrant que l'une ne va pas sans l'autre, c'est-à-dire la santé des relations avec autrui » précise Maryse Métra, psychologue de l'enfance et de l'adolescence, membre de l'OMEP-France.

A Lille, en **France**, la communauté des Sœurs Salésiennes de Don Bosco, membre du CCIC, pilote un centre de loisirs qui accueille toute l'année les enfants et les adolescents. Pendant le confinement, cette communauté a voulu transférer le centre de loisirs à la maison. « Un tuto par jour avec une activité simple, à faire seul ou à plusieurs. Toujours fait par un membre de l'équipe ou un des bénévoles du Valdocco, nous tenons à les réaliser nous-même pour rester en contact avec les jeunes plutôt que de juste envoyer des liens. Cela nous oblige à choisir quel type d'activité et comment chaque famille peut la réaliser. » Permettre de jouer ensemble, de mettre des espaces de rencontres ludiques dans un quotidien de plus en plus difficile, de travailler et développer certaines compétences sont d'autant d'objectifs de l'association.

L'OMEP a également conduit le projet « Colorie tes droits », qui vise à promouvoir l'expression culturelle et les droits des enfants à travers le dessein. La question du non-respect de la Convention des droits de l'enfant (CIDE), largement remise en question par les mesures décidées afin de lutter contre la pandémie, devrait être prise en compte dans les réflexions post-COVID.

En **Égypte**, l'école communautaire de Tawasol au Caire, de l'Association Montessori Internationale a formé de nombreux jeunes pour fabriquer des cerfs-volants de haute qualité en vue de les vendre sur la boutique en ligne de l'école. Le projet s'est développé très rapidement et aide désormais de nombreuses familles à faible revenu. Ce projet répond également à l'importance d'encourager la créativité des enfants. La boutique en ligne de l'école propose de centaines de produits étonnants fabriqués par les élèves de l'école. Maintenir l'apprentissage en investissant les jeunes dans un projet solidaire et créatif participe à leur épanouissement personnel de sorte qu'ils se sentent utiles, compétents et appréciés.

Elève de l'Ecole Nomade de Samburu © Association Montessori Internationale/Esf

2. 4. Impact de la COVID-19 sur la petite enfance et les familles

Les ONG s'inquiètent de la prise en charge insuffisante de la petite enfance dans le cadre de la riposte COVID-19. Depuis le début de la pandémie, l'OMEP organise plusieurs webinaires, notamment sur la prise en compte de la petite enfance face à la crise et pour les futures priorités post-COVID. L'un deux concerne l'évaluation de l'impact de la pandémie sur le bien-être physique et mental de la petite enfance.

Le port du masque dans les crèches, par exemple, interroge les ONG. Si sa généralisation est justifiée, il est légitime de se demander quelles seront les pathologies développées par les tout petits qui n'ont pas connu « le monde d'avant ? ».
« L'enfant apprend, avec les émotions transmises par le visage, à exprimer les siennes et à décoder celles des autres. C'est un apprentissage important qui fait de nous des êtres sociaux et qui débouche aussi sur l'apprentissage de l'empathie », précise l'orthophoniste Virginie Pellion.

Le rôle des acteurs éducatifs est essentiel pour le développement des enfants de 0 à 3 ans. Le cadre d'action d'Incheon, adopté lors de la 38ème Conférence Générale de l'UNESCO, recommande dans ses stratégies indicatives de « soutenir les familles en tant que premières protectrices et éducatrices des enfants.»[54]

Le rôle des familles, des parents, est essentiel dans la lutte contre la pandémie et l'éducation à distance. Pour la première foie, cette implication inédite des familles fait bouger les limites de l'éducation formelle, informelle et non formelle. Il s'agit d'une expérience éducative imposée, avec ses sources de problèmes supplémentaires pour les familles, mais qui se révèle également comme une opportunité pour l'avenir de l'éducation.

Les familles se sont engagées pour assurer la continuité de l'éducation et ont cherché des solutions innovantes pour répondre à l'urgence de la crise de l'éducation mondiale. Les différentes situations familiales ont mis en avant les inégalités dans la mise en œuvre des programmes éducatifs à distance. Les familles économiquement favorisées ont un niveau d'instruction plus élevé et disposent de plus de ressources pour combler les lacunes en matière d'apprentissage. Devant ce constat, l'éducation des adultes s'impose comme un enjeu majeur afin qu'ils puissent jouer pleinement leur rôle d'éducateurs et puissent soutenir leurs enfants dans leur apprentissage à distance. Les femmes sont le plus souvent davantage concernées par les soins et l'aide à l'éducation scolaire, mais ce sont souvent les moins éduquées et elles manquent de confiance en elles par peur de ne pas être au niveau du travail demandé à leurs enfants.

La déléguée générale d'ATD Quart Monde, Isabelle Pypaert Perrin, s'est exprimée lors d'un webinaire à l'occasion de la journée internationale des familles sur le thème « Apprendre des familles en situation de pauvreté en temps de pandémie ». Après avoir insisté sur la façon dont les familles nous mettent au défi par leur capacité à résister ensemble à la crise, elle a rappelé « la difficulté de la vie de famille lorsqu'il s'agit de vivre avec un revenu très bas, ou sans revenu du tout, dans de très petits logements, avec des enfants qui ne vont plus du tout à l'école ! Comment choisir entre donner à manger aux enfants ou payer la connexion internet pour les cours en ligne ? ».

Mais l'implication des familles dans les processus éducatifs a également eu des conséquences positives. Elle a révélé l'enrichissement d'un apprentissage qui encourage les interactions entre les différents membres du foyer. Il s'agit d'un modèle éducatif collectif, participatif qui permet à tous de s'instruire ensemble. Les échanges entre générations se sont renforcés et ont permis l'acquisition de nouvelles connaissances et compétences grâce à des expériences éducatives inédites.

Une autre conséquence positive de l'implication des familles est à souligner quant au renforcement de la collaboration entre enseignants et parents. Les établissements scolaires assurent les cours en ligne et les parents le suivi. La compréhension mutuelle des problématiques de chacun et la prise en compte des contraintes des uns et des autres, renforcent la collaboration entre les différents acteurs éducatifs. Les échanges réguliers permettent aux enseignants de mieux comprendre l'environnement de l'enfant et aux parents d'appréhender les méthodes pédagogiques adaptées. Favoriser à l'avenir les interactions entre familles et membres de la communauté éducative apparait désormais indispensable.

Cependant, beaucoup de familles se sont trouvées démunies pour assurer un suivi régulier, efficace, sans préparation ni acquisition des outils pédagogiques indispensables. La production de guides pratiques pour un enseignement à domicile à destination des parents pourrait répondre au manque de formation et au désarroi de certains. Les ONG rapportent en effet les difficultés rencontrées par de nombreux parents, de toute condition sociale, pour lesquels l'enseignement à distance a occasionné un stress, une perte de confiance en soi, voire une détresse psychologique, pouvant générer de la violence au sein du foyer.

54 UNESCO. Déclaration d'Incheon et Cadre d'action pour la mise en oeuvre de l'Objectif de développement durable 4.

© Mothers2Mothers/MMM

Certaines ONG, comme Accion Familiar, membre de l'ONG MMM en **Espagne**, ont créé une aide psychologique et comportementale à destination des parents, avec la mise en place d'ateliers et cours en ligne, pour acquérir des bases de compétences socio-émotionnelles et une formation en éducation compréhensive. Pendant le confinement, les cours et ateliers ont porté sur la prévention de la violence, la résilience familiale, l'estime de soi, la coresponsabilité familiale, les relations intergénérationnelles.

Un programme d'aide à la parentalité apparaissait pertinent avant la pandémie, il s'impose désormais comme une réponse indispensable face aux défis que rencontrent actuellement les familles et qui persisteront dans la période post-COVID. Une réflexion commune, participative, et solidaire entre les parents, familles, éducateurs, enseignants, scientifiques et gouvernements doit être la base d'une action commune.

Comme le préconise le rapport de l'UNESCO, *Repenser l'Éducation : vers un bien commun mondial*, « il est crucial d'attribuer un rôle plus important et plus explicite à la société civile dans le domaine de l'éducation. »[55]

En effet, la crise de l'éducation renforce l'urgence d'une collaboration approfondie entre les organismes internationaux et les ONG et, au-delà, la société civile. Plus que jamais l'UNESCO doit renforcer ses partenariats avec les ONG qui détiennent un rôle décisif dans la réalisation des ODD de l'Agenda 2030 – dans la construction d'un avenir meilleur.

Partout sur la planète, des mouvements d'entraide entre citoyens se sont mis en place. Une solidarité spontanée, à la fois individuelle et universelle, est née pour soutenir les soignants, les voisins et les membres des familles isolées et, au-delà des frontières, entre citoyens du monde, tous victimes de la pandémie. Les réseaux sociaux ont joué un rôle déterminant, comme l'ont constaté les ONG participantes à ce projet de solidarité. Le chapitre suivant fait le point sur le rôle des nouvelles technologies dans le cadre de la riposte COVID-19 dans le domaine de la Communication et Information.

55 UNESCO. Repenser l'éducation: vers un bien commun mondial?

© Jean Bolly Kouassi

Chapitre 3

Communication et Information

« Le #COVID19 alimente aussi le virus des #FakeNews, de la méfiance et du nationalisme. En réponse, nous devons réaffirmer d'autant plus fort notre attachement à la recherche scientifique, à l'information et à la coopération multilatérale. »

Audrey Azoulay, 13 mars 2020 - Twitter

Dès le début de la crise sanitaire, les ONG partenaires de l'UNESCO constatent que des rumeurs, des fake news et des théories de conspiration autour de la COVID-19 prolifèrent en ligne. Elles menacent la santé des gens ; discréditent l'action publique ; délégitiment les mesures de prévention ; déclenchent des tensions sociales, des discours de stigmatisation et des crimes haineux contre divers groupes et nationalités. La propagation du coronavirus a en effet donné lieu à une pandémie de désinformation affectant le tissu des sociétés déjà fracturées par une crise inédite et ses dramatiques conséquences économiques, politiques et sociales.
Si la désinformation n'est de toute évidence pas une notion nouvelle, elle prend toutefois, en temps de crise mondiale, une toute nouvelle ampleur en contribuant très clairement à l'accélération de la propagation de la pandémie de la COVID-19. Que ce soit par des méthodes organisées de manière ciblée, voire même commerciales, ou de façon organique – les gens partageant involontairement des informations sans les vérifier – les moyens de propagation de la désinformation sont pluriels[56]. La pollution de l'écosystème mondial, régional et local de l'information est bien réelle.

Mais il faut souligner également les formidables vecteurs de solidarité que sont les nouvelles technologies qui permettent d'atteindre des populations reculées et d'adapter les mesures anti-COVID à des populations marginalisées. Des vies sont ainsi sauvées en renforçant les liens de confiance au sein de la société civile, et particulièrement avec les bénévoles des associations locales.

© UNESCO

56 UNESCO. Mettre fin à la désinformation sur le COVID-19 grâce à l'éducation aux médias et à l'information

3. 1. Combattre la désinfodémie

Création de réseaux fiables

Concernant ce projet, l'ensemble des groupes Facebook créés par les ONG partenaires concernées est soumis à une surveillance de véracité des faits. Il s'agit de groupes fermés pour lesquels chaque adhérent doit répondre à des questions d'identification, s'engageant à respecter une charte de bonne conduite. Ainsi, les associations membres peuvent partager et échanger à travers les pages des groupes toutes sortes d'informations, de bonnes pratiques, d'outils et ressources concernant la COVID-19. Le nombre de publications concernant la désinformation a conduit le groupe d'ONG partenaires de l'UNESCO à créer sur chaque groupe une rubrique dédiée à « Lutte contre la désinformation » pour signaler les publications sur ce thème. Ainsi, ce projet œuvre au respect des valeurs de l'UNESCO en participant à ses actions de riposte contre la pandémie de COVID-19.

Éducation à l'information

Parce que l'éducation et la sensibilisation sont des remèdes pour endiguer la viralité des fausses informations, des campagnes de communication et de sensibilisation sur la pandémie de la COVID-19 ont été menées conjointement entre les ONG, les gouvernements et l'UNESCO. Les ONG ont en effet relayé sur les pages des groupes Facebook les campagnes de lutte contre la désinformation conduites par l'UNESCO. Par exemple, les visuels, graphiques et messages de médias sociaux produits par l'UNESCO[57] pour contrer la désinformation et lutter contre la discrimination ont été abondamment diffusés sur l'ensemble des groupes Facebook.

Également, les ONG ont retransmis les messages audio de l'UNESCO à destination des radios locales et des associations.

Affiche de sensibilisation © UNESCO

57 UNESCO. Ressources visuelles à télécharger et à partager.

3. 2. Lutte contre la désinformation

En février dernier Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS)[58], déclarait que la rapidité et la facilité de propagation des fake news étaient bien supérieures à celles du virus. Les remontées d'informations des ONG révèlent qu'en impactant très directement les populations à travers le monde, elles constituent un véritable danger.

La **Côte d'Ivoire** est un exemple probant, lequel démontre parfaitement les répercussions que peuvent avoir les fake news d'une région à une autre. Le 10 avril 2020, l'ONG AJAD, membre de l'ONG Make Mothers Matter, partage sur la page Facebook du groupe de solidarité Côte d'Ivoire les conséquences des rumeurs parvenues de France. Deux médecins évoquent, au détour d'une discussion sur la chaine française LCI, la possibilité de tester un vaccin contre la COVID-19 en Afrique. Les propos sont largement partagés sur les réseaux sociaux. L'information, qui a circulé entre autres jusqu'en Côte d'Ivoire, affole et la peur chez les jeunes d'un vaccin testé par les blancs sur les noirs s'installe. En réponse, des jeunes attaquent un centre d'accueil à Yopugon et en détruisent deux à Koumassi et Anono, Abidjan. Le manque de clarté dans la diffusion des informations officielles et l'angoisse progressive liée à la pandémie de la COVID-19 établissent un climat d'incertitude et de défiance à l'égard des instances gouvernementales. Les populations s'interrogent sur le but de ces centres d'accueil, la méfiance s'installe vis à vis du corps médical. Fin avril 2020, un camion de la Pharmacie de Santé Public rempli de médicaments à destination des hôpitaux ivoiriens est pillé en pensant qu'il transportait des vaccins. «Le traitement de l'information n'est pas bon. Les informations effraient la population mais ne les sensibilisent pas.» L'ONG AJAD, membre de Make Mothers Matter, réagit en agissant auprès des leaders religieux et des communautés. Les jeunes bénévoles préviennent la violence en accomplissant des actions de solidarité et en diffusant des informations vérifiées afin de préserver la cohésion sociale.

Le 20 avril dernier, l'OMEP **Kenya** précise que le Ministère de la santé est le seul à transmettre par le biais des médias des informations sur la COVID-19 mais qu'une importante partie de la population ne reçoit pas ces informations. En parallèle, le Ministère de la santé constate à la même période une chute drastique du nombre de personnes recherchant l'aide de services médicaux dans les hôpitaux et établissements de santé. De nombreuses personnes ont eu recours aux herbes traditionnelles et aux prescriptions en ligne, par crainte de se rendre dans les hôpitaux en période de COVID-19. Alors que la baisse de fréquentation impacte significativement les cliniques prénatales et postnatales, on observe un nombre très limité de vaccination essentielle à la petite enfance. Une diminution particulièrement inquiétante que relève la plupart des ONG dans de nombreux pays car, en comparaison, le paludisme – avec un enfant mort toutes les deux minutes – tue davantage que le coronavirus. En conséquence, les ONG craignent une future hausse de la mortalité infantile.
Si au début de la crise les informations ne sensibilisent pas mais au contraire effrayent, c'est en partie dû à une coopération insuffisante entre les structures de l'État, les ONG, associations et la société civile. Une coopération étroite est essentielle pour deux principales raisons. Premièrement, par leur proximité physique, les ONG sur le terrain connaissent précisément les populations locales ainsi que leurs besoins. Les ONG agissent au plus près des populations et établissent l'aide dans une logique de long terme. En ce sens elles sont des interlocuteurs de première importance pour la transmission d'informations fiables et exactes.
La seconde raison réside dans le fait qu'informer ne suffit pas, il s'agit de rétablir la confiance en prenant des initiatives en faveur des plus démunis. Plus qu'une crise de la désinformation, il s'agit d'une crise de confiance. Or, pour la même raison étayée ci-dessus, les populations ont confiance en la société civile. De ce fait, elles détiennent une capacité d'intervention très efficace.

Pour contrecarrer la désinfodémie, les ONG partenaires de l'UNESCO ont rapidement uni leurs efforts pour contenir et contrer activement les contrevérités et mystifications dangereuses que la désinformation a répandues. En parallèle du projet de création de réseaux à partir duquel les ONG ont pu diffuser faits et informations exacts, les ONG ont également beaucoup agi sur le terrain.

© UNESCO

58 OMS. Munich Security Conference.

3. 3. Sensibilisation aux gestes barrières

Marché en Côte d'Ivoire © Amadou Tapsoba

De nombreux outils se sont révélés particulièrement efficaces, notamment en offrant un soutien technique (diffusion d'informations essentielles sur les soins et liste des hôpitaux de référence). Des campagnes pour diffuser les bons gestes barrières et des services tels que des tests ou visites à domicile sont partagés au plus grand nombre ainsi que les consignes de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). La publication dans de nombreuses langues par l'OMS d'un livre pour aider les enfants et les jeunes à faire face à la COVID-19 est partagé par des associations locales à destination des familles sur tous les continents grâce aux pages Facebook. Similairement, de nombreuses publications concernent des mises en garde sur la propagation du virus et des conseils, souvent de jeunes s'adressant à d'autres jeunes. Facebook a permis sans conteste d'alerter et de protéger.

Des reportages d'actions d'éducation au respect des consignes contre la pandémie sont régulièrement postés sur les pages Facebook.

En **Côte d'Ivoire**, l'association Coeurs Vaillants, Âmes Vaillantes, MIDADE, membre de l'ONG CCIC, produit des vidéos pour une campagne de sensibilisation afin de mobiliser les enfants et leurs parents sur les gestes barrières, les consignes d'utilisation et de confection d'un masque.

En juin dernier, les enfants de la **Guinée Conakry** de l'association Coeurs Vaillants, Âmes Vaillantes, MIDADE (CCIC) ont profité de la reprise des rencontres hebdomadaires après le confinement pour sensibiliser les populations aux gestes barrières à travers la musique, en postant des vidéos, avec des chansons.
En dépit des mesures restrictives érigées par les différents gouvernements, les équipes d'ATD ont cherché des moyens innovants pour à la fois sensibiliser au virus et aux mesures de protection mais aussi pour maintenir le contact avec les familles et enfants. Par exemple, en mai dernier au **Burundi**, ATD Quart Monde a décidé de faire de chaque enfant un ambassadeur, un acteur dans la lutte contre la maladie de la covid-19.

En **Inde**, l'ONG Assocation Montessori Internationale assure la formation, des travailleurs de la petite enfance afin qu'ils puissent former ensuite les familles et les enfants aux gestes barrières.

En outre, en raison de contraintes financières, un certain nombre pays du continent Africain a opté pour la diffusion d'informations – à défaut d'une distribution de produits alimentaires, de masques, etc. Or, les informations sanitaires ne peuvent être crédibles et respectées sans aide concrète aux populations. Il est vain de vouloir sensibiliser les personnes au lavage des mains quand ces dernières n'ont pas d'accès à l'eau potable ou à du savon. C'est pourquoi en **République Centrafricaine**, les équipes ATD Quart Monde ont fourni des sources d'eau mobiles avec du savon en confiant à un groupe de jeunes la responsabilité de sensibiliser l'autre, dans leur quartier et au-delà. C'est en éduquant, en expliquant que les enfants peuvent à leur tour transmettre les bons gestes et attitudes, et inverser ainsi la tendance en produisant une chaine d'informations viables.

3. 4. Diffusion d'informations fiables sur la COVID-19

Les nouvelles technologies

Les réseaux sociaux sont, dans leur globalité, le témoin d'un formidable élan de solidarité unique et mondial, présent à tous les niveaux. Le projet élaboré par les ONG partenaires de l'UNESCO illustre parfaitement ce constat. Ce projet tisse à la fois un véritable réseau d'entraide, avec des initiatives concrètes pour lutter contre le faim et la maladie, mais également de soutiens psychologiques, de réflexions, de remises en question à l'échelle planétaire. A cet effet, toutes les ONG de ce projet ont organisé de nombreuses conférences et séminaires autour de la pandémie de COVID-19, utilisant les réseaux sociaux comme plateforme d'échange et d'idées. Parallèlement, les ONG réunies autour de ce projet mènent également des réflexions sur l'après-COVID afin de repenser le monde de demain.

Il convient de souligner la remarquable volonté d'agir de la société civile. Cette crise aura démontré sa vitalité dans sa globalité, son désir tout à fait extraordinaire de passer à l'action. Bien plus que l'initiative d'ONG, ce sont des populations entières qui ont ressenti la nécessité de s'unir via les réseaux sociaux. La société civile a continué de servir de source de résilience, en renforçant la cohésion sociale, à l'heure où la fragilité collective est à son paroxysme. Il est important d'insister sur ce point – afin d'en prendre compte. Les populations sont touchées partout à travers le monde et doivent faire face au même ennemi : la maladie, et ses conséquences, pendant une même période. Les ONG attestent de la considérable mobilisation, notamment au moyen des réseaux sociaux, de la société civile contre les inégalités que révèle la fracture numérique (cf. paragraphe 'L'accès à l'information : La fracture numérique).

Un autre point reste à faire valoir. L'outil Facebook est le vecteur et le témoin d'une entraide entre jeunes tout à fait exceptionnelle. Ainsi de nombreux étudiants de la South Asia Foundation partagent leur quotidien, leurs craintes et leurs initiatives en faveur des personnes les plus touchées par la COVID-19. Ils sont une source d'informations très utiles sur la propagation du virus et les conditions de vie des étudiants en Asie du Sud dans les différents pays dont : **Pakistan, Afghanistan, Inde, Bangladesh, Bhutan, Népal, Sri Lanka, Maldives**.

En **Côte d'Ivoire**, l'ONG AJAD, membre de MMM, a participé avec le Bureau UNESCO d'Abidjan et le Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle de Côte d'Ivoire, à une enquête de géolocalisation des services dédiés à la satisfaction des besoins des jeunes dans le grand Abidjan pour l'application HELLO ADO.

Président de l'AJAD MMMM, Jean Bolly Kouassi
© AJAD/MMM

L'association AJAD, membre de l'ONG partenaire MMM, s'est associée à la réalisation d'un répertoire géolocalisé des structures proposant des services de santé, de protection, de loi et de justice pour les adolescents et jeunes du 13 Mai au 19 Mai 2020 dans la ville de Songon.

Les nouvelles technologies ont permis aux ONG de continuer à soutenir à distance les populations en s'adaptant et en mettant en œuvre des plateformes d'entraide. Parmi lesquelles on cite :

- Au **Nigéria**, le programme Wash from the start initié par l'OMEP et l'UNICEF a été largement diffusé sur les plateformes et réseaux. Impliquant les familles, l'utilisation de ce programme a été très efficace.

- Au **Maroc**, l'association HEURE JOYEUSE, membre Make Mothers Matter, a procédé à la digitalisation de son assistance aux familles (soins, aide alimentaire, etc.). Ainsi, le lien avec les familles a pu être maintenu.

- Dans la région nord de l'**Ouganda**, l'ONG partenaire IFOR a instauré, en réponse à l'augmentation des actes de violence faites aux femmes, un partenariat entre société civile, secteur privé et institution publique. La plateforme Data driven gender-based violence intervention est fruit d'un travail collaboratif réalisé avec l'ONG Handle Uganda, la société américaine Patira Data Science, et l'Uganda District Development and Communication dans la sous-région d'Acholi.

► En **Thaîlande**, BPW Bangkok a lancé, le 20 avril, l'application en ligne "BPW Thai Shop - Line" pour aider les membres thaï de BPW à vendre leurs produits par internet et créer un réseau d'échanges. L'objectif de cette application est double : créer un réseau de solidarité et assurer un revenu minimum pendant cette crise à la fois sanitaire et socio-économique.

© BPW Bangkok

3. 5. L'accès à l'information : la fracture numérique

Si un nombre conséquent d'initiatives a certes été mis en œuvre dans le cadre de la riposte à la COVID-19, telles que l'éducation à distance ou les campagnes massives de communication et de sensibilisation, force est de constater que beaucoup de ces mesures n'ont pas atteint les populations.

Les équipes locales d'ATD Quart Monde de 10 pays africains[59] témoignent que les gouvernements des pays mentionnés ont effectivement pris diverses mesures pour protéger leurs citoyens. Et, dans les zones urbaines, les gens ont eu connaissance des mesures basiques de protection et prévention. En revanche, dans les zones périphériques au sein desquelles existe un manque drastique de ressources, l'information (et l'aide nécessaire) n'arrive pas. Dans les régions éloignées ayant un accès limité aux nouvelles technologies, il est difficile pour la population d'accéder aux informations diffusées sur la pandémie et ses mesures de protection.

Les ONG partenaires de l'UNESCO ont donc renforcé leurs efforts pour améliorer l'accessibilité de l'information et soutenir les populations les plus démunies de manière très concrète. A savoir :

Dans l'État de **Lagos**, l'OMEP distribue des affiches, expliquant les cinq gestes barrières les plus importants, aux enfants des zones pauvres et aux écoles primaires publiques.
Un jingle sur la COVID-19 a également été composé par deux enfants membres de l'association.

En **France**, ATD Quart Monde a lancé une campagne de mobilisation « Déclarons forfait à l'exclusion, confinés mais connectés ». Si le lien social entre proches est d'ordinaire important pour prévenir l'isolement et l'exclusion sociale, en temps de crise comme celle que nous traversons, ce lien devient vital.
Les nouvelles technologies, dont le téléphone mobile, apparaissent aujourd'hui comme l'un des meilleurs moyens pour maintenir ce lien social dont nous avons particulièrement besoin. La communication à distance, l'école à la maison, les démarches administratives, l'accès à l'information et à la culture, tels étaient les composantes du confinement. Or, il existe encore à ce jour une grande disparité d'accès aux nouvelles technologies, notamment Internet. Pour répondre à ce clivage, ATD Quart Monde a sollicité les opérateurs téléphoniques pour des cartes prépayées illimitées, pour le déblocage gratuit des forfaits bloqués ainsi que pour un forfait internet d'au moins 10 Go pour les plus défavorisés – et ce, jusqu'à la fin du confinement (i.e. mai 2020).

© ATD Quart Monde

En **Uruguay**, l'ONG CEPRODIH, membre Make Mothers Matter, soutient depuis le début de la pandémie 300 femmes en situation d'extrême vulnérabilité (chômage, violence domestique, abandon pendant la grossesse) en négociant avec les sociétés téléphoniques l'augmentation gratuite de data cellulaire afin qu'elles puissent poursuivre leur activité génératrice de revenu. Cela permet l'autonomisation de ces femmes.

Au **Soudan**, l'ONG ADD International veille à ce que toutes les informations et mises à jour essentielles parviennent aux membres locaux qui pourraient ne pas avoir de smartphones. Ainsi, les plus marginalisés et les plus pauvres ne sont pas laissés pour compte. Les militants partagent des messages dans les émissions de radio locales et se déplacent même dans les villages, faisant des annonces publiques depuis leur voiture en utilisant des microphones.

59 Burkina Faso, au Burundi, au Cameroun, en République Centrafricaine, en République démocratique du Congo, au Kenya, au Sénégal, en Tanzanie et au Togo.

3. 6. Développement du multilinguisme, diversité linguistique

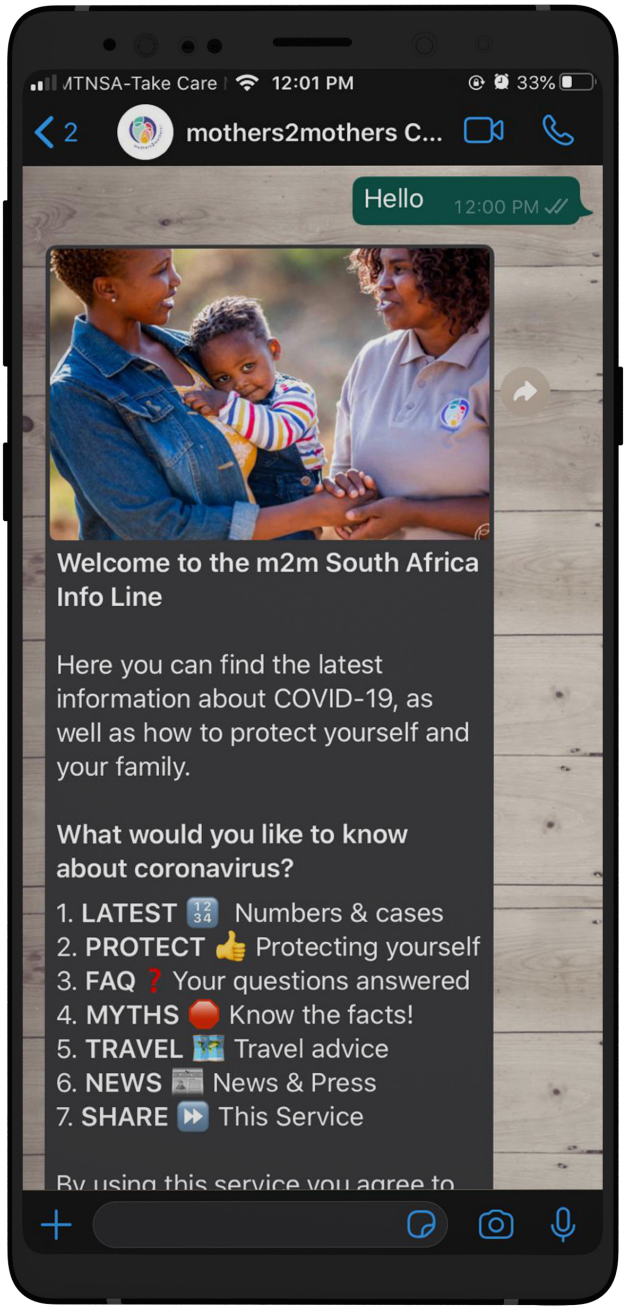
Le langage constitue le tout premier moyen de communication. A cet effet, les instances internationales doivent à veiller à ce que les populations aient accès à l'information sur la COVID-19 dans leur langue. Des mesures spéciales ont dû être prises pour garantir la disponibilité et l'accès à l'information socialement adaptés. Les gouvernements et les ONG ont élaboré et diffusé du matériel d'information multilinguiste, y compris sous la forme de messages radiophoniques.
Les ONG partenaires de l'UNESCO ont ainsi accompagné les populations à mettre en œuvre leurs propres plans de protection de leurs communautés et à participer à l'élaboration d'initiatives régionales pour s'assurer que celles-ci ne soient pas discriminatoires à leur égard.

Au **Bangladesh**, l'association Friendship, membre de l'ONG partenaire MMM, a mobilisé des volontaires Rohingyas et des professeurs de langues Birmans pour transmettre à plus de 600 foyers au sein des camps de réfugiés des messages préventifs.

En **Colombie**, l'association ASODAMAS, membre de Make Mothers Matter, a créé une radio locale, Radio Gestion Social, à destination des populations isolées colombiennes afin de les conseiller et les soutenir dans leur langue, en promouvant l'entraide sociale en temps de pandémie mondiale.

Le 6 août dernier, l'association Mothers2Mothers, membre de Make Mothers Matter, a créé pour la région **sub-saharienne africaine** (Angola, Kenya, Ghana, Lesotho, Malawi, Mozambique, South Africa, Tanzania, Ouganda) la plateforme virtuelle Virtual Mentor Mother Platform via WhatsApp. Elle permet la diffusion des messages de prévention, diffusés par l'OMS, traduits dans plus de 30 langues. Alors que WhatsApp[60] est un format très répandu en Afrique, la traduction et l'adaptation des informations sanitaires dans autant de langues permet à des millions d'Africains d'y avoir accès.

Des initiatives spontanées de jeunes sont partagées sur la page Facebook **Côte d'Ivoire** pour diffuser les consignes sanitaires en langue locale à destination des anciens dans leurs villages. Un jeune appelle aussi à réaliser des vidéos, textes, images, en langue vernaculaire pour les anciens.
Similairement en Côte d'Ivoire, l'association Nos Parents dans les Villages a produit des vidéos en langue abouré afin de sensibiliser toutes les personnes, y compris dans les campagnes reculées.



Réseau WhatsApp © Mother2Mothers/MMM

60 Parallèlement, WhatsApp s'est également révélé un outil très utile pour conseiller et rassurer les mères qui ne voulaient plus se rendre à l'hôpital par peur que leurs enfants soient contaminés par le virus. Conforter les mères et les encourager à continuer la vaccination de leurs enfants est vital si l'on veut éviter une recrudescence des autres maladies telles que la malaria ou la paludisme.

L'information doit être également accessible en langue des signes, pour les personnes souffrant de déficience auditive ou de surdité.

Le 26 mai, une vidéo en langue des signes est postée sur la page Facebook **Côte d'Ivoire** afin de partager les consignes sanitaires sans exclusion. Au Soudan, l'ONG ADD International a également produit des vidéos en langue des signes à destination des personnes souffrant de surdité.
De manière générale, l'ONG ADD International œuvre à promouvoir les droits des personnes handicapées. En période de pandémie, l'association s'engage à ce que les personnes en situation de handicap accèdent une information fiable et exacte.

Au **Soudan**, ADD International maintient un contact quotidien avec ses partenaires activistes handicapés par le biais d'appels téléphoniques, de groupes WhatsApp et de médias sociaux. Les militants produisent des informations accessibles – courtes vidéos, messages audio, fiches d'information – qui sont par la suite diffusées aux personnes handicapées dans leurs communautés.

En **Ouganda**, la même association a créé un programme radio spécialement conçu pour les personnes en situation de handicap. L'émission a rapporté 1 500$, un don qui a permis la fourniture de matériel d'urgence pour les personnes handicapées.

3. 7. Les groupes Facebook d'ONG partenaires, relais de l'UNESCO

Les groupes Facebook sont le moyen pour les ONG de partager les initiatives de l'UNESCO dans l'ensemble des parties du monde. Les initiatives issues de la riposte COVID-19 de l'UNESCO sont mises à jour régulièrement, permettant la rediffusion de nombreux séminaires répartis selon les régions concernées.

Les courriers de l'UNESCO, et notamment celui relatif à la désinformation en mars 2020, sont postés sur les pages des groupes Facebook des différentes régions[61].

Les initiatives des Bureaux UNESCO, particulièrement en **Asie du Sud**, **Amérique Latine** et **Afrique**, sont largement véhiculées et les lecteurs sont encouragés à y participer. Un exemple parmi d'autres : diffusion le 8 août sur la page Afrique anglophone de la campagne du Bureau UNESCO de **Abuja** contre la diffusion de fausses informations *Don't Share it, if You Can't Swear it*.

Le Bureau UNESCO de **Dehli** s'est associé avec la South Asia Foundation pour réaliser une vidéo contre la violence faite aux femmes qui a été diffusée et partagée sur les pages des groupes Facebook **Asie** du **Sud-Est** et **Asie Pacifique**.

Ces initiatives, séminaires, conférences, concours, questionnaires sont très appréciés et participent au rayonnement international de l'UNESCO au plus près des populations.

La Commission Nationale de Côte d'Ivoire participe également au groupe Facebook de Côte d'Ivoire et partage ses événements avec les ONG locales.

Ce chapitre a souligné le rôle clé des technologies numériques dans la réponse à la pandémie COVID-19. En effet, de la diffusion d'informations viables à la sensibilisation aux gestes barrières, elles s'avèrent essentielles pour atténuer les effets de la crise et s'adapter à ses réalités. Ces nouvelles technologies permettent la création de lieux virtuels d'échanges indispensables en ces temps de confinements et de doutes. Ainsi les échanges culturels novateurs, via les réseaux sociaux, témoignent d'un regain de créativité, et la mise à disposition sur des plateformes des sites culturels et des richesses du patrimoine mondial démontre une solidarité internationale inédite dans le domaine de la culture.

Le chapitre suivant offre un aperçu de la situation et de l'impact de la crise de la COVID-19 sur le secteur de la culture ainsi que des réponses déployées à travers le monde par les ONG partenaires de l'UNESCO.

61 Pour mémoire, on compte au total 8 groupes Facebook dont les régions se ventilent comme suit : Côte d'Ivoire, Asie du Sud-Est, Asie Pacifique, l'Europe, Madagascar, Afrique Anglophone, Amérique Latine, Liban.

République Démocratique du Congo © En Avant les Enfants/MMM

Chapitre 4

Culture

« L'UNESCO s'est engagée à mener un débat mondial sur la meilleure façon de soutenir les artistes et les institutions culturelles pendant la pandémie de COVID-19 et au-delà, afin de faire en sorte que tout un chacun puisse rester en contact avec le patrimoine et la culture qui les relient à son humanité. »

Audrey Azoulay, Directrice Générale de l'UNESCO

Tous les domaines d'action de l'UNESCO, et par implication des ONG partenaires, ont une dimension transversale ('cross-cutting'). Mais la culture tout particulièrement contribue à la réalisation des objectifs de tous les autres secteurs. Ce chapitre souligne la contribution transversale et systémique de la culture[62], qui s'est imposée face aux confinements généralisés et aux besoins des populations de s'exprimer et de communiquer malgré le contexte de crise. La circulation de la pandémie qui se poursuit dans le monde affecte tous les domaines culturels, remettant en cause le rôle moteur de la culture pour les retombées touristiques, économiques et sociales. Si cette crise réduit les moyens de subsistance précaires des artistes et des travailleurs culturels, elle a permis une prise de conscience du rôle essentiel de la culture, non seulement en tant que contributeur économique, mais en tant que force de rassemblement et d'engagement pour redonner confiance dans un monde qu'il faudra reconstruire. En ces temps de pandémie mondiale, si les ONG engagées dans ce projet alertent sur la mise en péril de nombreuses pratiques du patrimoine immatériel (rituels, rites sacrés et cérémonies), elles sont surtout le relai de la véritable dynamique culturelle positive qui ne cesse de se renforcer à partir d'initiatives créatives et de regains de créativité.

Dessin de OuLaï Paul-Yvan Yann, 16 ans, Côte d'Ivoire © OuLaï Paul-Yvan Yann

62 UNESCO. Indicateurs Culture|2030.

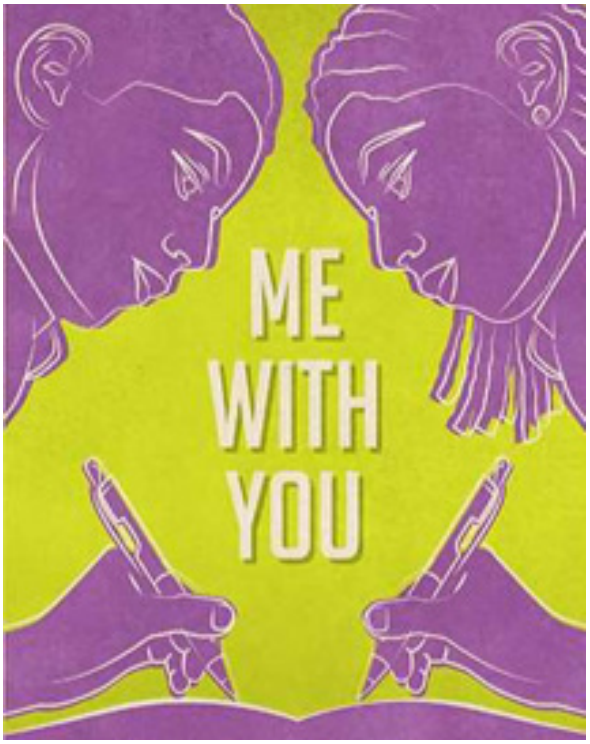
4. 1. La culture, véritable outil de résilience

En ces temps de confinement et de distanciation sociale, les ONG ont rapidement mesuré l'importance des arts et de la culture pour le bien-être psychologique et pour la santé de façon plus générale.

De nombreuses initiatives culturelles et créatives en témoignent. Au **Japon** par exemple, la branche de l'IFOR, Japan Fellowship of Reconciliation (JFOR) a conduit un projet dans lequel les enfants participants ont dessiné librement leur peur, leur frustration et leur espoir. Ces enfants ont pu, en filigrane, esquisser leurs inquiétudes, peur du manque et de l'insécurité. Car si les répercussions du confinement et du post-confinement touchent tous les individus, ses effets sur les enfants sont particulièrement préoccupants[63]. Il est primordial que les enfants et les jeunes s'expriment et que leur message soit pris en compte pour modeler le monde de demain. En ce sens, la culture est particulièrement appropriée : elle offre un libre champ d'expression et représente un espace de création, d'imaginaire, et renforce le sentiment d'appartenance à une communauté.

En juin 2020, l'Association Montessori Internationale a souligné l'initiative de l'association Fundza, en **Afrique du Sud** : le lancement du concours #Slam4urLife, en mai, avec le soutien département des Affaires culturelles et le département des Sports du gouvernement du Cap-Occidental, et en partenariat avec Community Chest et Assitej South Africa. Brusquement confrontés au bouleversement de leur quotidien et au stress qui s'en est suivi, les jeunes se sentent concernés par la crise, et la façon dont elle affecte leur vie, leurs espoirs et leurs rêves. De nombreux jeunes ont déjà utilisé les réseaux sociaux pour déployer leurs sentiments, écrivant de courts poèmes sur Twitter ou TikTok. Avec ce concours, hébergé sur des plateformes numériques, les jeunes de 13 à 35 ans vivant en Afrique du Sud sont invités à partager leurs poèmes, raps, chansons, TikToks, croquis, photographies, œuvres d'art ou «mèmes»[64]. Les œuvres ainsi montrées avaient pour consigne de traduire, de manière originale et créative, l'impact de la pandémie sur leur vie – soit sur l'aspect sanitaire en lui-même, soit sur les grands changements sociétaux provoqués. La participation à ce concours se faisait par l'intermédiaire de nombreuses plateformes numériques.
En avril dernier, Fundza a également organisé un concours d'écriture « After Lockdown » (« Après le confinement ») sur le portail WhatsApp de l'association. Dans ce cadre, les participants devaient imaginer la vie après le confinement, ou décrire ce qu'ils attendaient avec le plus d'impatience et ce qu'ils redoutaient le plus.

En parallèle, Fundza a créé en mai dernier un atelier d'écriture « Me with you » (« Moi avec Toi »), en tandem au Cap et à Durban, et un projet de mentorat. Ces deux initiatives se sont déroulées en ligne en raison de la pandémie.



Fundza © Association Montessori Internationale

Le 25 juin, le Rosaria Memorial Trust, membre de l'ONG Make Mothers Matter au **Zimbabwe**, a relayé l'initiative de My Age Zimbabwe permettant aux jeunes de bénéficier d'un espace libre à travers le théâtre, les films et la danse, pour pouvoir parler de leur santé physique et mentale, et prendre des décisions qui aient un impact positif sur leurs vies.

Les ONG ont également fait preuve de créativité pour mettre en œuvre des initiatives inédites de protection de la santé et de lutte contre la pandémie. Surtout, ces initiatives touchaient également les plus démunis, afin que personne ne soit laissé pour compte.

Au **Kenya**, ATD Quart Monde a créé un groupe Tapori à Kibera, le plus grand bidonville d'Afrique. Ce groupe s'emploie à diffuser des messages de prévention et de sensibilisation par des dessins, des chansons ou encore des jeux, étant la branche orientée vers les enfants d'ATD Quart Monde. Il s'agit d'un réseau mondial, dont l'objectif est de nouer des liens d'amitié entre des enfants de différents milieux socio-économiques. Les animateurs de Tapori, accompagnés d'enseignants, rendent visite aux enfants deux fois

63 Pour plus d'informations sur l'impact de la COVID-19 sur la jeunesse, se référer au Chapitre 1: Sciences Humaines et Sociales, 1.4. Jeunes.

64 Selon le Larousse, un «mème» est un concept (texte, image, vidéo) massivement repris, décliné et détourné sur Internet de manière souvent parodique.

par semaine à leur domicile pour identifier les enfants les plus isolés et les plus vulnérables ainsi que leurs familles. Les activités consistent en la lecture de mini-livres, le dessin d'images porteuses de messages d'espoir et d'amour, la sensibilisation des enfants à la nécessité de limiter la propagation de COVID-19 dans la communauté et l'information de toutes les mesures préventives prises par le gouvernement[65].

La musique s'est avérée vecteur essentiel pour transmettre des messages – notamment aux jeunes – pour protéger et redonner de l'espoir. Ainsi, en **République Démocratique du Congo**, l'ONG En Avant Les Enfants, membre de l'ONG MMM, dispense des cours de musique, danse et théâtre, tout en diffusant des messages de prévention et soulignant les gestes barrières; pour ce faire, elle utilise les compétences des artistes, grâce au foyer Culturel de Goma. Par exemple, Lwanzo Muyisa, formateur de percussion, a réalisé une vidéo filmant des chants sur la sensibilisation aux gestes barrières en langue locale[66].

En mai dernier, la musique et la lutte anti-COVID ont été au cœur de la célébration de la Journée de l'Afrique, co-organisée par l'UNESCO, l'Union africaine de radiodiffusion et l'association Most Beautiful Dream Academy for Youth.

Pour la diaspora africaine, le réseau WAN, pour Worldwide Afro Network (réseau africain mondial) est une initiative qui vise à mobiliser la société civile africaine en **Afrique** et partout dans le monde pour enrayer les conséquences, qu'elles soient sanitaires ou sociales, de la pandémie de coronavirus. Le slogan du WAN Show était «Together as One, together is WAN » : «Ensemble nous sommes un, ensemble nous sommes WAN».

Les ONG se sont faites les relais des initiatives organisations internationales afin qu'elles bénéficient au plus grand nombre. Parmi elles, on peut citer la chanson de la campagne #DontGoViral de l'UNESCO interprétée par une vingtaine d'artistes africains sur le thème du COVID-19, ainsi qu'un remix de la playlist #DontGoViral par le disc-jockey afro-américain DJ Flex. Le concert a été transmis gratuitement sur les chaînes nationales africaines et certaines chaînes privées, grâce au soutien technique de l'Union Africaine de radiodiffusion.

République Démocratique du Congo © En Avant Les Enfants/MMM

65 Cet exemple illustre la contribution transversale et systémique de la culture. Elle contribue à l'ensemble des domaines de compétences de l'UNESCO ainsi qu'à tous les ODD, tels que la diminution de la pauvreté (1), la réduction des inégalités (10).

66 En Avant Les Enfants. Vidéo en langue locale.

Los Cuentos del Viento © UNESCO

En juin dernier, les ONG ont soutenu l'UNESCO et le Centre régional pour la promotion du livre en Amérique latine et dans les Caraïbes (Cerlalc) invitant toutes les familles d'Amérique Latine et des Caraïbes à se filmer racontant des histoires et à partager ensuite ces vidéos de 5 minutes maximum avec l'hashtag #LosCuentosDelViento sur Facebook et Instagram[67]. Extérioriser ses sentiments grâce à l'écriture permet de faire connaître et de réfléchir sur ses peurs, ses préoccupations et ses espoirs pour se répercuter positivement sur le bien-être des enfants comme des adultes.

Les histoires ainsi recueillies reflètent les expériences diverses de filles, de garçons, de jeunes et d'adultes pendant le confinement, portant leurs attentes et leurs rêves pour le monde. Les trois gagnants se sont servis de ressources ainsi que de matériaux narratifs originaux et créatifs.

La Osa Persona de Clara, par exemple, est un conte envoyé de Playa del Carmen, au **Mexique**. À travers des marionnettes en carton, cette histoire « révèle aussi la beauté de l'âme des enfants, et laisse les adultes réfléchir à la façon dont ils élèvent les leurs: en regardant par la fenêtre, ou en mettant la réalité hors de leur atteinte », selon les termes de Clara. Quant à Luciana, une élève de l'école Santa Rosa à Lima, au **Pérou**, elle nous raconte dans *Le jour où la terre a pleuré* comment Mère Nature secourt la terre pour l'aider à guérir, en utilisant des graphiques et sa propre voix qui narre dans un langage clair et plein d'optimisme. Enfin Norma, de Buenos Aires, en **Argentine**, a présenté *Mi vecindario* : l'histoire de son quartier qui s'était organisé, pendant le confinement, pour s'occuper mieux les uns des autres, se soutenir dans les difficultés du quotidien et améliorer la vie des habitants, le tout illustré et raconté en voix off.

67 UNESCO. Participa con tu familia en el concurso «Los Cuentos del Viento».

Dès le lancement du projet, les ONG partenaires ont relayé les actions de l'UNESCO dans le secteur culturel et s'y sont associées en multipliant des initiatives liées à la culture, convaincues de sa capacité à fédérer pour lutter contre la crise et pour renforcer les liens dans la société. Le lancement dès avril 2020 du bulletin hebdomadaire « Culture & COVID-19 : Impact et Réponse » a été diffusé sur les pages Facebook. Cette initiative a permis de prendre une juste conscience de l'ampleur des réponses à donner dans le domaine culturel aux niveaux local, national et régional[68].

Les musées et institutions culturelles du monde ont fermé leurs portes, mais la présence physique s'est renouvelée en présence virtuelle. De nombreux projets ont vu le jour pendant le confinement, soutenus par les États, faisant ainsi la preuve de leur capacité à se réinventer pour maintenir leurs activités culturelles par le biais des technologies numériques. Les États, comme les organisations internationales et non-gouvernementales étaient convaincus dès le début de la pandémie de l'importance de la culture comme source de créativité, d'échanges et de solidarité. Leur soutien a par conséquent atténué l'impact de la pandémie sur les activités culturelles.

À défaut de pouvoir accueillir leur public, de nombreux musées et sites du Patrimoine mondial ont transféré leurs activités en ligne. Citons parmi celles-ci la plateforme virtuelle de patrimoine vivant, créée par Google Arts & Culture en partenariat avec l'UNESCO, et relayée sur leurs pages Facebook. Elle propose des expositions virtuelles avec des milliers de photographies, de clichés de rues, de récits et témoignages écrits[69]. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la campagne mondiale #PartagerMonPatrimoine, lancée par l'UNESCO en avril dernier, qui vise à promouvoir l'accès à la culture et à l'éducation autour du patrimoine culturel.

En réponse à la pandémie, l'UNESCO a également organisé de nombreux débats, créant un terreau fertile pour l'élaboration de politiques et de mesures nécessaires pour surmonter la crise. L'UNESCO a lancé une campagne mondiale sur les réseaux sociaux, « ResiliArt »[70] et les discussions engendrées par-là visent à soutenir les artistes et garantir l'accès à la culture pour tous. Les ONG partenaires ont largement repris et diffusé ce mouvement sur leurs pages Facebook[71] pour permettre au plus grand nombre de rejoindre ces discussions et de se rassembler afin de les enrichir par leurs réflexions pertinentes.

Pendant la crise sanitaire, et particulièrement pendant le confinement généralisé, certaines ONG ont, en partenariat avec l'UNESCO, incité la société civile à renforcer la culture comme outil de résilience en publiant sur leurs pages Facebook quelques unes des initiatives locales et régionales des Bureaux hors siège.
De nombreux projets, notamment l'initiative #BeCreative du Bureau de l'UNESCO à Dhaka, au **Bangladesh**, ont été mis en valeur par les ONG. Lancée en avril dernier, cette campagne numérique partage des conseils et des vidéos réalisées par des artistes et des professionnels de la culture. Elle est source d'inspiration, invitant les spectateurs à choisir ce qu'ils y aimaient, à l'imiter et à être créatifs, tout en restant chez soi en ces période critique de confinement. Puis, une deuxième phase de la campagne a permis aux populations qui s'y étaient prêtées de montrer leurs propres performances eN publiant les vidéos les plus pertinentes[72].

Pendant la crise de la COVID-19, les ONG se sont employées à mettre en œuvre de nombreux projets culturels pour contrer la pandémie, qu'il s'agisse d'initiatives collaboratives enrichies par les contributions du public ou de réalisations d'artistes professionnels de la culture qui se sont multipliées à travers le monde. Les quelques exemples ci-dessous nous prouvent bien que la créativité ne connaît pas d'interruption en temps de crise, et s'épanouit bien au contraire.

De nombreux étudiants, dont certains isolés et coupés de leur pays d'origine, ont raconté leur quotidien et leur parcours de façon très matérielle, mais aussi leurs sentiments, leurs inquiétudes et leur engagement face à cette crise. Grâce à leur bouillonnement d'idées, soutenus par une aspiration à transformer le monde en exigeant plus de solidarité, ils ont puisé dans leur imagination et dans l'art pour nous interpeller et envisager le futur avec confiance.

Ainsi, un grand nombre des étudiants de la South Asia Foundation à l'UNESCO Madanjeet Singh Institute for South Asian Arts (UMISAA) ont publié leurs œuvres sur la page Facebook du groupe **Asie du Sud-Est**. De tous horizons, de tous pays, leur désir de faire connaître la façon dont ils vivaient et ce qu'ils ressentaient profondément éclaire ces publications en les plaçant sous un angle artistique. Ils ont su interpeller, ils ont su encourager la réflexion au cours de cette période de confinement, souvent synonyme d'isolement et de découragement. Quelques exemples :

Au **Bhoutan**, Yeshi Chodan, un étudiant de la South Asia Foundation à l'UNESCO Madanjeet Singh Institute for South Asian Arts (UMISAA), BNU - School of Visual Arts & Design publiait en juillet dernier ses créations, s'inspirant de peintures mondialement connues pour partager sa propre vision des différences.

68 UNESCO. Culture & COVID-19: Impact et réponse.

69 UNESCO. Le patrimoine et la créativité - Perturbation et réponse.

70 UNESCO. RESILIART : Les artistes et la créativité au-delà de la crise.

71 Pour mémoire, on compte au total 8 groupes Facebook dont les régions s'organisent comme suit : Côte d'Ivoire, Asie du Sud, Asie Pacifique, l'Europe, Madagascar, Afrique Anglophone, Amérique Latine, Liban.

72 UNESCO. Video Campaign to Cope with COVID-19 in Bangladesh: #BeCreative to Promote Art

A la même période, Shahida Shaygan réalisait, en **Afghanistan**, un autoportrait contemporain dans lequel elle représentait le scénario actuel de la COVID-19 et les précautions à prendre pour s'en prémunir, cherchant à préserver le temps et les précieux instants présents.

Au **Sri Lanka** en juin dernier, Hema Shironi, une étudiante UMISAA, BNU, a posté des photos d'œuvres abordant des questions sociales et politiques liées à la façon dont étaient vécus les thèmes suivants : «domesticité, corps, mémoire, histoire, post-colonialisme, urbanité et identité». Elle exprime dans son art son expérience personnelle de l'immigration, du déplacement, de l'identité nationale, de la culture et de la différence en utilisant de multiples supports (motifs de tissu, papiers imprimés et filets d'acier).

Certaines ONG s'inquiètent de la préservation des valeurs culturelles, sources de résilience face à la pandémie. Ainsi, à **Madagascar**, l'ONG Otitsara, membre de l'ONG MMM, soulignait en juin que les mesures de distanciation imposées nuisent au « Fihavanana », cette valeur culturelle se traduisant par des relations de bienveillance mutuelle. Le « Fihavanana » se manifeste dans un esprit de solidarité et de partage qui se concrétise à travers le soutien et l'entraide, les visites réciproques, aussi bien dans les grandes liesses que dans les moments difficiles. Il paraît irréalisable de concilier le confinement avec certaines valeurs, certains actes qui soudent une communauté. Les décisions concernant la planification, la conception et la mise en œuvre des programmes, ainsi que l'élaboration de mesures préventives contre la COVID-19 doivent être menées après un dialogue plus clair entre la société civile et les dirigeants. Ce dialogue est plus que jamais nécessaire.

Au **Liban**, les réactions des populations face aux explosions survenues le 4 août dernier à Beyrouth traduisent bien le rôle de la culture comme outil de résilience. En relation constante avec leurs branches libanaises pendant la pandémie, les ONG ont immédiatement été alertées par la société civile locale, déjà profondément secouée par la crise économique et sanitaire. Le CCIC et Make Mothers Matter ont relayé les préoccupations de leurs ONG affiliées, Alpha (CCIC) et MMM Liban. Leurs initiatives spontanées de solidarité auprès des familles les plus touchées par l'explosion, en répertoriant immédiatement leurs besoins vitaux et en mobilisant les jeunes venus d'autres provinces, continuent de forcer l'admiration. Mais l'impossibilité d'agir devant la destruction du patrimoine national et des sites historiques d'une valeur universelle exceptionnelle plonge les populations libanaises dans un profond désarroi. Ceci démontre l'importance vitale de la culture, véritable source d'espoir, de fierté et de résilience pour des populations meurtries mais solidaires.

Œuvre d'une étudiante UMISAA © Hema Shironi

En réponse, les ONG ont relayé sur la page Facebook du Bureau Liban l'initiative lancée par l'UNESCO #LiBeirut (« pour Beyrouth ») afin de mobiliser le soutien international, d'aider à la reconstruction culturelle de la ville, dont le patrimoine avait été endommagé, ainsi qu'à la reprise de l'enseignement. En septembre 2020, l'UNESCO organisait trois débats virtuels ResiliArt dans le cadre de son action #LiBeirut. Le premier débat concernait la défense de la diversité culturelle par la créativité et a réuni d'éminents artistes, au Liban et faisant partie de la diaspora libanaise. Ces événements ont permis d'aborder la situation actuelle à Beyrouth et d'échanger des idées afin de créer un consensus vers un changement profond et durable.

Le 06 juin 2020, la nouvelle de l'incendie dévastant l'une des maisons sacrées, à l'intérieur des tombes des rois Buganda à Kasubi, en **Ouganda**, a été partagée sur la page Facebook du groupe Afrique anglophone en reprenant le post du Bureau régional de l'UNESCO pour l'Afrique de l'Est. Il est frappant de constater que les populations se soucient de leur patrimoine autant que de leur santé ; car la culture est liée à la vie et à l'espoir d'un avenir meilleur.
Il apparait crucial de renforcer les initiatives culturelles, à la fois pour préserver la culture et son patrimoine mais aussi pour consolider le tissu social, fondamental dans cette crise pandémique.

4. 2. La culture au service de la défense des droits humains

Colorie tes droits © OMEP

Outre la sensibilisation pour mieux prévenir la propagation du virus, la culture permet également une veille et un militantisme renforcés sur la question du respect des droits de l'homme dans cette crise mondiale qui nécessite des mesures fortes et inédites de la part des gouvernements pour limiter la pandémie.

A **Chypre**, l'OMEP a mis en œuvre un projet mondial « Colorie tes droits » afin de lutter contre la discrimination raciale et ainsi contre l'oppression. Le racisme entrave l'idéal d'inclusion et de paix dans le monde, affectant la perception de soi et des autres, les contextes de développement et le bien-être physique des enfants, même lorsque celui-ci n'est qu'observé ou perçu et non vécu. Grâce à une expression artistique encouragée dès le plus jeune âge, la capacité à identifier cette discrimination développe une identité ethnique positive, qui permet de connaître mieux ses droits. Parce qu'elle stimule la créativité de l'enfant, si nécessaire en temps de crise, la culture est un apport primordial à l'éducation à la paix et au développement de l'enfant.

La South Asia Foundation a relayé en août dernier l'initiative du Musée de la mémoire et des droits de l'homme de Santiago au **Chili** qui célébrait son dixième anniversaire. Véritable référence pour l'Amérique latine, ce musée constitue un lieu de mémoire et un hommage aux victimes des régimes autoritaires qui violent les droits fondamentaux et la dignité humaine. Le directeur du musée, Francisco Javier Estévez, prix Unesco-Madanjeet Singh 2014, a remarqué que les visiteurs du musée, majoritairement des jeunes, se posaient souvent des questions sur l'engagement démocratique[73]. Convaincu du rôle déterminant de la culture dans la lutte pour la démocratie et le respect de la dignité humaine, il a engagé des mesures dès le début de la crise pour maintenir l'accès aux contenus du Musée – en numérisant les œuvres et en digitalisant sa programmation. Diverses émissions en direct et en différé ont été réalisées pendant la pandémie, les angles d'approche allant de la dimension artistico-culturelle à la dimension sociale et politique de la mémoire et des droits de l'homme.

73 L'exposition permanente du musée de la mémoire et des droits de l'homme rend compte des violations des droits de l'homme commises sous la dictature de Pinochet après le coup d'État militaire de 1973 contre le gouvernement du président Allende.

4. 3. Renforcement du dialogue interculturel

Respect des cultures autochtones

La pandémie de la COVID-19 a souligné la nécessité de préservation et de promotion des cultures autochtones pour un avenir plus durable, plus juste et plus égalitaire. A l'instar de l'UNESCO, qui place les besoins des peuples autochtones parmi ses domaines d'action prioritaires, les ONG partenaires se mobilisent pour soutenir ces derniers face aux multiples difficultés auxquelles ils sont confrontés en ces temps de crise.

En **Colombie**, dans la région de La Guajira, l'association Edo Group, membre de Make Mothers Matter, alerte sur la mortalité, notamment liée à la malnutrition, et sur le respect des traditions des peuples Wayuus. Alors que 90% des peuples Wayuus vivent de l'économie informelle, le confinement lié à la pandémie prive ces peuples de revenus, donc de moyens de subsistance.

Mères Wayuu © Edo Group/MMM

Les bénévoles de Edo Group, dont la mission est de s'occuper des familles, ont tissé des liens de confiance avec ce peuple autochtone et à ce titre,comprennent précisément les besoins et problématiques auxquels il est confronté. Comme le déclare la politique de l'UNESCO sur l'engagement auprès des peuples autochtones : «les peuples autochtones ont le droit d'être autonomes et de s'administrer eux-mêmes pour tout ce qui touche à leurs affaires intérieures et locales»[74]. Les questions relevant notamment du développement de leurs cultures et identités doivent être respecté. Or, l'association signale que les rites funéraires ancestraux des Wayuus ne sont pas pris en compte par le gouvernement : leurs morts leur sont enlevés, les privant ainsi d'un enterrement sur leur terre sacrée. En conséquence, le gouvernement n'a pas trace de beaucoup d'enfants, qui sont dissimulés afin d'empêcher l'État de les normer.

C'est pourquoi il est urgent d'assurer la participation des peuples autochtones dans les prises de décision relatives à l'élaboration de mesures préventives contre la COVID-19 afin de garantir la prise en compte de leurs traditions ancestrales.

Au **Canada**, l'ONG Wakiponi, ONG partenaire de l'UNESCO, s'efforce de promouvoir le patrimoine que représentent les compétences et les savoir-faire des peuples autochtones et de sensibiliser sur leur rôle dans le maintien de l'environnement culturel mondial. Le Wapikoni mobile circule dans les communautés autochtones, au **Canada** et en **Amérique du Sud**, et offre aux jeunes des Premières Nations des ateliers permettant la maîtrise des outils numériques par la réalisation de courts métrages et d'œuvres musicales. À chacune de ses escales, des « cinéastes accompagnateurs » accueillent une trentaine de jeunes participants en formation à toutes les étapes de la réalisation. Cette initiative a des objectifs multiples :

- Combattre l'isolement et le suicide chez les jeunes des Premières Nations en développant des compétences artistiques, techniques, sociales et professionnelles ;
- Diffuser les films réalisés et sensibiliser différents publics face aux enjeux des Premières Nations en valorisant une culture riche et trop souvent méconnue ;
- Contribuer à la sauvegarde du patrimoine culturel des Premières Nations.

En mars dernier cependant, le Wapikoni mobile a dû interrompre temporairement l'activité de ses studios ambulants, afin de protéger les communautés autochtones. Aussi, l'ONG a lancé en juillet dernier un nouveau programme : le studio virtuel. Ce nouveau service à distance vise à offrir un accompagnement personnalisé à distance pour différents projets soumis individuellement ou collectivement. Tous les formats ont été considérés, du court-métrage au reportage, du projet photo à l'écriture, en passant par la capsule humoristique et même le podcast. Le Wapikoni jumelle chaque projet à une équipe pensée sur mesure pour le soutenir et accompagner sa réalisation. Le but de cette nouvelle initiative est d'offrir gratuitement les ressources professionnelles du Wapikoni, en les rendant accessibles même à distance. Une équipe de cinéastes professionnels et d'intervenants coordonnant le tout accompagne chacun des projets sélectionnés. En fonction de la nature des projets, les équipes sont taillées afin de s'assurer que les créateurs et créatrices obtiennent le soutien le plus efficace possible.

74 Op. cit. Politique de l'UNESCO sur l'engagement auprès des peuples autochtones.

Au Wapikoni, la souveraineté narrative est une valeur centrale, leur mission vise à seconder et faciliter la création, faire connaître les œuvres et les talents et de continuer à offrir des opportunités de croissance et de perfectionnement. En maintenant, malgré la pandémie, le plus grand nombre de voix et d'expressions autochtones dans le paysage culturel, Wapikoni contribue aux transformations sociales et sociétales nécessaires pour l'unité des Peuples, des Nations et des générations. Ce sont des enjeux essentiels pour l'après COVID-19.

A l'occasion de la journée internationale des femmes autochtones, le 5 septembre dernier, les ONG ont partagé l'initiative d'un collectif d'artistes du **Guatemala** qui s'est mobilisé pour retracer, à travers la musique, les histoires de lutter et d'identité des femmes autochtones. Incorporer des contenus autochtones dans les médias publics et commerciaux, tels que la plateforme Spotify, contribue à faire entendre les voix des femmes autochtones dans les processus créatifs. En permettant ainsi l'accès à des contenus variés, provenant de savoirs ancestraux, dans différentes langues, ce collectif d'artistes stimule de manière innovante les secteurs de la culture et de la création.

Toujours à l'occasion de la Journée internationale des femmes autochtones, de jeunes péruviens ont déclamé du rap pour dénoncer la violence sexuelle. Ces jeunes élèves de l'établissement Kusi Kawsay de la Vallée Sacrée des Incas, à Pisac, dans la région de Cusco au **Pérou**, ont réalisé un clip de rap avec le label quechua #WarmallanAmaraqMamaqa, « Des filles, pas des mères ». Les jeunes chantent du rap en espagnol et en quechua, avec des paroles mentionnant 700 plaintes de jeunes filles pour viol pendant la période de confinement. Ils exigent la protection de leurs droits et l'accès des jeunes filles victimes de viol aux kits d'urgence et à l'avortement thérapeutique sans discrimination.

Cette initiative fait écho aux éléments déjà abordés dans ce rapport, notamment dans le Chapitre 1 Sciences Humaines et Sociales sur la violence accrue pendant le confinement et la prise d'initiatives de jeunes engagés.

Katatjatuuk et Kangirsumi © Wapikoni

4. 4. L’inclusion des peuples autochtones dans la riposte COVID-19

© Wapikoni

S’agissant des peuples autochtones, les remontées de terrain soulignent leurs apports dans la lutte contre la COVID-19 et révèlent qu’ils ont su adapter leurs connaissances et pratiques traditionnelles à la situation de la pandémie. Ils établissent depuis toujours un lien étroit entre la santé du territoire et la santé des individus ; en Amérique de sud, la maladie est liée à une rupture des équilibres entre nature et culture. Au **Chili**, par exemple, les mapuches dénoncent l’exploitation grandissante des espaces sacrés comme la mer, les terres de leurs ancêtres, les lacs et les rivières, soulignant qu’ils ont une incidence directe sur leur santé.

Acteurs de changement, les peuples autochtones se protègent du virus en adaptant leurs propres instances représentatives. Les ONG ont constaté que les autorités traditionnelles ont mis rapidement en place des structures de surveillance pour faire respecter des mesures de protection au sein des communautés et ont renforcé la solidarité.

Les peuples autochtones nous montrent la voix du changement. Avec la pandémie, ils se retournent de plus en plus vers leur médecine traditionnelle et l’intègrent davantage dans l’éducation des plus jeunes. Leurs savoirs, notamment leurs connaissances des plantes, sont reconnus par les pays industrialisés qui s’en inspirent pour leur fabrication pharmaceutique. Ils démontrent actuellement leur capacité à faire évoluer leurs structures sociales, leur éducation et leur mode de vie, proche de la nature, en fonction des circonstances. Les peuples autochtones nous offrent une alternative au monde actuel et sont un exemple à suivre la construction d’un monde nouveau, respectueux de la nature où les autorités gouvernantes seraient capables d’adapter les technologies, l’éducation, les structures sociales, politiques et économiques aux nouvelles réalités tout en ne laissant personne de côté.

Chapitre 5

Sciences Naturelles

Bateau Friendship © Yann Arthus-Bertrand

« Si nous suivons la science et faisons preuve d'unité et de solidarité, nous pouvons surmonter la pandémie. »

Antonio Guterres
Sommet Mondial de l'OMS à Berlin, le 26 octobre 2020

La Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) estime que les mammifères et les oiseaux véhiculeraient à ce jour 1,7 million de virus « non découverts », dont 827 000 seraient susceptibles d'infecter les êtres humains[75].

L'actuelle pandémie de la COVID-19, à l'instar de toutes les précédentes, trouve son origine dans des agents pathogènes transportés par des animaux. Toutes ont le dénominateur commun d'être apparues à la suite d'activités humaines. Véritable mise en garde contre une « ère de pandémies » à venir, il est urgent de revoir l'approche actuelle en inversant réaction par prévention. Aujourd'hui, les experts estiment que la prévention de pandémies est 100 fois inférieure au coût économique des crises pandémiques[76]. Pour prévenir l'émergence de nouvelles pandémies, et l'impact économique afférent, un changement de nos modes de vie en profondeur est nécessaire. Diminuer les activités humaines – la surutilisation des terres, l'agriculture intensive et expansive, le commerce d'espèces sauvages et leur consommation – permettrait de diminuer les risques aujourd'hui élevés de pandémies bien plus graves que celle de la COVID-19. Et, diminuer les activités humaines qui perturbent les écosystèmes, c'est aussi œuvrer à protection de la biodiversité et la lutte contre le changement climatique.

« Les trajectoires actuelles ne permettent pas d'atteindre les objectifs de conservation et d'exploitation durable de la nature et de parvenir à la durabilité, et les objectifs pour 2030 et au-delà ne peuvent être réalisés que par des changements en profondeur sur les plans économique, social, politique et technologique »[77].

La pandémie de la COVID-19, à laquelle nous continuons toujours de faire face, nous offre l'opportunité d'instaurer un changement systémique profond, en reconsidérant notre approche scientifique, notre mode de consommation non durable et notre lien avec la nature. Les ONG partenaires s'emploient à réaliser cette transformation, s'inscrivant ainsi dans la riposte COVID-19 préconisée par l'UNESCO. Les trois principaux piliers que sous-tend cet engagement sont 1) une coopération scientifique internationale renforcée ; 2) un accès à l'eau pour tous et 3) la reconstruction écologique.

75 IPBES. Échapper à l'« ère des pandémies» : Les experts mettent en garde contre de pires crises à venir.
76 Ibib.
77 Ibid.

5.1. Coopération scientifique internationale renforcée

Depuis sa création, et selon sa mission mandatée concernant la coopération scientifique, l'UNESCO a été la première des agences des Nations Unies à appréhender la science comme un droit humain. Bien commun de et pour la société, elle revêt une valeur considérable.

Face à la crise de la COVID-19 et à ses incertitudes, la société civile s'est naturellement tournée vers la communauté scientifique en tant qu'acteur principal de la riposte au virus. Au XXIème siècle, chacun attend de tout problème une solution rapide. Aussi, l'absence d'une réponse immédiate, efficace et consensuelle de la part des scientifiques sur l'origine, la connaissance et les traitements d'un virus potentiellement mortel se révèle difficile à accepter. De nombreux Conseils scientifiques nationaux ont vu le jour ; beaucoup se sont échinés à trouver une juste place dans la riposte COVID-19. Dans ce contexte, la défiance des populations devant les multiples avis scientifiques, parfois contraires, et le manque d'accès aux informations fiables n'a de cesse de croître.

Parallèlement, les populations ont montré un véritable intérêt vis à vis des analyses et des approches scientifiques qui ont afflué sur les réseaux sociaux et les médias. Jamais la science ne s'était autant invitée dans les foyers de tous les pays, elle est devenue plus accessible et ouvre la voie vers un processus plus participatif à plusieurs niveaux.

Le 27 octobre dernier, l'UNESCO, l'OMS et la Haute Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme appelaient de concert à promouvoir la « science ouverte ». La science ouverte est un mouvement scientifique novateur qui vise à rendre la science plus transparente, plus accessible, plus participative et en définitive plus efficace. En érigeant l'ouverture de la science vers les sociétés, elle participe au renforcement des processus démocratiques par lesquels l'ensemble des parties prenantes peut participer activement et équitablement. Interpréter la science selon une approche fondée sur les droits humains contribue à la construction d'un monde plus juste, inclusif et durable.

Composantes de la science ouverte

Composantes de la science ouverte, théorisée par l'UNESCO © UNESCO

« Nous invitons tous les États membres, les décideurs politiques, les représentants de la société civile, les réseaux de jeunes et la communauté scientifique à défendre les idéaux de la science ouverte, à tous les stades du processus scientifique, en vue de l'adoption de la recommandation internationale sur la science ouverte. »

Appel de l'UNESCO, l'OMS et la Haute Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme en faveur de la science ouverte

Garantir l'accès aux informations et connaissances scientifiques n'a jamais été aussi pertinent et nécessaire. La pandémie a renforcé le besoin urgent de pouvoir « participer au progrès scientifique et aux bienfaits qui en résultent »[78]. La science a par ailleurs toujours eu vocation à être partagée, en particulier dans le domaine médical avec les tests et les vaccins.

La Fédération Mondiale des Travailleurs Scientifiques (FMTS), ONG partenaire de l'UNESCO, œuvre à ce titre, en incitant le dialogue international entre toutes les parties prenantes pour promouvoir la science ouverte et renforcer la coopération internationale. La FMTS s'est mobilisée pour relayer les actions mondiales visant à permettre un accès accru aux avantages de la science dans le cadre de la pandémie, parmi lesquelles on cite principalement :

- La Coalition internationale des consortiums de bibliothèques (ICOLC) : L'International Coalition of Library Consortia en anglais est un groupe informel qui comprend actuellement environ 200 consortiums de bibliothèques du monde entier. Depuis sa création en 1996, ICOLC démultiplie les initiatives pour soutenir la communauté scientifique en « favorisant une culture de la collaboration et de la solidarité, plutôt que de la compétition, ainsi qu'en partageant les résultats de la recherche et les connaissances chaque fois que possible afin de rendre la science largement accessible à tous.»[79] Dans sa déclaration sur l'impact de la COVID-19, ICOLC a appelé en mars dernier les éditeurs à mettre en place de nombreuses mesures dont l'accessibilité immédiate de « tout contenu et ensemble de données pertinents sur le coronavirus, les vaccins, les médicaments antiviraux, etc. en Open Access, afin de faciliter et d'accélérer la recherche, d'orienter la réponse de la communauté en matière de santé publique et d'accélérer la mise au point de traitements.[80]» Cet ensemble de recommandations traitant de l'impact de la pandémie sur les services et les ressources des bibliothèques a constitué une véritable étape vers la science ouverte. Soutenir la science ouverte, au-delà d'assurer un accès ouvert aux données scientifiques et technologiques, permet d'augmenter l'efficience de la coopération scientifique internationale, de manière coordonnée, plutôt qu'une compétition scientifique économique et diplomatique (*e.g.* course aux vaccins).

- « Les Masques Bleus » : Première plateforme numérique participative citoyenne "Tech for good" au profit du développement de l'**Afrique**. Cette action citoyenne a été initiée par divers acteurs de la société civile d'Afrique. Cadres, ingénieurs, professionnels de la santé, étudiants, chercheurs et autres membres de la société civile, ont décidé de combiner leurs connaissances issues des traditions (comme les "palabres"- coutume africaine de rencontre, et de débats et de maintien de lien social) avec l'innovation technologique pour stimuler l'intelligence collective. Les premières participations de citoyens ou d'organisations à cette plateforme Innovante, coopérative et citoyenne, permettent déjà de disposer de conseils médicaux, de jeux et d'activités d'éveil pour les enfants, de cours et exercices éducatifs pour les jeunes. Les «masques bleus» sont des actions concrètes, multiformes et adaptées aux urgences et aux contextes africains, susceptibles d'être répliquées sur l'ensemble du continent. La fabrication d'un prototype de respirateur artificiel par des jeunes ingénieurs camerounais et togolais ou la reconversion de camions citernes distributeurs d'eau potable en outils de nettoyage et de désinfection des rues Gabonaises sont autant d'actions réplicables sur l'ensemble du continent. Relayés à travers la rubrique « YES, WE CAN » de la plateforme, ces projets sont envoyés à tous les membres, de manière à atteindre le plus grand nombre.Enfin, la configuration « user friendly » de la plateforme permet à chacun de soumettre une proposition écrite ou vidéo dans les domaines pertinents (santé, culture ou civisme) ou simplement poser une question. Ces contributions et questions donnent lieu à de grandes discussions citoyennes numériques, accessibles à tous les membres. L'ensemble des conclusions, issues d'un processus consultatif large et inclusif, sera par la suite exposé auprès des acteurs du développement de l'Afrique d'aujourd'hui et de demain. C'est en fédérant les savoir-faire, les expériences et les expertises des citoyens et des professionnels, que se construira l'Afrique de demain.

78 Organisation des Nations Unies (1948). Déclaration universelle des droits de l'homme.

79 Selon les principes pour la science ouverte de l'UNESCO.

80 ICOLC. Déclaration concernant la pandémie de COVID-19 et son impact sur les ressources et services fournis par les bibliothèques.

© Masques Bleus

La Fédération Mondiale des Travailleurs Scientifiques (FMTS) répond ainsi à la fois à l'appel de l'UNESCO de mars dernier, qui mobilisait plus de 122 pays autour de la science ouverte[81], tout en contribuant à la réalisation de l'*effet 4* de l'*Objectif stratégique 2*, i.e. «faire avancer la coopération internationale dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation» et l'*effet 8* de l'*Objectif stratégique 4*, i.e. «favoriser le partage de connaissances et le développement des compétences à l'ère du numérique.»[82]

En vue de favoriser une science plus accessible dès le plus jeune âge, l'OMEP a mené une campagne mondiale, en mai 2020, pour réaffirmer le rôle de la science dans la compréhension du monde qui nous entoure en temps de crise pandémique. Cette campagne s'est basée sur deux vidéos, visibles sur le site de l'ONG. Elles répondent aux deux problématiques suivantes : a) Enseigner les sciences avec la COVID-19 et b) Comment faire pour enseigner les sciences à la maison et quelles leçons en tirer pour l'après-COVID ?

D'autres initiatives spontanées ont également été accomplies. A titre d'exemple, South Asia Foundation India finance des professeurs et des chercheurs de l'Asie du Sud dans son institut « UMSGET, UNESCO Madanjeet Singh School of Green Energy Technology », à l'Université de Pondicherry en **Inde**. En août 2020, une conférence virtuelle a eu lieu entre chercheurs indiens, sri lankais, bangladais et népalais afin de mutualiser des recherches scientifiques interdisciplinaires de la région.

La science ouverte est d'autant plus importante dans un contexte pandémique où règne défiance, scepticisme et adynamie à l'égard des institutions gouvernementales et scientifiques. Le hiatus entre les recommandations successives des pouvoirs publics, les mesures proposées, le suivi des cas infectés et la réalité a engendré une véritable crise de confiance. Les populations se trouvent déboussolées devant une science surmédiatisée, parfois sous influence politique et économique. La remise en cause de l'OMS par l'ex-président Donald Trump, suivie de sa décision de retirer les **Etats-Unis** au beau milieu de la pandémie, a décrédibilisé les préconisations de l'agence onusienne, pourtant vitales à la survie des populations à travers le monde. L'OMS est en charge de la santé pour tous, particulièrement pour les plus démunis. Son action pour éradiquer les maladies infectieuses grâce à la vaccination est cruciale.
Dans le cadre de la lutte anti-COVID, l'absence de campagnes de vaccination, doublée de la méfiance des populations quant à l'efficacité des vaccins, auront pour conséquence sur une résurgence d'autres maladies, auparavant maitrisées.

Dans ce contexte, la science ouverte apparait comme un moyen efficace pour répondre à la crise de confiance : une concertation internationale des chercheurs, une approche participative, une accessibilité aux expertises médicales et une meilleure compréhension des résultats scientifiques diffusés doivent s'imposer comme des priorités.

Comme détaillé ci-avant dans le Chapitre Communication et Information, la diffusion, compréhension des gestes barrières anti-COVID ont été les premières priorités des ONG. Mais comment appliquer les gestes barrières lorsque l'on n'a ni eau, ni savon?

81 Dans le contexte du COVID 19, l'UNESCO mobilise 122 pays pour une science ouverte et une coopération renforcée.

82 Op. cit. UNESCO. 210EX/22_ Propositions préliminaires de la Directrice Générale concernantle (41 C/4).

5. 2. Accès à l'eau pour tous

Selon les estimations actuelles de l'Organisation des Nations Unies, la croissance démographique mondiale de ces dernières années a conduit la planète à une crise globale de l'eau[83]. Aujourd'hui, une personne sur trois – soit l'équivalent de 2,2 milliards d'individus – n'a pas accès à l'eau potable et plus de la moitié de la population mondiale n'a pas accès à des installations sanitaires gérées de manière sûre[84].
Si l'accès à l'eau, l'assainissement adéquat, les bonnes pratiques d'hygiène constituent des priorités importantes de l'Agenda à l'horizon 2030, elles sont devenues indispensables et d'une extrême urgence avec l'émergence du virus COVID-19. Se laver les mains est le premier geste barrière à effectuer afin de prévenir la propagation et les infections du coronavirus. Or, des milliards de personnes, souvent dans les pays déjà confrontés à la famine, ne peuvent toujours pas bénéficier d'une eau potable et salubre.

Dans ce contexte, et répondant à l'appel à l'action de l'UNESCO et des dirigeants mondiaux sur la COVID-19[85], les ONG partenaires ont intensifié leurs efforts pour répondre au défi des inégalités en matière d'accès à l'eau, d'assainissement et d'hygiène.

Une ivoirienne portant un sceau d'eau © Jean Bolly Kouassi

83 Nations Unies. Objectif de Développement Durable 6 : Eau propre et Assainissement.

84 Nations Unies. Eau, assainissement et hygiène.

85 Sanitation and water for all. Appel à l'action des dirigeants mondiaux contre la COVID-19.

ODD 6 © Nations Unies

En **République Démocratique du Congo**, ATD Quart Monde rapporte que le prix d'un seau d'eau a été multiplié par 5 depuis le début de la pandémie. Dans le monde, les femmes et les filles sont responsables de la collecte de l'eau dans 80% des ménages, sans accès à l'eau sur place[86]. Avec une inflation qui ne cesse de croitre, les femmes seules sans revenu ne parviennent plus à acheter un bidon d'eau ou du savon. Des jeunes volontaires ont entrepris des démarches auprès des autorités locales pour obtenir un accès gratuit à l'eau, conformément aux engagements du gouvernement de la **République Démocratique du Congo**.

Mamas for Africa, membre de l'ONG partenaire MMM, signale que la situation s'est beaucoup dégradée en **République démocratique du Congo** où les routes sont coupées à la suite d'inondations qui affectent l'approvisionnement en eau potable.Une cellule d'urgence d'aide aux femmes a été mise en place depuis avril afin de garantir l'accès à une eau salubre et potable.
Similairement, l'association En Avant Les Enfants, membre de l'ONG partenaire MMM en **République Démocratique du Congo**, a conçu, fabriqué et installé des éviers à pédales afin déviter le toucher, assurant un accès à l'eau en toute sécurité.

En **République Centrafricaine**, à Bangui, les équipes ATD Quart Monde ont mis en place des points d'eau mobiles afin que les populations puissent se laver les mains régulièrement.

Au **Pérou**, l'or bleu se raréfie à mesure que le pays avance dans la crise pandémique de la COVID-19. Les populations n'ont pas les moyens d'acheter de l'eau potable et salubre. Dans le quartier de la Vizcachera à Lima, les équipes d'ATD Quart Monde ont réalisé une collecte de fonds qui a permis de financer quatre citernes d'eau et le pompage nécessaire à l'acheminement de l'eau dans les zone les plus hautes du quartier.

En **Sierra Leone**, BPW Freetown est intervenue directement au niveau communautaire afin de garantir des installations élémentaires d'approvisionnement en eau et d'assainissement pour amélirorer l'hygiène. L'association a ainsi fait don de 8 stations de lavage et de savon liquide au maire de Freetown pour qu'ils soient mis à disposition des femmes, en particulier pour celles travaillant sur les marchés. L'événement a par ailleurs fait l'objet d'une ouverture médiatique, notamment par sa diffusion sur les principales stations de radio et de télévision, ainsi que dans la presse.

En **Malaisie**, BPW a également fourni de l'eau courante aux personnes vivant dans la rue. En Thailande, BPW a également distribué dans beaucoup de régions isolées une grande quantité de litres de gels hydro alcoolique.

Au **Bangladesh**, ADD International a installé des unités de lavage des mains pour les personnes en situation de handicap dans les communautés n'ayant pas accès à l'assainissement. 16 000 personnes handicapées ont reçu des kits sanitaires.

En **France**, ATD Quart monde rapporte que les autorités publiques ont fourni des citernes d'eau dans les campements de familles de Roms.

L'hygiène, liée à l'eau, est essentielle en temps de pandémie mondiale. Alors que l'accès à l'eau se raréfie pour une grande partie de la planète, les catastrophes naturelles liées au changement climatique s'intensifient et n'épargnent pas les populations.

86 Op.cit. Nations Unies. Objectif de Développement Durable 6.

Corner of hope, Kenya, 2020 © Association Internationale Montessori/EsF

5. 3. Reconstruction écologique

L'UNESCO positionne le changement climatique comme l'enjeu déterminant de notre temps : le défi du siècle[87]. Principal facteur de la perte et de la dégradation de la biodiversité, le réchauffement climatique a un effet en cascade sur les fonctionnements éco-systémiques et les moyens de subsistance de l'homme. Paradoxalement, ces mêmes écosystèmes, en continuant de s'adapter, atténuent le changement climatique. A ce titre, ils constituent une base de référence pour la reconstruction écologique.

L'injonction d'agir pour une reconstruction écologique se fait donc d'autant plus pressante que les effets destructeurs du changement climatique se manifestent de plus en plus souvent. En 2020, la planète a subi une grave série de catastrophes naturelles, le coronavirus s'inscrivant comme une crise dans une série de catastrophes.

Afrique, **Asie**, **Amérique**, tous les continents semblent être touchés. La vulnérabilité des populations, accablées de toute part, ne cesse de s'accentuer.
En mai 2020, « Amphan », cyclone le plus puissant du XXIe siècle dans le golfe du Bengale, avec des vents de 200 à 240 km/h, a dévasté plusieurs régions d'Inde et du **Bangladesh**. Des centaines de villages côtiers ont été inondés, des cultures ont été englouties, des arbres arrachés et des infrastructures sont détruites.
Le bilan du cyclone « Amphan » est catastrophique. Rien qu'au **Bangladesh**, plus de 220 000 maisons ont été endommagées et 176 000 hectares de cultures ont été détruits. 2,4 millions de personnes ont été évacuées vers des abris dans la ceinture côtière du Bangladesh où la distanciation sociale était impossible. Afin de limiter la propagation du COVID-19, Friendship, ONG membre de MMM, a installé des stations de lavage des mains à l'extérieur de ses abris et a équipé les intervenants de masques en tissu à trois couches, en plus des quelques 60 000 masques distribués précédemment au sein de cette communauté vulnérable.
L'ONG Friendship rapporte que le cyclone a gagné le rivage de Padmapukur, un groupe de villages côtiers du **Bangladesh**. Uttam Kumar, bénévole de cette ONG, a alors dirigé 30 jeunes volontaires pour relever le remblai entourant Padmapukur, construit pour empêcher l'eau de mer d'inonder l'île lors des marées hautes et des cyclones. S'il vient à se rompre, l'eau salée inondera la zone, détruira les enclos à poissons, contamine les étangs, embarquera les déchets des latrines et inondera les maisons. Malgré l'importance de ces digues, le responsable de l'action pour le climat de l'Amitié Kazi Amdadul Hoque a averti que la majorité d'entre elles sont inadaptées à la montée du niveau de la mer, la majorité ayant été construites dans les années 1960[88].

Pendant la tempête, des dizaines de kilomètres de digues se sont effondrées, dont celle de Padmapukur, qui a été percée en 6 endroits. Le lendemain matin, Uttam a exhorté les villageois à sortir pendant la marée basse pour réparer le remblai. « Chaque personne valide, hindous et musulmans – même si les musulmans jeûnent – a apporté ses pelles et ses paniers et s'est mis au travail ensemble », explique Uttam. «Nous avons réparé les six brèches ce jour-là. » Bien que le remblai soit temporairement rétabli, dit Uttam, « le mal est fait». «Tous nos étangs ont été contaminés par l'eau de mer toxique. Il faudra des années avant que nous puissions obtenir de l'eau douce dans ces étangs.» La communauté est maintenant préoccupée par la reconstruction de ses moyens de subsistance. « Le Conseil de développement de l'eau sous-traite l'entretien des digues à des entrepreneurs de tout le pays», dit Kazi Amdad. « Mais la population locale a une connaissance intime de la digue, et est aussi directement concernée par la durabilité des réparations. Les travaux doivent être effectués en temps voulu. Leur rôle dans son entretien devrait donc être institutionnalisé ». Or, dans l'état actuel des choses, les habitants ne sont équipés que pour effectuer des réparations temporaires et de fortune.
Selon Uttam, le ministre des ressources en eau, le commissaire adjoint, le président du sous-district et d'autres personnes sont venus voir la situation à Padmapukur, et ont promis la réalisation de projets pour sécuriser leur source d'eau et réparer les digues. Pour l'heure, la communauté se relève et survit par ses propres moyens.

© Friendship

87 Rapport de l'UNESCO. Changeons les esprits, pas le climat: l'UNESCO se mobilise face à la crise climatique.
88 Friendship. Guardians of the embankment.

Rivage de Padmapukur sous l'eau, Bangladesh © Friendship/MMM

Les inondations représentent 70% des décès liés à des catastrophes causées par des aléas naturels[89].

L'association **Bangladesh** Voice, par un message de Rasheda (CAMPE) membre GC CCONG[90], s'alarmait encore en août dernier des pluies diluviennes qui continuent d'affecter gravement les populations locales.

Les équipes locales ATD Quart Monde Afrique actives au **Burkina-Faso**, **Burundi**, **Cameroun**, **République Centrafricaine**, R**épublique Démocratique du Congo**, **Kenya**, **Sénégal**, **Tanzanie** et **Togo**, signalent que les communautés locales sont régulièrement confrontées à de nombreuses catastrophes naturelles. Par exemple, le 17 avril dernier, au Sud-Kivu dans la partie orientale de la **République Démocratique du Congo**, à la frontière avec le **Burundi**, des inondations meurtrières ont emporté personnes, maisons et infrastructures communautaires. 75 000 familles se sont retrouvées sans logement[91].Des enfants et des animateurs des équipes ATD Quart Monde ont également porté secours aux personnes qui sont restées longtemps aux prises avec les eaux et les déversements de boue. Un contexte difficile auquel vient s'ajouter d'autres épidémies telles que le choléra, le virus d'Ébola et la rougeole, principalement chez les enfants. La pandémie, dans ce contexte, est une source supplémentaire de difficultés.

En **République Centrafricaine** à Bangui, Cédric, un médiateur d'ATD Quart Monde, rend visite aux familles qui ont beaucoup souffert des inondations, dues à la crue du fleuve. Ces familles ont tout perdu, certaines se sont regroupées et vivent sous des bâches ou des tentes données par des ONG. Certaines, faute d'avoir pu bénéficier une tente, s'abritent sous des morceaux de plastique ou de carton. Des seaux d'eau et du savon ont été déposés pour l'ensemble des familles réfugiées.

Au **Népal**, BPW signale que les animaux ont subi les conséquences du confinement. Les chiens de rue et les oiseaux des temples ont été victimes du manque de nourriture due à l'assignation à résidence imposée par le gouvernement. Les chiens de rue se battaient régulièrement, affamés faute de pouvoir manger ce que les bouchers et commerçants avaient à leur donner. Les membres de BPW Banepa ont commencé à nourrir quotidiennement les chiens de rue locaux ainsi que les oiseaux qui entamaient leur période de reproduction, sans avoir accès aux offrandes de riz des fidèles des temples.

Les catastrophes naturelles qui ont touché les populations, doublées du coronavirus, provoquent de véritables bouleversements géopolitiques humanitaires avec de graves répercussions sociales et éthiques. La crise climatique ne met pas seulement en péril les fonctionnements écosystémiques : « elle ébranle certains droits fondamentaux, creuse des inégalités et crée de nouvelles injustices. »[92]

89 Op.cit. Nations Unies. Objectif de Développement Durable 6.

90 Bangladesh voice, message de Rasheda (CAMPE), membre GC CCONG.

91 Lettre de la Délégation générale ATD Quart Monde, 24 avril 2020.

92 Op. cit. Rapport de l'UNESCO. Changeons les esprits, pas le climat.

Au **Canada**, mais également dans beaucoup d'autres pays, les peuples autochtones sont particulièrement touchés par la crise du réchauffement climatique et par le manque d'accès à l'eau. Pourtant, les peuples des Premières Nations sont des partenaires indispensables dans la lutte contre la pandémie.

La promotion de la science ouverte doit permettre le partage de connaissances, mais également la promotion de l'inclusion des savoirs de personnes trop souvent occultés. L'implication et la valorisation de l'engagement et des connaissances des peuples autochtones – et plus largement des communautés locales – doivent orienter la riposte COVID-19, y compris la reconstruction écologique. Réinvestir les gouvernances traditionnelles et leurs savoirs en matière de protection de la biodiversité et de pharmacopée traditionnelle est primordial pour la sauvegarde de nos écosystèmes. Respecter les cultures et les modes de vie des peuples autochtones fait partie intégrante de la reconstruction écologique.

Par exemple, en **République Démocratique du Congo**, l'ONG En Avant Les Enfants, membre de l'ONG MMM, a intensifié la plantation et la production intensive de plants d'artémesia dans le but de les distribuer largement aux personnes âgées dont les défenses immunitaires sont affaiblies. Par ailleurs, à la suite de la mise à l'arrêt de l'économie informelle, l'association a décidé d'exploiter avec l'aide de femmes âgées d'importants potagers communautaires. Cette initiative permet non seulement de subvenir aux besoins vitaux des populations locales mais aussi d'atténuer l'exclusion sociale et de pas laisser les femmes âgées de côté.

Quant à l'ONG partenaire SAF, elle témoigne des conditions de vie des populations vivant dans l'espace territorial « El Aylla Rewe Budi », terre des Mapuche Lafkenche (peuple qui vit avec la mer). Cet espace est situé au **Chili** entre la rivière Traitraiko (Impériale) au nord et la rivière Toltén au sud.

cipes de sa culture pour surmonter la crise dont le concept fondamental est «rekvlugun et quellugun» (se soutenir, s'entraider). Les espaces où «lawen» (remèdes naturels), forêts indigènes, «menokos» (zones humides), «trayenco» (espaces où l'eau jaillit) ont pris un rôle de premier plan avec l'émergence du coronavirus pour la survie des populations.

C'est pourquoi la valorisation des savoirs locaux et autochtones, recoupées avec les résultats de la recherche scientifique et la connaissance des systèmes écologiques et socioculturels, doit orienter la lutte contre la COVID-19, et les pandémies à venir.

Les sciences sont, par essence, au service d'un avenir durable et solidaire. Croiser les compétences internationales, conjuguer les apports disciplinaires, engager des actions à l'échelle locale, régionale et internationale sont d'autant de nécéssités qui s'inscrivent dans la riposte COVID-19.

Au-delà des catastrophes naturelles liées au dérèglement climatique, la crise historique de la COVID-19 a montré les limites de la science face à un virus inconnu qui atteint toutes les populations. Pourtant, la COVID-19 ouvre également de nouvelles perspectives pour les communautés scientifiques, en prouvant l'urgence d'une science plus accessible et plus participative. L'implication, active et équitable, des sociétés et la mise à disposition des publications et des données scientifiques sont devenues indispensables pour une science efficace – cruciale en cas de pandémie. C'est pourquoi l'UNESCO plaide, avec l'OMS et le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, pour une science ouverte, inclusive et collaborative.

A l'aune de leur expertise et des aspirations des populations, les ONG partenaires soutiennent l'UNESCO dans l'élaboration d'une recommandation en faveur de la science ouverte, pour un monde plus juste, plus solidaire et plus inclusif.

Terre des Mapuche Lafkenche © SAF

Conclusions des ONG partenaires

« Sans compréhension, sans un certain degré de confiance réciproque, aucune institution efficace pour la sécurité collective des nations ne saurait être établie. »

Albert Einstein

Portées par la force individuelle et collective des populations, qui se sont levées pour lutter contre cette crise mondiale d'une ampleur inédite, nous retenons ses leçons de solidarité pour construire un avenir commun plus humain. Au terme de ce rapport, nous mesurons l'étendue du travail qu'il reste à accomplir, dans un esprit positif et un optimisme renforcé.

Les ONG, réparties sur toute la planète, démontrent une capacité de mobilisation et d'action qui se révèlent cruciales dans la riposte à la pandémie. Il a fallu la propagation du virus de la COVID-19 pour que certaines d'entre elles voient la nécessité de se regrouper pour une action concertée, efficace et de longue durée.

Les huit ONG internationales initiatrices de ce projet ont resserré leurs liens grâce à une profonde solidarité qui a permis la réalisation de cette publication, qu'elles espèrent porteuse d'espoir et source d'inspiration pour des projets similaires. L'analyse des remontées du terrain, fine et précise, met en lumière les bases solides sur lesquelles ancrer l'avenir.

Tout d'abord, les ONG se révèlent comme des acteurs incontournables de la réflexion menée par l'UNESCO pour fixer les prochaines priorités post-COVID. Comme ce projet l'a démontré, le partage d'informations et l'union dans l'action sont les clés pour un monde plus juste et plus humain. Le partenariat ONG et l'UNESCO est à un tournant de son histoire : la situation dramatique des populations nous commande plus que jamais d'agir en alliés, en partageant une vision commune et en associant les ONG aux réflexions et aux décisions.

Par ailleurs, si la pandémie renforce indiscutablement les inégalités et accroit la pauvreté, elle met aussi au grand jour la corruption et les circuits de financement défaillants ainsi que les méfaits d'une mondialisation qui a délocalisé la fabrication de produits essentiels.

Tout au long de ce rapport, il a été demontré que l'éducation joue ce rôle transversal, prôné par l'UNESCO, qui se vérifie sur le terrain dans chaque initiative de la lutte contre la pandémie. Il ressort également qu'une attention particulière doit être accordée à la petite enfance sur laquelle l'impact de la pandémie n'est pas encore bien mesuré mais se fait déjà sentir, tout comme sur les plus démunis. Il s'agit là de notre avenir à tous et de notre devoir de ne laisser personne de côté, en accord avec les ODD de l'Agenda 2030.

Parmi les points positifs de notre étude, le lien intergénérationnel, conforté par les nouvelles technologies, est sans aucun doute un pilier de l'architecture familiale de demain. Les familles se trouvent au cœur de la riposte à la pandémie, elles ont été des relais essentiels pour les ONG. Mais durement éprouvées, une aide à la parentalité leur permettrait de jouer leur rôle incontournable dans la future reconstruction.

Enfin le rôle positif et crucial des femmes, frappées dès l'origine de plein fouet par les conséquences sanitaires et économiques de la pandémie, a été mis à jour dans les responsabilités internationales, nationales, locales qu'elles ont assumées depuis lors et que l'on doit veiller à augmenter. Leur autonomisation et la reconnaissance de leurs droits sont en marche, rien ne doit les arrêter.

Nos ONG, en accord avec l'esprit de l'UNESCO, contribuent à rendre à chacune et à chacun sa dignité, condition nécessaire à son épanouissement, et à retrouver confiance dans sa capacité à construire ensemble un monde meilleur.

Par notre participation à ce rapport, nous entendons rendre hommage aux ONG qui luttent contre le danger de déshumanisation et contre les conséquences d'une crise sanitaire, économique, sociale, climatique et de confiance historique.

© Friendship/MMM